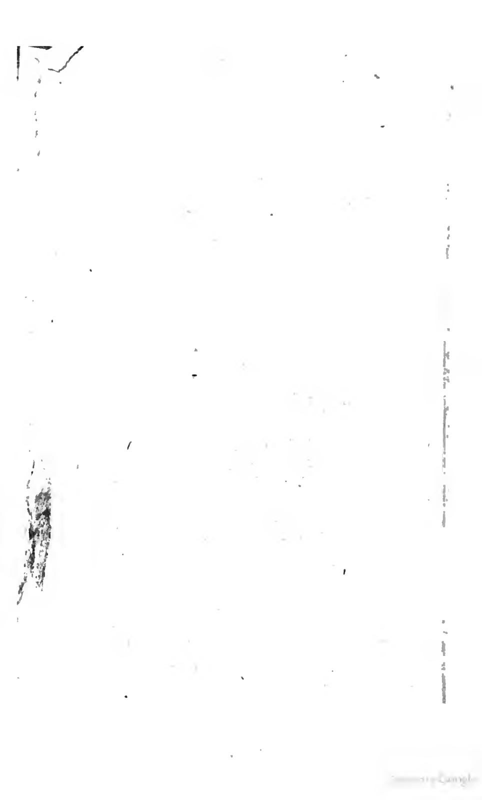



EX LIBRIS
ANGELI COMITIS
NAZIONALE CENTRALE DI
FIRENZ

PRÉCIS
HISTORIQUE
DE LA
RÉVOLUTION FRANÇAISE.
DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

TOME I.





Frontispice.

D.E. Tome I. Page 210.



J. Duplessis Bertaux inv. et Sculp. Terminé par Bovinet.

BONAPARTE À LONADO. 17 THERMIDOR AN IV.



PRÉCIS
HISTORIQUE
DE LA
RÉVOLUTION FRANÇAISE.
DIRECTOIRE EXÉCUTIF ;

PAR LACRETELLE JEUNE.

Avec quatre gravures.

TROISIÈME ÉDITION.

TOME PREMIER.

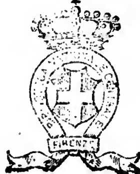
A PARIS,

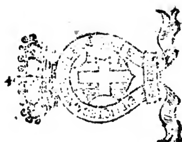
Chez TREUTTEL et WÜRTZ, Libraires, rue de Bourbon, n° 17.

A STRASBOURG, même maison de commerce, rue des Serruriers.

DE L'IMPRIMERIE DE DIDOT JEUNE.

1815.





INTRODUCTION.

La révolution française avait été annoncée, dès son origine, comme devant être la révolution de l'Europe entière. Les rois s'effrayèrent, et bientôt ils entrevirent qu'il pourrait y avoir pour eux de grands avantages à tirer de ce désordre. Ils crurent que les discordes des Français leur livreraient la France ou quelques-unes de ses belles provinces. Ils s'armèrent, ils furent vaincus.

Mais, dans cette lutte longue et cruelle, la révolution changea d'aspect; elle avait promis un peuple de penseurs, elle fournit un peuple

de soldats. La France devint un camp : on y parlait encore de maximes de liberté, mais, dans le fait, on y obéissait à des lois militaires ; il ne s'agissait plus d'éclairer des voisins, il fallait les soumettre. Jamais une nation ne combattit avec plus d'ardeur pour son indépendance. Des crimes, des massacres, des supplices, des actes qui annonçaient un peuple en démence, souillèrent la gloire d'un si beau mouvement. J'ai eu à les retracer dans le *Précis historique de la Convention*. Le tableau qu'offrent les quatre années où la république fut régie par un directoire exécutif et par deux conseils est moins terrible ; l'attention n'a plus

à se porter sur des masses tumultueuses dont les mouvemens sont toujours difficiles à expliquer. L'influence de quelques hommes se fait mieux sentir dans cette partie de notre histoire. La nation française et ses armées semblent deux peuples distincts ; celui du dedans succombe chaque jour davantage à la lassitude qui a dû résulter de ses grandes convulsions ; celui qui combat au-dehors ne cesse de s'enflammer par ses succès, et même par ses revers. La discipline militaire fait de nouveaux progrès ; la subordination civile ne peut s'établir. De grands généraux se forment, de faibles magistrats se succèdent, se proscrivent, et, en s'attaquant

entre eux, détruisent toute espèce d'autorité. On venait de sortir d'une anarchie qui était née du choc de toutes les passions déchaînées ; on retombe dans une anarchie nouvelle, qui ne semble avoir d'autre cause que l'impuissance de se créer des lois justes et fortes.

Les quatre années dont j'entreprends de rappeler les principaux événemens se divisent en deux époques ; l'une qui a pour terme la journée du 18 fructidor, l'autre qui a pour terme le 18 brumaire. Dans la première, c'est la gloire nationale qui domine ; les secousses intérieures ont peu de violence ; une constitution républicaine s'annonce sous des auspices favorables ;

on goûte les plaisirs au défaut de la paix ; au lieu d'user de la liberté, on se joue avec elle. Les partis se sont fait effort pour cacher la haine qui les divise : ils éclatent ; une catastrophe cruelle vient détruire un repos mal affermi, une constitution sans force, et surtout sans prévoyance.

Après le 18 fructidor, la politique extérieure ne connaît plus de modération ; la guerre se rallume ; de nouveaux peuples succombent ; leurs malheurs sont vengés : les victoires des Français sont interrompues ou se mêlent à des défaites. Au-dedans, on s'agite sans énergie, sans concert ; le gouvernement marche sans finances et presque sans lois. La

guerre civile renaît ; on craint, on sent venir les maux inouïs dont on croyait le retour impossible. Ce serait une grande fatigue que de décrire un état de choses aussi confus ; mais il conduit à un dénoûment inespéré qui termine la révolution, et qui rappelle les lois aussi-bien que la victoire.

La scène de tant de grands événemens n'est pas toujours en France; toutes les parties du monde ont ressenti le contre-coup de la révolution française. Une île de l'Amérique, Saint-Domingue, en a surpassé les horreurs; toutes les autres les craignent ou commencent à les imiter. Les déserts de la Guiane vont offrir un vaste cimetière aux proscrits de

la France. L'Afrique semble d'abord ressentir une influence plus heureuse de la révolution française. Des victoires, qu'on peut appeler d'éclatans prodiges, promettent à l'Egypte, à ce berceau sacré de la civilisation, d'en recouvrer les plus précieux avantages. L'Asie elle-même paraît appelée à les partager. La Palestine et la Syrie attendent le bienfait d'une conquête. En Europe, l'ébranlement causé par la révolution est plus profond et plus durable. La fertile Belgique est soumise, et s'étonne de participer à nos mouvemens, alors irréligieux, elle qui venait de s'armer contre son souverain pour l'intérêt de ses prêtres et de ses moines. La Hollande

éprouve le même sort ; elle imite les Français pour les désarmer. La Pologne, pour qui une réforme politique était plus nécessaire que pour nous-mêmes, l'entreprend avec franchise, et même avec prudence, la défend avec un courage héroïque, succombe et s'anéantit. L'Espagne se délivre des victoires des Français, en acceptant leur alliance avec docilité. Toute l'Italie change de face : la Lombardie est appelée à la liberté ; Venise passe sous une domination étrangère. Rome, qui a perdu ce qui lui restait de puissance, c'est-à-dire la suprématie religieuse de son souverain, en est consolée un moment par une imitation grossière des formes de sa grande république.

La Suisse défend sans succès sa liberté contre la révolution française, qui ne lui annonce que de l'anarchie.

Pendant ce choc universel, le destin des peuples change, mais non leur caractère. Le Français, qui, pendant plusieurs années, a été emporté si loin de ses penchans, qui avait épouvanté l'univers de ses maux et de ses fureurs, saisit les premières lueurs d'un calme qui n'est pas encore établi, pour se livrer à toute sa légèreté. Il sait mieux, il est vrai, profiter de ses victoires ou réparer ses revers au-dehors; mais il se montre aussi inhabile qu'il le fut après tous ses états-généraux, après la Ligue, et

même après la Fronde, à terminer ses troubles domestiques, à tirer parti de ses malheurs. La patience flexible du Hollandais se retrouve attestée par une révolution qu'il modère, n'ayant pu la détourner. Les Suisses décèlent d'abord l'altération que le temps et un dangereux voisinage ont apportée dans leurs mœurs austères et belliqueuses; mais, tout vaincus qu'ils sont, ils reproduisent les traits des enfans de Guillaume Tell. Le cours de cette histoire nous offrira encore des vengeances napolitaines. Les armées allemandes, que nous verrons se mouvoir avec courage et constance, mais avec trop d'hésitation dans leur marche, rappellent celles qu'eurent à vaincre Turenne

et Condé. L'Espagnol se montre fidèle aux mœurs qu'il a adoptées depuis que sa fierté n'est plus sollicitée par l'ambition de ses rois. De tous les traits de son caractère primitif, celui que l'Anglais retrace le mieux, c'est sa haine invétérée pour les Français. Il ne jouit de son commerce, de sa domination maritime, de ses richesses et de toute l'influence politique qu'elles lui procurent, que pour irriter une nation rivale dans ses discordes, et pour l'affronter dans ses triomphes.

En énonçant ainsi ce qu'une histoire de l'époque où je suis arrivé devrait contenir, je condamne d'avance les aperçus faibles et trop rapides que je présenterai dans ce

Précis. Ces révolutions épisodiques mériteraient toutes des développemens étendus, car ce sont de grandes nations qui les ont subies. Mais mon objet principal est de montrer la révolution française qui domine sur toutes les autres, et un homme qui domine sur cette révolution.

Est-il temps d'offrir un essai historique, que les mémoires des hommes les plus importans, que les relations des différens partis n'ont pu encore suffisamment éclaircir? Il est peu de mes lecteurs qui ne soient prêts à me faire cette objection. Mais il faut bien que quelque chose précède une histoire qui sera un jour la plus grande source d'instruction pour les rois et pour les

peuples. Les partis n'ont point encore parlé; parlons donc avant eux, si nous avons la conscience de quelque impartialité; décréditons d'avance les relations de la haine, et celles même de la vanité. Faut-il se taire sur nos triomphes parce qu'ils se sont trouvés contemporains de nos jours de malheurs? Mais il y a dans ces malheurs mêmes un souvenir salutaire.

Il s'élève une génération qui nous demande compte de tant d'événemens ou déplorables ou glorieux que nous avons vus, n'aura-t-on à lui montrer que des relations écrites dans le jour même de l'action, et que les archives volumineuses où sont confusément entassés les faits

authentiques et les faits bientôt démentis, les détails les plus frivoles, à côté des plus grandes catastrophes? Faut-il la laisser livrée à l'erreur de nos premières vengeances et de nos vieilles préventions?

Je vais consacrer cette introduction à rappeler des événemens politiques et militaires qui eurent lieu sous le règne de la convention, et dont je n'aurais pu rendre compte sans perdre long-temps de vue les mouvemens de cette orageuse assemblée. Je décrirai en même temps la situation des principales puissances qui étaient entrées dans la coalition. Je ferai entrer dans ce tableau différens faits qui, placés ailleurs, détourneraient trop l'at-

tention du grand événement que j'ai à retracer.

L'armée de Sambre et Meuse, sous le commandement du général Jourdan, avait profité avec ardeur de la victoire de Fleurus. Le prince de Cobourg avait dirigé sa retraite en laissant à découvert la Belgique, qu'il avait reconquise avec tant de facilité, et les forteresses de la Flandre française, qu'il avait emportées après de si longs travaux, c'est-à-dire Valenciennes, Condé, le Quesnoy et Landrecie. Il se plaça à une longue distance de ces villes, dont les garnisons autrichiennes, abandonnées à elles-mêmes, capitulèrent plus tôt que les Français ne l'avaient espéré. Il renonça à toute

communication avec les armées hollandaise et anglaise, qui, de leur coté, se retirèrent précipitamment de la Flandre maritime; en sorte que la seconde conquête de la Belgique ne fut pour les Français qu'une simple prise de possession. Le prince de Cobourg s'était flatté de pouvoir se maintenir sur la Meuse; il s'était dirigé sur Liége. Derrière cette ville et sur les hauteurs de la Chartreuse, il avait fait élever des retranchemens presque aussi formidables que ceux par lesquels il avait cru se rendre invincible dans la forêt de Mormal. On prit encore une fois le parti, non de forcer ces retranchemens, mais de les rendre inutiles. Le général Jourdan put faire supporter

six semaines d'attente à la valeur française. Le troisième jour complémentaire (19 septembre 1794), il attaqua l'aile gauche de l'armée autrichienne, qui campait devant Maëstricht, et la battit. Franchissant ensuite des rives escarpées, passant sous des plateaux que l'ennemi avait garnis de canons, renversant tout cequi avait voulu retarder sa marche, il prit en flanc la position de la Chartreuse. L'armée autrichienne l'y attendit avec peu de fermeté. Chaque poste fut attaqué et emporté à la baïonnette. Une opération si compliquée et si hardie n'avait paru qu'un jeu aux vainqueurs de Fleurus.

Le général Kléber, qui s'était

beaucoup distingué dans l'attaque de la Chartreuse, fut chargé d'entreprendre le siége de Maëstrich, où le prince de Cobourg avait jeté un corps de huit mille hommes. Un nouveau combat mit l'armée autrichienne hors d'état de pouvoir secourir cette importante forteresse ; elle s'était retranchée derrière les bords de la Rhoër, dans une position que le général Clairfait, deux ans auparavant, avait rendue célèbre en s'y maintenant contre le général Dumouriez avec les faibles débris de l'armée qui avait été vaincue à Jemmapes. Les Français, plus habiles et encore plus impétueux qu'à cette époque, passèrent à la nage la rivière de la Rhoër, et rem-

portèrent une victoire complète. Dès-lors il n'y eut plus que désordre et précipitation dans la retraite de l'armée autrichienne ; elle n'osa se défendre dans Juliers ; elle ne tenta plus de porter de secours à Maëstricht ; elle resta pendant près d'un an comme cachée aux Français. Le siége de Maëstricht fut conduit avec une habileté qui annonça que les Français n'avaient cessé de se perfectionner dans l'attaque des places. Les deux corps du génie et de l'artillerie eurent la plus grande part au salut et à la gloire de la France dans cette guerre. Huit mille hommès pourvus de toute espèce de vivres et de munitions défendaient Maëstricht. Cette ville capitula le

14 brumaire (3 novembre), après onze jours de tranchée ouverte. On y trouva trois cent soixante pièces de canon et quatorze mille fusils.

Un long blocus que les Autrichiens n'osèrent troubler par aucun mouvement, mit l'armée de Sambre et Meuse en possession de Luxembourg, de cette forteresse inaccessible, regardée comme une des premières places du monde.

L'armée de Sambre et Meuse étendit ses conquêtes sur toute la rive gauche du Rhin, soumit à la domination de la France l'électorat de Trèves et la plus grande partie de ceux de Mayence et de Cologne, et du Palatinat. Voilà le parti que le général Jourdan sut tirer des vic-

toires de Fleurus, de la Chartreuse et de la Rhoër.

Il avait un rival de gloire dans le général Pichegru, qui commandait l'armée du Nord. Il n'est pas encore temps de faire connaître le caractère et les desseins de ce chef habile et ambitieux ; l'intérêt de la patrie dirigeait alors tous ses plans.

Pichegru avait beaucoup contribué à décider les premier succès de la glorieuse campagne de 1794. C'était lui qui avait donné le conseil hardi de ne point attaquer de front le prince de Cobourg, lorsqu'il s'appuyait sur les quatre forteresses de Condé, de Valenciennes, de Landrecie et du Quesnoi, et sur les retranchemens de la forêt de Mormal.

Il paraissait laisser au général autrichien le chemin de Paris libre; et la circonspection de celui-ci s'était accrue par les facilités suspectes que Pichegru lui présentait. Cependant les principales forces de l'armée du Nord s'étaient rassemblées dans l'ouest de la France; elles tendaient à déborder l'armée du prince de Cobourg, qui ne s'aperçut point assez tôt de ce puissant effort. Clairfait avait été vaincu trois fois auprès d'Ypres et de Menin. Le duc d'Yorck avait été battu, et n'avait pas mieux sauvé son artillerie et ses équipages que dans sa malheureuse attaque contre Dunkerque. Le prince de Cobourg avait été amené par degrés à s'éloigner de la position centrale

où il était pres que inattaquable. Il avait pu défendre la ville de Tournay contre le général Pichegru ; mais celui-ci avait mis tant d'audace et tant d'opiniâtreté dans cette entreprise, que le prince de Cobourg, amenant sur ce point l'élite de ses troupes, avait été moins attentif à surveiller l'armée de Sambre et Meuse, qui s'avançait par la forêt des Ardennes; et quand il vint à la rencontre du général Jourdan, il apportait déjà à la bataille de Fleurus le regret d'avoir été déconcerté dans tous ses plans.

Mais l'armée du Nord, dont la gloire, depuis cette journée, paraissait éclipsée par celle de Sambre et Meuse, était impatiente de finir

cette campagne avec plus d'éclat encore qu'elle ne l'avait commencée. Pichegru, bien assis dans la Belgique, aspirait à la conquête de la Hollande. On eût dit qu'en recommençant une entreprise où Louis XIV avait échoué, les armées républicaines voulaient s'élever audessus de celles de la monarchie.

Le général Moreau fut chargé de préluder à la conquête de la Hollande en faisant le siége du fort de l'Ecluse. Sous ses ordres, les grenadiers français se jetèrent à la nage, ou se confièrent à des batelets pour emporter l'île de Cazand, qui était nécessaire à l'investissement du fort. Ils y abordèrent sous le feu de nombreuses batteries, s'en rendirent

maîtres, et la garnison du fort de l'Eeluse capitula.

Pichegru poursuivait le duc d'Yorck, et battait son arrière-garde chaque fois qu'il pouvait l'atteindre; il le forçait de laisser à découvert plusieurs places importantes. Le fort d'Orten et celui de Crévecœur furent emportés. On s'attendait à une longue résistance de la part du commandant de Bois-le-Duc. Il avait eu recours aux inondations; il capitula avant que le siége fût commencé. Il s'agissait ensuite d'investir Nimègue, Grave, Vanloo. Dans ce dessein, l'armée du Nord passa la Meuse presque sous les yeux du duc d'Yorck, qui n'osa point l'en empêcher, qui fut

atteint sur l'autre rive, et qui, vaincu par un léger combat, ne se crut plus en sûreté que derrière le Wahl. Des trois villes hollandaises qui furent investies en même temps, Grave fut la seule qui opposa une sérieuse résistance.

Les rigueurs de l'hiver se faisaient déjà sentir. L'armée du Nord était livrée aux plus affreux besoins, ayant derrière elle les greniers de la Belgique, et devant elle les trésors et les magasins de la Hollande; elle voyait sortir, des forteresses dont elle s'emparait, des garnisons exténuées par la faim. Les préparatifs de la grande expédition avaient demandé quelque temps. Une maladie du général Pichegru l'avait encore

fait différer. Enfin on va sortir de cette situation embarrassante : tout est prêt ; Pichegru a arrêté ses plans, mais ils sont subordonnés à la température du ciel. Le froid redouble (l'hiver de 1794 à 1795 fut un des plus rigoureux de tout le siècle) : point de tentes à élever, point de forêts à abattre. Il n'était personne en France qui ne frissonnât en songeant à cette armée, qui avait à la fois à désirer et à braver un froid glacial, que quelques jours pouvaient porter sur des routes nouvelles, et que quelques heures d'une température plus douce pouvaient engloutir sous les eaux. A moitié nu, sur des plaines de glace, le soldat français chantait. Le 9 thermi-

dor lui avait rendu sa vive et franche gaîté. Une profonde terreur s'était emparée du Stathouder et de ses partisans. Aidé des Anglais, il pouvait encore opposer une armée à peu près égale à celle des Français, qui se montait à près de cent mille hommes. Il lui restait encore une longue ligne de forteresses, mille défenses faites par la nature, enfin la ressource du désespoir, l'inondation des campagnes. Mais il gémissait d'appeler en vain pour la défense de son pays ces Prussiens qu'il avait appelés jadis pour la défense de son autorité; maintenant ils se tenaient retirés sur la rive droite du Rhin, abandonnant même des possessions prussiennes.

La grande armée de la ligue était encore plus loin et dans un plus grand désordre; les Anglais faisaient acheter et détester leurs secours. Pouvaient-ils bien défendre une puissance maritime dont ils brûlaient d'envahir les florissantes colonies? Enfin le stathouder craignait des patriotes vindicatifs qui lui reprochaient, au milieu de ses périls et de son humiliation, de les avoir livrés d'abord au joug du soldat prussien, et ensuite à l'orgueil et à la cupidité des Anglais. Déjà un grand nombre de ces républicains entretenaient des intelligences avec ceux de leurs concitoyens exilés qui avaient suivi l'armée française, et qui avaient établi à Anvers

un comité d'insurrection. Le stathouder venait de recevoir des états-généraux un pouvoir dictatorial, arme dangerense pour qui craint d'en user. Le départ du duc d'Yorck, qui s'était retiré en Angleterre, en laissant le commandement de l'armée anglaise au général Walmoden, affranchissait du moins le stathouder de la tutelle d'un prince tant de fois vaincu, et qui n'était plus superbe qu'envers lui. Il prit le parti de traiter avec les Français. Il offrit des conditions de paix semblables à celles que proposaient les descendans de Charlemagne aux hommes du Nord, c'est-à-dire une immense rançon. Il s'engageait à payer quatre-vingts millions de florins; il recon-

naissait la république française : froide et singulière déclaration de la part d'un souverain que cette république méditait peut-être d'effacer du nombre des puissances européennes. Il lui demandait de reconnaître à son tour le gouvernement des sept Provinces-Unies tel qu'il était établi. La convention nationale, ou plutôt son comité de salut public, reçut avec dédain ce premier hommage qu'arrachait la république à l'un des potentats ligués contre elle. Le stathouder, par l'étendue de ses offres, ne fit qu'exagérer à l'imagination l'étendue de la proie que pouvait offrir la Hollande. Déjà tout était disposé pour une attaque beaucoup plus impétueuse et plus hardie

que celle que tenta Louis XIV, qui, trop attentif à conquérir des forts, avait perdu l'occasion de conquérir les sept Provinces. Une gelée âpre et continue vint tromper l'espoir des Anglais, qui, sourds aux plaintes des habitans des campagnes, avaient ouvert les écluses. La Hollande attaquée n'eut plus de fleuves pour sa défense, et des bras de mer, devenus des routes solides, furent des champs de bataille où combattirent des soldats portés sur des crampons, et où l'artillerie fut traînée. Peu de faits militaires s'offrent sous un aspect plus étonnant que l'attaque du 7 nivose (27 décembre), dont les dispositions furent réglées par le général Pichegru. Deux divisions, dont

l'une était commandée par un Hollandais réfugié, le général Daendels, passèrent la Meuse devant l'île de Bommel, s'emparèrent de cette place et du fort Saint-André. Tout ce que les Anglais, les Hollandais, les Hessois occupaient de forts, de redoutes, de batteries sur une étendue de douze lieues, depuis Grave jusqu'au-delà de la rivière de Meerk, fut emporté à la baïonnette ; les lignes de Bréda furent forcées par les divisions du général Bonnaud et du général Lemaire, qui étaient cantonnées autour de cette place. Près de cent pièces de canons et d'immenses magasins furent abandonnés par les Anglais et les Hollandais. Peu de jours après cette

attaque générale, dont le succès avait été complet sur tous les points, les Français passèrent deux fois le Wahl, d'abord au-dessous de Nimègue, et ensuite au-dessus de la même ville. Les glaces favorisèrent le premier de ces passages; elles n'avaient pas assez de consistance pour le second. Les Français se réjouirent dans cette occasion de ne plus triompher à l'aide des moyens fournis par la température du ciel. Le Wahl fut passé au-dessus de Nimègue, sur de faibles bateaux, où se jetèrent à l'envi les grenadiers. Le général Macdonald, que nous retrouverons dans le cours de cette histoire, conduisit cette expédition, l'une des plus difficiles et des plus

glorieuses de la campagne. Les Anglais et un corps d'Autrichiens com. mandé par Alvinzi avaient élevé des batteries sur les digues du Wahl, dont Macdonald s'empara après une faible résistance des premiers et une défense obstinée des seconds.

Dès-lors plus de combats, plus d'obstacles ; le peuple conquis semble un peuple allié qui s'avance au-devant de ses libérateurs : les Anglais, les Autrichiens, les Hessois abandonnent les forts qui leur sont confiés. Ces défenseurs qui s'éloignent laissent plus de traces de leurs fureurs que les conquérans qui s'avancent. Ils vont se retrancher derrière le Leck et l'Yssel, barrières qui ne les défendront pas

mieux que le Wahl. Les partisans les plus zélés du Stathouder fuient. Enfin, au nom de la crainte et de l'intérêt, il se forme dans toutes les villes de Hollande une froide et presque inutile insurrection contre des magistrats déconcertés dans toutes leurs mesures. On se déclare ami des Français ; on a recours à tous les soins, à toutes les recherches de l'hospitalité envers ces vainqueurs indigens, devant qui sont exposés les trésors accumulés par une longue économie. On parle avec ces maîtres nouveaux le langage de la liberté.

Le Stathouder, dans cette extrémité, écouta plus l'intérêt de ses concitoyens que son ressentiment.

Il pouvait suivre l'armée anglaise, qui espérait se défendre encore, dans les Provinces-Unies, jusqu'au printemps; mais il fournissait par-là des prétextes à la colère des Français, qui auraient vengé sur tous ses partisans, et peut-être sur tous les Hollandais, les dernières preuves de dévouement qu'il en aurait reçues. Il quitte Gorcum, où il avait établi son dernier quartier-général: il se rend à la Haye, et paraît à l'assemblée des états généraux, dont il avait depuis si long-temps mis à l'épreuve la soumission et le zèle. Il vient aujourd'hui leur demander d'abandonner sa cause; il craint tout effort qui prolongerait les trou-

bles de sa patrie, et qui lui rendrait plus dur le joug étranger sous lequel elle va passer. Il vient déposer solennellement un pouvoir qu'on a représenté comme odieux, et qu'il n'a pu rendre utile à ses compatriotes. Tels furent les adieux du descendant de ces princes d'Orange dont le nom est glorieusement mêlé à toutes les belles époques de la liberté hollandaise. Dès le lendemain, il quitta cette terre natale, et s'embarqua pour l'Angleterre.

Le général Pichegru était à Utrecht lorsqu'une députation des bourgeois d'Amsterdam vint lui apporter les clefs de cette ville. Les

Français y entrèrent le 9 janvier 1795 : la discipline fut sévèrement observée. Les habitans d'Amsterdam, par un accueil franc et libéral, sans prodigalité, fournirent des récompenses, et non des tentations à la sagesse du soldat. Un fait que l'histoire ne doit point omettre, c'est que, le jour même où les Français entrèrent dans Amsterdam, la bourse fut ouverte; toutes les opérations commerciales eurent lieu comme de coutume, les dettes furent acquittées avec la même fidélité. L'observateur, en remarquant cet exemple signalé et du flegme et de la bonne-foi héréditaire de ces républicains commerçans, pouvait

dire ce jour-là même : *La Hollande existe encore.*

Des villes telles qu'Amsterdam, Rotterdam, Utrecht, la Haye, Leyde, invitaient au repos une armée qui avait éprouvé tant de fatigues dans une saison si rigoureuse. Cependant les généraux trouvèrent à rappeler les soldats de ces villes opulentes où ils venaient d'entrer, la même facilité qu'ils avaient eue à les y conduire. On ne voulut rien laisser à conquérir dans les sept Provinces Unies. Le reste de l'armée anglaise, continuant jusque derrière l'Ems une retraite qui avait commencé dès les environs de Lille, s'embarqua enfin à Brême. Cette campagne offrit un singulier jeu

du hasard : des cavaliers français aperçurent des vaisseaux qui avaient été retenus par les glaces, et ils s'en emparèrent.

Si l'occupation de la Hollande eût été faite six mois plus tôt, c'est-à-dire avant le 9 thermidor, Robespierre, Billaud-Varennes ou Couthon auraient relevé tous les échafauds du duc d'Albe, auraient proscrit tous les riches, et fait tarir la source des richesses. Leurs mesures anarchiques, en frappant sur l'industrie, le travail et l'économie d'un peuple qui lutte contre la pauvreté de son sol, et qui se défend à grands frais contre les fureurs de l'Océan, auraient percé les digues, auraient fait rentrer la Hollande sous

les flots. Le nouveau comité de salut public n'abjura point tout droit de conquête, mais il en usa sans violence. Il voulut étendre la liberté du peuple batave, bienfait suspect quand l'indépendance nationale a reçu une profonde atteinte. Il l'appela un allié, mais il lui demanda des tributs. Il l'opprima peu, il ne le releva point. Ce peuple fit de continuels efforts de patience pour adoucir et pour supporter sa ruine. Ce fut la France qui vainquit la Hollande; ce fut l'Angleterre, tout à l'heure son alliée, qui lui ravit les plus précieuses dépouilles. Ce qui contribua à la facilité de ses succès et à les rendre souvent ignominieux pour la Hollande, c'est que

son armée navale, alors toute dévouée au parti d'Orange, crut servir le ressentiment de son chef par des défections et des trahisons multipliées. Les Hollandais se virent enlever leurs florissantes possessions dans les Indes; ils perdirent tout de leur commerce, excepté l'ordre, la patience, la bonne foi, sur lesquels il se fonde. Quand la France porta parmi eux les principes de sa révolution, on les vit répéter avec flegme les discours extravagans qui avaient excité parmi nous tant d'orages; on ne les vit point commettre d'actes insensés, d'actes féroces.

La république française fut amenée, par le traité qu'elle fit avec la république batave, et dont Sieyes

à profiter des désastres des alliés qu'il armait contre elle. Les chefs de la révolution voyaient partout des manœuvres de Pitt, et frémissaient d'horreur à ce nom. Parmi tant de milliers de Français conduits à l'échafaud, il n'y en eut aucun, sans en excepter ceux qui avaient porté le plus loin les extravagances de la démagogie, qui ne fût accusé d'être un agent de Pitt.

Cet homme d'état avait droit, par l'éclat de ses talens, et même par quelques vertus éminentes, à une grande renommée. Fils et élève chéri de l'un des ministres les plus habiles, les plus fiers et les plus intègres qu'ait eus l'Angleterre, il avait dû ses talens précoces pour

le gouvernement de son pays à une éducation dirigée toute entière vers ce but. La politique le reçut au sortir de la première enfance. Il avait échappé aux passions ardentes de la jeunesse; mais aussi il n'avait pas tenu d'elles cette franchise, cette générosité qui, dans les affaires d'état, sont souvent plus utiles que des combinaisons sèches et artificieuses. Il débuta avec des succès étonnans dans le parti de l'opposition. Les principes qu'il énonçait alors sortaient du cercle banal des déclamations antiministérielles. L'amour de la liberté, les sentimens de bienveillance sociale, qui calment et qui unissent les nations par des intérêts com-

muns, étaient exprimés dans ses discours avec une telle maturité de réflexions, qu'on était tenté de les considérer chez lui comme des principes invariables. Il parvint bientôt au ministère principal, et se montra infidèle à quelques-uns des amis qui avaient secondé son ambition : tort que l'on pardonne moins en Angleterre que celui de renoncer à des principes long-temps professés. Son administration, pleine d'habileté et de fermeté, répara en peu de temps les fâcheux effets de la guerre d'Amérique. Tandis que la France paraissait accablée par les efforts dispendieux qu'elle avait faits avec un médiocre succès pour relever sa puissance maritime,

Pitt suivait avec constance un système qui soutenait le crédit de l'Angleterre, et lui faisait espérer un amortissement graduel de son immense dette publique. Il avait su, par les besoins du commerce, rattacher à la métropole l'Amérique septentrionale, dont l'indépendance ne fut suivie d'aucun des effets que s'en étaient promis la France et l'Espagne. Il avait commencé à rendre la Hollande tributaire par le moyen du stathouder; et quand il avait fallu soutenir ce prince par les armes de la Prusse, Pitt s'était joué des vaines ménaces du gouvernement français. Il avait fait consentir ce même gouvernement à un traité de commerce

qui pouvait un jour devenir utile aux deux nations, mais dont l'Angleterre avait recueilli les fruits les plus précieux. Il avait asservi la Russie dans ses relations commerciales, et dans le même temps il avait arrêté l'ambition de Catherine II, qui croyait s'être ouvert le chemin de Bysance.

Telle était la position de Pitt quand la révolution française éclata. Il parut d'abord applaudir à ses premiers mouvemens, soit qu'il respectât le généreux essor d'un peuple vers la liberté, soit qu'il se réjouît, pour les intérêts de son pays, des discordes de la nation rivale. Lorsqu'il vit l'anarchie faiblement réprimée, et qui semblait

déjà envahir cette révolution, il ne s'exprima plus sur elle qu'avec un flegme dédaigneux : *Les Français*, disait-il, *ont traversé la liberté.* Rien cependant n'annonçait encore en lui un ennemi déclaré de la révolution. Ce fut du milieu de l'opposition que s'élevèrent les plus furieuses imprécations contre les nouveaux principes des Français. Les deux orateurs les plus véhémens de ce parti, M. Burke et M. Wyndham, firent, avec un enthousiasme presque fanatique, un appel à tous les souverains de l'Europe, et surtout à l'Angleterre : « Il fallait, disaient-ils, il fallait châtier sévèrement les Français rebelles ; nulle entreprise n'était ni plus nécessaire

ni plus facile. La France, disait le fougueux Burke, laisse un grand vide dans l'Europe ». On sait la réponse prophétique de Mirabeau : *Ce vide est un volcan.* Pitt, heureux dans de telles circonstances de trouver des auxiliaires dans l'opposition même, fit entrer au ministère M. Wyndham et le lord Portland. Il préparait la guerre et l'armement général de l'Europe. C'était sous son influence secrète que s'étaient formées les conférences de la Haye et de Pilnitz. S'il différa à faire déclarer l'Angleterre, c'est qu'il trouvait quelques difficultés à rendre la guerre nationale. Le supplice de Louis XVI lui en fournit l'occasion. Il déplora cet

événement avec une sensibilité qui n'était point le caractère accoutumé de son éloquence. Il fit pressentir une guerre dont la magnanimité dirigerait tous les mouvemens ; il ne songeait qu'à une guerre d'avarice. Celle-là seule pouvait être long-temps nationale ; car la nation anglaise est généreuse par accès et avide par instinct. Pitt devint, pour le malheur de la coalition, le maître de tous les cabinets de l'Europe. Il y avait un genre de talent qui manquait à son génie, et dont sa position d'ailleurs lui permettait peu l'usage ; c'était celui de diriger des plans de campagne. L'Angleterre eût eu besoin, dans de telles circonstances, de

trouver un nouveau Malborough : il ne s'en offrit point. L'armée anglaise ne parut sur le continent que pour éprouver des défaites et pour troubler les mouvemens des grandes armées de la ligue. Ce que Pitt prévit le mieux, c'est que la révolution française ne serait point calmée par la guerre; et cependant il ne cessa de tenir sous les armes tous les états qui eurent recours à sa fatale assistance. Quand on croyait son attention dirigée vers le rétablissement d'un trône antique et vers l'affermissement de tous les autres, il s'occupait de la conquête d'îles à sucre, d'îles à épiceries. Quand les alliés remportaient quelques succès importans, Pitt

calculait; quand ils étaient battus et poursuivis jusque dans leur capitale, Pitt calculait encore. Les royalistes de la Vendée étaient-ils victorieux sur tous les points de leur petit territoire, Pitt les négligeait; étaient-ils vaincus et pacifiés, il leur prodiguait l'or, les secours et les promesses.

Jamais il ne voulut marquer un but à la coalition. On ne savait s'il servait sincèrement la branche aînée des Bourbons; au moins paraissait-il négliger les frères de Louis XVI. On le soupçonnait d'avoir encouragé de bonne heure les complots de la faction d'Orléans. Si le duc d'Yorck eût été plus heureux dans ses armes, peut-être

Pitt aurait-il osé le proposer pour chef d'une monarchie constitutionnelle en France. Les discours obscurs de ce ministre, son caractère profond, concentré, appelaient et défiaient toutes les conjectures. Le lord Grenville et M. Windham montraient plus de franchise dans leur attachement à la cause des Bourbons et des émigrés. Il est vraisemblable que Pitt se plaisait à faire annoncer par eux à l'Europe des projets désintéressés, auxquels il substituait des entreprises dont le commerce et la puissance maritime des Anglais devaient seuls profiter.

Présentons maintenant Pitt sous un autre aspect. L'Angleterre n'eut

jamais un ministre plus passionné pour ses intérêts, en supposant que, sur la fin du dix-huitième siècle et en Europe, les intérêts d'une nation eussent pu se séparer de ceux de toutes les autres. Son administration intérieure n'était point seulement un modèle d'habileté, elle offrait un exemple plus admirable encore de probité et de désintéressement. Il contenait ses ennemis sans les opprimer. Homme puissant, il ne calomnia ni ne persécuta jamais le rival qui avait vainement tenté de lui disputer le pouvoir, et qui avait réussi à balancer sa réputation, M. Fox. La pureté et la noblesse de son éloquence annonçaient une ame éle-

vée. Ministre d'un roi dont la raison fut quelque temps égarée par une cause accidentelle, il ne fut ni son flatteur ni son tyran. On le vit résister avec fermeté aux préjugés de ce monarque contre les catholiques irlandais. Il fut fidèle à la constitution de son pays. A la vérité, dans des circonstances orageuses, il étendit l'autorité royale ; mais avec précaution et pour un temps déterminé. C'était un ami sincère, un homme fidèle à toutes les promesses qu'il ne faisait pas à un gouvernement.

Je vais dire un mot de l'accroissement qu'avait reçu la puissance maritime des Anglais à l'époque où je suis arrivé, ou qu'elle reçut peu

après. Dès que la guerre fut déclarée, le gouvernement britannique envoya plusieurs escadres pour faire la conquête des colonies occidentales de la France. Elles ne rencontrèrent dans ces parages aucune flotte française. La terrible situation de Saint-Domingue tint quelque temps les Anglais indécis dans leurs projets sur cette colonie. Déjà la plus grande partie des blancs avait péri dans d'épouvantables massacres. Les nègres révoltés, s'abandonnant à toutes les fureurs des cannibales, avaient reçu d'odieux secours de la part même des commissaires du gouvernement français. La ville du Cap était envahie et brûlée ; toute la partie du nord n'était plus qu'un

monceau de ruines et de cendres lorsque les Anglais s'établirent dans la partie occidentale de l'île. Leur domination y fut mal assurée, et ne dura pas long-temps. La contagion dévora la plus grande partie des troupes qu'ils y envoyèrent; le nègre Toussaint-Louverture vainquit le reste dans une suite de combats; mais la colonie la plus florissante qui ait jamais été fondée avait disparu, la France avait fait une perte irréparable. Quelle fut la part des Anglais dans la longue série de crimes qui amena et compléta ce désastre? Cette recherche serait trop longue pour la tâche que j'ai entreprise; et d'ailleurs elle ne peut être faite que par un homme qui aurait eu

le malheur d'être témoin de tant de déplorables événemens. Beaucoup de personnes ont cru que la révolte des nègres de Saint-Domingue avait été dès long-temps préparée par Pitt, comme une vengeance de la perte de l'Amérique septentrionale. C'est à cette exécrable pensée qu'elles attribuent les motions que Pitt appuya si souvent dans le parlement pour l'abolition de la traite d'Angleterre; elles n'y voient qu'une hypocrite philanthropie de la part d'un homme qui affichait et même exagérait son mépris pour les vains projets de perfectibilité, et qu'une provocation faite à la France d'allumer dans Saint-Domingue un incendie qu'il saurait bien prévenir à la Ja-

maïque. Cette accusation n'est nullement vraisemblable; l'histoire ne sait point juger de l'authenticité de ces crimes d'état, et trop souvent la conscience d'un seul homme en reste le juge et le vengeur. La Martinique offrit à l'Angleterre une possession plus utile et moins dangereuse que St.-Domingue. Les habitans de la première de ces colonies craignaient tout de la métropole inhumaine, qui, saisie d'un esprit de vertige, et par d'indignes commissaires, avait livré les blancs de St.-Domingue à la vengeance de leurs esclaves. Ils se rendirent aux Anglais. Ceux-ci ne leur imposèrent que des lois modérées.

Sainte-Lucie et Tabago passèrent depuis sous leur domination.

Ils occupèrent successivement, par la connivence des chefs militaires et des habitans, les colonies occidentales de la république batave. Ils surent maintenir une soumission profonde dans toutes ces îles et dans celles qui leur appartenaient déjà. Bientôt l'Europe n'eut plus à demander qu'à l'Angleterre des denrées précieuses dont les circonstances les plus rigoureuses ne modéraient pas le besoin.

L'Angleterre mit son attention principale à profiter des troubles du continent pour affermir et pour étendre au loin sa domination dans les Indes orientales. Jamais plus vaste conquête ne demanda moins d'efforts. Une compagnie de mar-

chands l'exécuta avec une armée composée, pour la plus grande partie, de troupes indiennes. L'empire de Tamerlan, depuis long-temps désolé par les révoltes de plusieurs gouverneurs, fut renversé. Les palais des princes indiens ne cessèrent d'être ensanglantés par des crimes dont les Anglais seuls reçurent le prix. La côte du Malabar subit le joug qui pesait depuis long-temps sur la côte de Coromandel. Le fils du célèbre Hyder-Aly, Tippoo-Saïb, lutta seul, mais avec des désavantages constans, contre les Anglais, dont le lord Cornwalis dirigeait les mouvemens militaires avec habileté. La révolution française privait Tippoo-Saïb du secours d'un allié sur

lequel il avait compté pour maintenir et pour étendre la domination qu'avait fondée le courage de son père.

Il manquait aux Anglais deux boulevards de leur empire sur la mer des Indes : c'étaient le cap de Bonne-Espérance et l'île de Ceylan. La conquête de la Hollande par les Français, et l'alliance qu'avait faite avec eux la république batave, fournirent aux Anglais le prétexte de s'emparer de ces points importans ; la lâcheté et la perfidie des gouverneurs et des amiraux hollandais secondèrent leurs entreprises. Des vaisseaux et des forts leur furent livrés sans combat ; ils régnèrent seuls dans les Indes. Ils n'attaquè-

rent point les îles de la Sonde, ni les Moluques ; mais les Hollandais, privés d'escadres qui pussent protéger les retours de ces colonies, virent passer dans les mains des Anglais le commerce des épiceries, dont ils avaient fait si long-temps le fructueux monopole.

La France conserva cependant les îles de France et de Bourbon, ou plutôt elles surent se conserver en dépit de la république, qui semblait acharnée à renverser ses colonies. On leur avait envoyé des commissaires munis d'instructions qui auraient compromis le salut et l'existence de ces îles, jusque-là fidèles et paisibles. Les habitans, sous la conduite de Sircey, bon marin,

homme d'état judicieux, renvoyèrent les commissaires français sans se révolter contre la république, maintinrent leurs lois, refusèrent les secours des Anglais, et devinrent les seuls ennemis qu'ils eussent à craindre dans ces parages.

L'Angleterre soutenait les expéditions qui devaient la mettre en possession du commerce de l'univers, en déployant toutes ses forces navales. La France ne songeait qu'à différens intervalles à faire quelques efforts pour relever sa marine. La puissance prodigieuse, mais momentanée des assignats, ne suffisait pas à la construction des vaisseaux qui lui étaient nécessaires. Tout le courage qu'excitait la révolution ne pouvait rem-

placer l'éducation maritime. L'émigration de la plupart des officiers distingués de cette arme laissait un vide que ne pouvaient remplir les pilotes de quelques bâtimens de commerce ni d'intrépides corsaires. En incendiant la flotte de Toulon, les Anglais s'étaient assurés l'empire de la Méditerranée. L'escadre de Brest fut engagée, en 1793, dans un combat inégal, où elle perdit six vaisseaux. Elle avait eu pour but de protéger le retour d'un long convoi chargé de grains qui revenait de l'Amérique septentrionale. L'escadre anglaise, sous le commandement de l'amiral Howe, abandonna bientôt la poursuite du convoi pour présenter la bataille à l'escadre commandée par

le vice-amiral Villaret-Joyeuse. L'honneur français n'aurait point à souffrir d'une relation détaillée de cette journée, où chaque vaisseau se battit avec beaucoup d'intrépidité, mais l'ignorance de plusieurs capitaines rendit inutiles les dispositions prises par Villaret-Joyeuse ; les signaux furent mal compris, les manœuvres mal exécutées. Un vaisseau nommé *le Vengeur*, après la défense la plus héroïque, s'abîma dans les flots plutôt que de se rendre. La marine française fut accablée par les suites de cette bataille, que le comité de salut public fit célébrer comme un triomphe.

Le commerce du Levant et celui de la mer Baltique tombèrent bien-

tôt en partage aux Anglais. Ils ne se firent aucun scrupule d'assujettir les puissances de l'Europe qu'ils avaient réunies dans la ligue contre la France, aux vexations et aux opprobes de tout genre qu'impose leur code maritime en temps de guerre à tous les pavillons. Hambourg était devenu l'entrepôt principal de leurs marchandises, et s'élevait sur les ruines d'Amsterdam. Enfin l'univers n'avait plus de rivage qui ne fût dominé ou menacé par les flottes anglaises.

C'était sous le poids d'impôts multipliés et accablans que le commerce de cette nation s'élevait à une telle splendeur. Chaque année, M. Pitt ajoutait à la dette nationale un em-

prunt de vingt ou de trente millions de livres sterling. Il établissait un impôt pour gage de cet emprunt, qui était rempli aussitôt que proposé. Les douanes étaient la ressource la plus vaste et la plus assurée des besoins de l'état. La caisse d'amortissement, dont l'établissement est regardé comme la plus belle opération de Pitt, continuait au milieu de la guerre ses opérations avec assez de succès pour soutenir en Angleterre la confiance hardie sur laquelle se fonde le crédit public. Cependant, depuis la guerre, la dette publique fut presque doublée. Jamais une nation de commerçans ne montra à la fois plus d'avidité, plus d'union, plus de constance. Tandis

que l'Europe était ébranlée par différens genres de fanatisme qui se combattaient, un seul peuple devait tout son patriotisme à de sages et froids calculs. Sa prospérité était appuyée sur un système de finances dont les succès semblent confondre la raison. Il faut encore un certain nombre d'années pour que l'expérience aide à prononcer sur un système dont les avantages et les inconvéniens semblent jusqu'à présent se balancer.

Lec Anglais se ressentaient des souffrances d'une guerre qui répandait tant de fléaux sur le continent: plusieurs de leurs manufactures éprouvaient une langueur qui était la suite nécessaire de l'épuisement

de plusieurs nations auparavant opulentes. Ils employaient des sommes considérables à acheter des grains, dont ils éprouvaient souvent la disette. Ce fait semblait annoncer un déclin dans leur agriculture, qui avant la guerre nourrissait les trois royaumes, et pouvait suffire encore à quelque exportation. La taxe des pauvres s'accroissait dans la même proportion que la dette nationale; et quoique l'on pût continuer ce remède dangereux, il dévoilait l'extrême souffrance des ouvriers et des petits propriétaires. J'ai rassemblé ces différentes considérations, parce qu'elles servent à expliquer une crise où se trouva l'Angleterre, et dont

j'aurai à parler dans le cours de cette histoire.

Le gouvernement anglais avait déjà perdu deux alliés puissans, le roi de Prusse et le roi d'Espagne; l'un et l'autre avaient signé un traité de paix avec la république française.

Je vais employer le reste de cette introduction à retracer les événemens politiques et militaires qui détachèrent de la ligue ces deux puissances.

Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, eut un de ces caractères inquiets, ardens, qui sont séduits, mais qui ne sont point dominés par la gloire. S'il s'écartait des routes ordinaires de la politique, c'é-

tait pour être imprévoyant et présomptueux sous une vaine couleur d'héroïsme; s'il rentrait dans la politique, il embrassait sans scrupule et sans pudeur toutes les ressources qu'elle lui offrait. Soldat valeureux dans un jour d'action, les forces de son caractère, non plus que celles de son esprit, ne suffisaient point à une campagne. Il avait dissipé les trésors du grand Frédéric, soit dans l'expédition dont il avait follement espéré la conquête de la France, soit dans des prodigalités qui n'avaient attiré sur lui ni sur sa cour aucune renommée de galanterie, de magnificence. Dans le cours de la guerre, trois faits militaires avaient signalé les armes

prussiennes, la reprise de Mayence, les lignes de Weissembourg forcées, et une victoire remportée par le duc de Brunswick à Kaiserslautern. Mais celle-ci n'avait point eu de suites importantes; les lignes de Weissembourg avaient été reprises par les Français, et enfin ils se disposaient à investir de nouveau Mayence. Le territoire prussien était envahi dans les duchés de Clèves et de Juliers; le Stathouder était dépossédé. Dans de telles circonstances, Frédéric-Guillaume désira la paix avec la république française. Elle fut négociée à Bâle, entre Barthélemy, ambassadeur de la république auprès de la Suisse, et le baron de Hardenberg, et conclue le 5 avril 1795.

La France annonça à l'Europe l'étendue de ses prétentions, en retenant ce qu'elle avait conquis dans les possessions prussiennes situées sur la rive gauche du Rhin. Mais, par des combinaisons habiles, auxquelles les événemens postérieurs donnèrent une grande force, le roi de Prusse acquit en Allemagne un pouvoir de protection bien propre à rivaliser avec celui de l'empereur. La France s'engagea à ne point porter la guerre dans ceux des états germaniques qui sont situés sur la rive droite du Rhin; Frédéric-Guillaume les engageait avec lui dans la neutralité. Les états catholiques supportèrent tous les fléaux de la guerre, dont les états luthériens furent exempts,

si l'on en excepte les faibles contingens qu'ils continuèrent à fournir. Ils prirent plus d'ascendant à la diète; le roi de Prusse en exerça un plus direct sur eux. Ainsi fut préparé un grand changement dans la constitution germanique. La ligue protestante obtint, grâce à une neutralité tardive, plus d'influence en Allemagne que les victoires des héros suédois et celles de Turenne et de Condé n'avaient pu lui en assurer à l'époque du fameux traité de Westphalie.

Mais le roi de Prusse recevait ailleurs un dédommagement que la république française sanctionnait par son silence. Un trône venait de s'écrouler, et c'étaient des rois ligués

Vassal soumis, il n'en fut pas moins un vassal dépouillé. Quand l'impératrice de Russie voulut opérer un premier démembrement de plusieurs provinces de Pologne, elle s'occupa moins de chercher des prétextes pour couvrir son iniquité que de se donner des complices qui en partageraient les fruits et le reproche. Ces complices furent Frédéric II et la cour de Vienne

Stanislas-Auguste était un prince éclairé, affable, éloquent, doué des qualités les plus séduisantes. La nation polonaise lui avait pardonné ses malheurs, mais sans en perdre la mémoire. La plupart des grands s'étaient convaincus que les prérogatives de leur aristocratie étaient

la source des fléaux multipliés qui les accablaient au-dedans et au-dehors.

Quand la révolution française éclata, l'aristocratie s'inquiéta dans tous les lieux où elle était le plus sagement ordonnée. En Pologne, elle médita sa propre réforme. Stanislas-Auguste vit naître avec joie ce mouvement. Il le seconda; il se crut assez fort pour le diriger; il espéra pouvoir faire bénir à la nation polonaise son règne, jusque-là malheureux. Il avait recherché l'amitié du roi de Prusse pour balancer l'ascendant de l'impératrice de Russie. D'ailleurs les deux cours de Pétersbourg et de Vienne étaient engagées dans une guerre avec la Porte,

et leurs succès récens avaient inquiété la Prusse. Tout donnait l'espoir que l'impératrice, occupée de soins pressans et multipliés, n'apporterait point d'obstacles à une entreprise qui n'offrirait d'ailleurs aucun prétexte à ses ressentimens.

Le plus beau jour parut luire sur la Pologne. Au désordre, aux sanglantes provocations, aux inflexibles préjugés de la diète de Grodno, avait succédé un esprit de concorde et de lumières. Une constitution nouvelle avait été préparée dans le silence, concertée entre le roi et les grands, qui se réunissaient pour donner plus de force à la puissance royale, et plus de liberté au peuple. La Pologne se trouvait dégagée, par

la constitution nouvelle, des deux institutions qui avaient rendu si long-temps son gouvernement anarchique, c'est-à-dire l'électivité de la couronne et le *liberum veto*. Le trône était déclaré héréditaire; la bourgeoisie était admise à tous les emplois; un système d'affranchissement était préparé de manière à tendre, par des degrés insensibles et nécessaires, à une abolition graduelle de la servitude. La constitution du 4 mai 1791 renfermait un grand nombre de dispositions qui fondaient son système représentatif sur des bases plus analogues à la constitution d'Angleterre qu'à celle de France. Le jour où cet acte mémorable parut fut un jour d'allé-

gresse pour toute la nation : on ne cessait d'admirer la générosité des grands qui sacrifiaient au repos et à la liberté de leur patrie beaucoup de droits et de priviléges ; le peuple couvrait de bénédictions son roi, qui n'avait jamais montré plus d'éloquence, plus d'affabilité ; on ne s'abordait qu'en versant des larmes de joie, et cependant le tombeau de la Pologne s'ouvrait.

Cette réforme excita un mécontentement secret et profond dans la plupart des cabinets d'Europe. Ils apprenaient, par cet exemple, que ce n'était point en vain que les révolutionnaires français s'étaient flattés d'étendre au loin leurs principes. Cependant le roi de Prusse témoi-

gna, en termes peu équivoques, sa satisfaction de l'heureux changement opéré chez ses voisins. Peut-être était-il perfide dans ses premières protestations; peut-être s'applaudissait-il de pouvoir substituer son ascendant à celui de l'impératrice de Russie dans les affaires de la Pologne. Dès que les mécontens qu'avait faits la constitution du 5 mai 1791 se crurent assurés d'une puissante protection, ils éclatèrent. Félix Potoki se mit à leur tête. Ils se réunirent à Turgowitz, et là ils formèrent une ligue où il n'entra qu'un petit nombre de leurs compatriotes, et qui ne devait tirer sa force que des armes étrangères. Catherine II paraissait alors être livrée

à la défiance et à la froide circonspection de la vieillesse. Ses projets ambitieux n'avaient pas eu le succès qu'elle en avait attendu; elle venait de faire des sacrifices trop dispendieux et trop vains à l'espoir de fonder un nouvel empire d'Orient. La dernière paix l'éloignait du chemin de Constantinople, qu'elle avait cru ouvert devant ses armes victorieuses. Elle adoucissait son chagrin par des artifices politiques. Toutes les déclarations des gouvernemens européens contre la révolution française étaient froides auprès des manifestes de l'impératrice de Russie; mais des manifestes et des sommes assez considérables distribuées aux princes français, voilà tous les se-

cours dont elle aidait la ligue. Elle répéta la promesse d'envoyer contre la France une armée formidable, long-temps après que les hommes les plus crédules avaient cessé d'y ajouter foi.

Mais la Pologne appelait plus sérieusement son attention. Son orgeuil fut irrité de voir Stanislas-Auguste échapper à sa protection. Elle se hâta de concilier quelques faibles différens qui avaient pu exciter de l'ombrage entre elle et le roi de Prusse. Elle lui promit Thorn, Dantzick, enfin les plus riches provinces de la Pologne. Quand elle se fut entendue avec lui sur tous les points, elle affecta plus que jamais de séparer ses opérations des siennes. D'abord

elle se déclara pour les fédérés de Turgowitz; elle rappela à l'Europe qu'elle avait garanti la constitution qui venait d'être détruite. Dès le mois de mai 1793, elle avait déjà fait entrer une forte armée sur le territoire de Pologne. Que ne pouvait alors, dans le transport de son indignation et dans l'enthousiasme de sa liberté nouvelle, une nation qui fut fière et belliqueuse, même durant son anarchie? Mais un lâche comprimait ses efforts, retenait sa vaillance, cherchait à inspirer la sécurité au milieu d'un péril manifeste, n'ordonnait que de fausses mesures, faisait tout avorter à force d'impéritie; et ce lâche, qui l'eût cru? c'était Stanislas-Auguste;

c'était ce roi même qui avait préparé, pendant plusieurs années, et qui avait accompli au milieu de tant d'acclamations le noble projet d'être le bienfaiteur et le législateur de la Pologne. Aux premières marques de la colère de Catherine II, il ne s'était plus montré qu'un esclave troublé qui a reconnu la voix sous laquelle il a tremblé toute sa vie. Joseph Poniatowski, neveu du roi, montra en vain un zèle sincère pour son pays. Le roi, du fond de son cabinet, n'ordonnait que des retraites. Les Russes arrivèrent à Varsovie comme au terme d'un voyage paisible. l'implacable Catherine ne put être satisfaite que lorsqu'elle eut comblé le déshonneur d'un homme qu'elle avait aimé. Elle

lui ordonna de se mettre lui-même à la tête des fédérés de Turgowitz. Il obéit. Jean Sans-Terre, ou le dernier des Valois, pour citer des monarques complètement avilis, ne firent rien de plus lâche. Toute la Pologne tomba bientôt sous le double fléau d'un joug militaire et d'un joug étranger. Les nobles qui s'étaient dévoués à la cause du roi et du peuple furent arrêtés, exilés, dispersés. Cependant les fédérés de Turgowitz se flattaient encore que l'armée russe n'exercerait en Pologne qu'une domination passagère. L'impératrice Catherine ne cessait de faire valoir le désintéressement d'une protection dont elle allait bientôt exiger le prix. Elle jugea pourtant

viij *

que c'était à une autre puissance à donner l'exemple de la perfidie.

Frédéric-Guillaume, s'il eût été vainqueur en France, eût peut-être voulu jouer un rôle magnanime dans les affaires de la Pologne. Le malheur et l'humiliation qu'il avait éprouvés l'irritèrent, et ce fut sur ses faibles voisins qu'il fit tomber sa vengeance. Il abjura tous les sentimens chevaleresques dont il avait montré l'exaltation; l'imitateur de François I.er ne voulut plus être que l'imitateur de Ferdinand-le-Catholique. Il fit entrer inopinément une armée dans la grande Pologne; il se mit en possession de Thorn et de Dantzick : il déclara (car une telle perfidie avait besoin d'un manifeste)

que cette mesure lui était commandée par la nécessité de mettre ses états à couvert des principes des révolutionnaires polonais, auxquels il avait applaudi. Les Polonais cèdent, mais songent à la vengeance. Les fédérés de Turgowitz rougissent d'avoir cédé à cette passion. L'impératrice paraît écouter leurs prières, et feint d'ignorer pourquoi le roi de Prusse s'est porté à ce mouvement. Enfin elle découvre ses desseins, lorsqu'il n'est plus personne en Europe qui les ignore. De concert avec le roi de Prusse, elle nomme des commissaires pour régler entre ces deux puissances le partage des provinces polonaises qui les avoisinent : c'est l'unique moyen, dit-elle, de

procurer à la Pologne un gouvernement stable et une paix solide. Toute la nation, excepté un seul homme, et c'est le roi, s'oppose avec une énergie renaissante à son prochain anéantissement. Les fédérés de Turgowitz ne veulent plus être les instrumens de deux puissances dont ils détestent l'insidieuse protection. La diète de Grodno refuse de sanctionner ce pacte d'usurpation. Cette assemblée est investie par des soldats étrangers. On lui demande son consentement; on n'obtient que son silence. Cependant l'impératrice fait marcher une nouvelle armée de quinze mille Russes pour accomplir ses desseins; mais elle ne connaissait pas encore le peuple auquel

elle voulait ravir pour jamais son indépendance. Déjà une révolte avait éclaté dans la partie de la Pologne occupée par le roi de Prusse. Une troupe de huit cents hommes de cavalerie s'était formée sous la conduite de Madalinski. Ces partisans audacieux osaient souvent tomber sur les derrières de l'armée prussienne, lui enlevaient des convois, et se cachaient ensuite dans les montagnes. Ils provoquaient le réveil de leur nation; ils étaient les précurseurs de Kosciusko.

Kosciusko, noble, mais d'une famille peu opulente, avait servi avec distinction dans la guerre d'Amérique. Soldat de Washington, il saisit avec ardeur une occasion d'être son

avait dirigé sa faible troupe vers le Palatinat, et avait su y pénétrer en traversant l'armée prussienne. Kosciusko fut maître de la ville : dès qu'on y sut son arrivée, soldats et citoyens, tout courut à lui, tout le reconnut pour chef. Cracovie dressa un acte d'insurrection. Kosciusko, après avoir reçu des pouvoirs illimités pour délivrer sa patrie, apprend que douze mille Russes viennent pour l'attaquer. Il marche à leur rencontre avec quatre mille soldats, presque tous levés dans la première ardeur de l'insurrection. Plusieurs ne sont armés que de piques et de faux; ils n'ont point d'artillerie. Kosciusko remporte à leur tête une victoire complète. Les Russes

perdent trois mille hommes et deux pièces de canon. L'insurrection s'étend dans les provinces voisines : les exilés rentrent. On ne voit pas un Polonais qui ne serve la cause de la patrie, tout devient soldat. Il n'est plus de poste assuré pour les armées russe et prussienne. Des paysans rassemblés à la hâte attaquent des garnisons et les font prisonnières. Mais Varsovie poura-t-elle se délivrer de dix mille Russes qui sont dans ses murs, et qui s'y maintiennent avec toutes les précautions et la vigilance de la tyrannie militaire? Depuis long-temps on conspire contre eux à Varsovie. C'est au sein de la capitale que se trament les mouvemens qui déjà ont affranchi plusieurs pro-

vinces. Un comité secret d'insurrection échappe à toutes les recherches, et déconcerte tous les projets de l'étranger. De nouveaux conspirateurs remplacent en plus grand nombre, et sous l'abri d'un plus profond secret, ceux que les Russes ont fait arrêter. Ceux-ci s'inquiètent et manifestent leur trouble ; chaque nuit leur fait craindre un massacre général. Ils se disposent à s'emparer de l'arsenal. Tout est perdu pour les habitans de Varsovie, s'ils ne préviennent cette résolution. Ils sortent en tumulte de leurs maisons ; tout leur devient une arme contre les Russes. Ils n'ont point de chefs, ils ne suivent aucun ordre, mais ils fondent avec une telle impétuosité

sur les Russes, que ceux-ci ne peuvent plus suivre aucun ordre dans leur défense, ni ménager une communication entre tous leurs postes attaqués à la fois. Ils ne reçoivent ni ne veulent donner de quartier. Cet horrible combat dure quarante-huit heures. Les citoyens se sont enfin emparés des canons qui, pendant tout ce temps, ont foudroyé la ville. Les deux généraux russes, Ingelstrom et Apraxim, se retirent de Varsovie avec un petit nombre de troupes. Trois milles Russes tout couverts de blessures sont faits prisonniers; six mille ont été massacrés; ils ont perdu cinquante canons. L'histoire ne fait mention d'aucun combat soutenu avec plus d'acharne-

ment entre des soldats et des citadins au désespoir, et cependant les généreux habitans de Varsovie devaient bientôt perdre l'espoir de la liberté, et ce bien qui est encore plus précieux aux peuples, l'indépendance nationale.

Le roi de Prusse se dispose à venger ses alliés. Il s'avance en Pologne à la tête d'une armée de quarante mille hommes. Kosciusko marche contre lui avec précipitation, et peut-être avec imprudence. Il veut protéger Cracovie, cette ville qui a commencé l'insurrection. Il ose attaquer avec douze mille hommes l'armée prussienne. Il succombe après mille efforts de vaillance; il est obligé d'abandonner Cracovie au vain-

queur : il se retire à Varsovie. Mais le tumulte, la terreur et la rage sont entrés dans cette ville avec la nouvelle de la défaite de l'armée. Les crimes de Paris, les crimes du 2 septembre, sont proposés en exemple aux habitans par des hommes féroces. C'est par de tels moyens, leur dit-on, qu'on arrête le roi de Prusse. Les prisons sont forcées. Quelques citoyens accusés de connivence avec les étrangers sont massacrés. Kosciusko arrive et se montre plus consterné du crime qui vient de se commettre que du revers qu'il a éprouvé. Il fait saisir les principaux instigateurs du massacre, il les livre au supplice : jamais il ne parut plus digne de défendre la liberté de sa patrie.

Le roi de Prusse marche sur Varsovie. Cette ville est protégée par un camp retranché où se sont réunis les principales forces des Polonais. Pendant deux mois, ce monarque attaque tous les jours chacun des postes des assiégés, les occupe et les reperd plusieurs fois. Il tente enfin une attaque générale, il y combat avec son fils, le prince royal. La crainte d'être obligé de fuir encore une fois devant des républicains donne à sa bravoure naturelle toutes les forces du désespoir, et cependant il ne peut surprendre ni enfoncer en aucun point l'armée de Kosciusko. Il est obligé de se retirer; il abandonne le siége; il hâte sa retraite, parce qu'il apprend qu'une insur-

rection s'est élevée dans ses propres états.

Mais les Polonais n'avaient jamais long-temps à se réjouir d'une victoire. L'impératrice de Russie avait fait marcher en Pologne deux nouvelles armées, l'une de quarante mille hommes, sous le commandement de Souwarof, l'autre de quinze mille, sous le commandement de Fersen. En outre, dix mille Autrichiens s'avançaient vers la Galicie, car l'Autriche accourait au partage. Le roi de Prusse, quoique fugitif, était encore à surveiller. De si puissans secours devaient relever son courage. Les Polonais ne pouvaient porter sur tous les points menacés que des forces insuffisantes; encore

avaient-ils armés les serfs, auxquels la révolution nouvelle et quelques actes de Kosciusko promettaient la liberté.

Il était du caractère de ce général de ne pouvoir attendre l'ennemi. Il se précipita encore une fois au-devant des armées formidables qui entraient dans la Pologne. Il voulait empêcher Fersen de faire sa jonction avec Souwarof. Il fut trahi par un de ses lieutenans, le général Poniuski, qui le priva d'un secours sur lequel il comptait. Attaqué par le général Fersen, il lui disputa longtemps la victoire. Enfin, percé de coups, il tomba sur le champ de bataille, et fut livré à la vengeance des Russes. Sa patrie ne put lui survivre.

Souwarof, de son côté, eut peu de peine à vaincre les divisions polonaises qui lui étaient opposées. Il s'avança sur Varsovie. Tous les débris de l'armée s'étaient réfugiés dans les fortifications de Prag, faubourg de la capitale. Ils y furent attaqués, vaincus, après un combat où neuf mille hommes d'entre eux périrent. Soit que les soldats russes eussent juré la vengeance de leurs compatriotes tués à Varsovie, soit instinct de férocité dans eux et dans leur général, l'instant qui suivit cette victoire fut mille fois plus horrible que la victoire même. L'un des massacres les plus odieux dont parle l'histoire eut lieu dans le faubourg de Prag. Trente mille victimes y fu-

rent égorgés quand il n'y avait plus de combat, égorgées sans distinction d'âge ni de sexe.

Les Russes, peu d'années auparavant, s'étaient conduits avec la même cruauté après la prise d'Ismailow. De tels faits peuvent entrer dans l'examen du problème de leur civilisation..... Mais qu'avons-nous eu à raconter de peuples qui se vantent d'une civilisation ancienne ?

Varsovie ne tarda pas à ouvrir ses portes au vainqueur. Il n'y eut plus de Pologne : ses troubles continuels, sa constante misère, étaient dus à son aveugle persévérance dans le système féodale; et pour que rien ne manquât au malheur de sa destinée, elle dut sa ruine aux efforts qu'elle

fit pour se dégager de ce régime anarchique, objet de la dérision et des calculs intéressés de ses voisins. Ses provinces incorporées à trois puissances qui savent tempérer une autorité absolue, ont goûté plus de calme, ont pu tirer plus d'avantages de la fertilité de leur sol..... Mais le souvenir de l'indépendance perdue flétrira long-temps cette tranquillité qu'on leur a fait subir. Kosciusko, respecté dans ses fers, les a vu briser. Il a été visiter de nouveau l'Amérique, premier théâtre de sa valeur. Il a été honoré en France. Rien n'a pu y adoucir sa profonde tristesse. Stanislas-Auguste alla languir et mourir à Petersbourg. Le monarque le plus accompli de son temps pour

les talens, les grâces, les lumières, et qui, par le défaut de courage dans une situation périlleuse qu'il avait provoquée, ne parut que le plus faible des hommes.

L'Angleterre avait fait un armement dispendieux pour protéger la Porte-Ottomane contre l'ambition des deux cours impériales, et pour lui faire restituer des forteresses qu'elle avait perdues. Elle vit sans murmure, et peut-être avec joie, le démembrement de la Pologne.

Les victoires remportées par les armées françaises sur la ligue des rois, de quelques événemens, de quelques fléaux intérieurs qu'elles aient été accompagnées ou suivies, doivent nous devenir encore plus

chères, quand nous réfléchissons que c'est d'un sort semblable à celui de la Pologne qu'elles ont préservé la France.

Peut-être s'étonnera-t-on de n'avoir pas vu intervenir dans ces troubles deux puissances qui furent souvent les arbitres de leurs voisins, la Suède et le Danemarck. L'une et l'autre s'étaient rendues à peu près étrangères aux projets de la coalition. Le duc de Sudermanie, régent de Suède, avait vu condamner par les grands, et avait condamné lui-même les projets ambitieux de son frère. Il voyait la nation appauvrie par les efforts que le dernier Gustave avait faits pour donner de la splendeur et de la gloire à son règne.

Il ménageait une noblesse inquiète, sans lui restituer le pouvoir qu'elle avait exercé à côté des rois et sur les rois eux-mêmes. Tandis que de toutes parts l'Europe était embrasée, il ne s'attacha qu'à maintenir dans le repos, je dirais presque dans le sommeil, une nation d'un courage brillant, et qui a un singulier attrait pour les expéditions lointaines. Il montrait du penchant pour les principes philosophiques, mais il était circonspect dans leur application.

Rien ne lui parut plus dangereux pour la Suède que de jouer un rôle subordonné dans la ligue. D'autres puissances pouvaient se relever de leurs désastres. La perte d'une armée, quelques fonds imprudemment

dissipés, exposaient les Suédois à recevoir les lois de la Russie, qui depuis long-temps faisait jouer chez eux les ressorts qui avaient été funestes à la Pologne. Le duc de Sudermanie n'osa penser à secourir cet état, dont la ruine était pour lui un sujet d'alarme : il craignait d'employer à cette entreprise une noblesse qui eût pu rapporter dans sa patrie l'enthousiasme de la liberté après l'avoir défendue chez ses voisins. Le régent de Suède ne vit pas plutôt le cours d'une sanguinaire anarchie arrêté en France par le 9 thermidor, qu'il s'empressa de renouer un lien politique si long-temps cher et utile à sa patrie. Il fut le premier potentat qui, sans y être forcé par des défaites,

reconnut la république française. Il lui envoya un ambassadeur, le baron de Staël.

Un même esprit de modération régnait à la cour de Danemarck. Là s'est développé, pendant toute la révolution française, un système de sécurité qui semblait faire insulte aux alarmes des rois. Le despotisme, légalement fondé dans ce pays, y rivalisait par la douceur des formes, par la sagesse des institutions, par l'absence de toute mesure arbitraire, avec ce que les monarchies tempérées ont offert de plus aimable aux peuples. Un bienfait dont celles-ci ont toujours été avares, et qui cause des terreurs même dans les républiques, la liberté de la presse y

était maintenue par un despotisme qui a le salutaire orgueil de se montrer inaccessible à la crainte. Le Danemarck jouissait de cette tranquillité, pendant que son roi était devenu incapable de s'occuper des soins du gouvernement. Deux hommes assuraient le bonheur de cet état, le prince royal de Danemarck et son sage ministre le baron de Bernstorf. La Suède et le Danemarck furent les seuls états de l'Europe qui traversèrent toute l'époque de la révolution française sans éprouver ni troubles domestiqnes ni les fléaux de la guerre.

Comme les événemens relatifs à la puissance autrichienne rempliront une grande partie de cette his-

toire, je n'ai point à m'en occuper dans cette introduction. Je passe à l'Espagne, qui, à la suite d'une guerre malheureuse, fit sa paix avec la république française. J'ai exposé dans le *Précis historique de la Convention* les causes de cette guerre. On a vu que les Espagnols l'avaient conduite d'abord avec assez de vigueur et de succès. Sous le commandement du général Riccardos, ils avaient pénétré dans le département des Pyrénées-Orientales ; ils s'y étaient emparés de quelques villes. Leur conquête la plus importante fut celle du fort de Bellegarde ; mais ils s'étaient arrêtés après ce succès. Ils s'étaient contentés de donner quelques alarmes à Perpignan : ils

ne comptaient pas assez sur les intelligences qu'ils s'y étaient ménagées pour se flatter de la surprendre. Ils employèrent un temps assez considérable à gagner les commandans de quelques autres places. Ils y réussirent, et s'emparèrent sans peine de Bagnols, de Collioure, de Port-Vendre et du fort Saint-Elme. Mais dans ce même tems les Français étaient rentrés dans Toulon. Le général Dugommier, à qui la république devait ce succès, ne perdit point de temps. Il s'avança vers le département des Pyrénées-Orientales, résolu de reprendre des villes françaises dont la conquête n'offrait point les mêmes obstacles que celle de Toulon.

L'Espagne avait prévu ce mouvement ; elle avait fait de grands préparatifs pour une seconde campagne. Le comte de La Union commandait une des plus belles armées que l'Espagne eût levées depuis long-temps. Il occupait des postes où il paraissait impossible de le forcer.

Dugommier, l'un des plus habiles capitaines que la révolution française ait produits, déploya toutes les ressources de l'art de la guerre pour faire quitter à l'armée espagnole des positions où elle eût été inexpugnable. Il était devant Bagnols, résolu de livrer une bataille décisive pour reprendre cette ville et toutes celles qui s'étaient livrées aux ennemis. Depuis quelques jours, il

avait fait tracer à la droite de son camp une route à travers des gorges et des défilés dans lesquels il n'avait garde de s'engager sérieusement.

Le général espagnol ne prit d'abord aucun soin de gêner ce travail; sans doute il s'applaudissait de voir les Français s'opiniâtrer à tenter un passage où il pouvait les arrêter facilement. Il ordonna enfin un mouvement tel que Dugommier l'avait prévu. Il descendit des hauteurs où Dugommier n'eût osé l'attaquer. Il fit marcher l'élite de ses troupes pour s'emparer de la route dont les Français paraissaient s'occuper avec une grande activité; mais au lieu d'une armée, on n'y trouva qu'un petit nombre de tra-

vailleurs. Pendant ce temps, Dugommier manœuvrait, gagnait les hauteurs. Enfin il attaque brusquement le centre de l'armée espagnole. Ce choc inattendu la déconcerte ; en moins d'une demi-heure toutes les batteries sont emportées à la baïonnette. Le corps qui s'est dirigé sur la route est coupé. Dans une position désespérée, les Espagnols se défendent encore avec fureur. Ils semblent convaincus que les Français portent dans les combats cette cruauté qui était alors le caractère du gouvernement. Dugommier arrête tout carnage inutile, reçoit avec humanité des prisonniers, et bientôt sept mille hommes lui rendent les armes. Près de deux

cents pièces d'artillerie sont abandonnées par les Espagnols, qui fuient à travers les montagnes. Dugommier entre dans Bagnols, et se prépare à reprendre Collioure, le Port-Vendre et le fort Saint-Elme. Il charge le général Augereau de chasser les Espagnols d'Arles, de Prats de Molo et de Laurent de la Cerda, et le général Pérignon de s'emparer de tous leurs postes auprès de Bellegarde. L'un et l'autre mettent dans leurs opérations une telle vivacité, que bientôt les Espagnols n'occupent plus sur le territoire français que quatre forteresses déjà investies. Le général Augereau poursuit sa course jusque dans la Catalogne. Il bat une forte division de l'armée espagnole, qui

veut lui en défendre l'entrée. Cette victoire le met en possession d'une fonderie, où il trouve une grande quantité de bombes et de boulets.

Cependant Dugommier dirige lui-même le siége des forteresses françaises qu'il lui paraît important de reprendre. Ce général, qui avait montré la plus vive impétuosité devant Toulon, ne permet plus à son armée d'entreprise téméraire : il ne veut point d'assaut ; il assiége Collioure avec les règles de l'art. Il est légèrement blessé devant cette place. Enfin les Espagnols évacuent dans une même nuit Collioure, le Port-Vendre et le fort Saint-Elme. Les garnisons de ces trois places, qui étaient de sept mille hommes, su-

birent une capitulation humiliante. On les forçait de déclarer dans un article que les Espagnols regardaient les émigrés comme des traîtres à la patrie, et dans un autre, qu'ils n'avaient dû qu'à la trahison la possession de ces trois places.

Le commandant espagnol de Bellegarde fit tout pour relever l'honneur de sa nation. Assiégé depuis plus de quatre mois, ne pouvant espérer aucun secours, il résista pour attirer sur lui une armée qui menaçait l'Espagne. Il ne se rendit que quand il y fut contraint par une extrême disette. Dugommier montra une constance aussi digne d'éloge, et bien difficile à un gé-

néral victorieux, à un général français. Il avait senti l'importance de conserver à la France ce fort intact. Rien ne put l'engager à en ruiner les ouvrages pour en accélérer la reddition.

Dans ce même temps une autre armée française se formait. Des bataillons de réquisition rassemblés autour de Baïonne reçurent de la convention le nom *d'armée des Pyrénées-occidentales*. Ils sont prêts, ils escaladent les montagnes qui bordent la rive droite de la Bidassoa, et que les Espagnols avaient garnies de redoutes. Tous ces postes vivement attaqués deviennent le prix de leur audace. Ils se rendent maîtres de la vallée d'Arran; ils marchent

sur Fontarabie; ils somment la garnison ; elle capitule. Bientôt ils entrent dans Saint-Sébastien. Ils s'avancent jusqu'à Toloza, qui leur ouvre ses portes. dix jours suffirent pour cette expédition, qui fut conduite par le général Laborde.

Ce que venait de faire une armée peu nombreuse, et pour son premier exploit, indiquait aux Espagnols ce qu'ils avaient à craindre de l'armée plus aguerrie des Pyrénées-orientales. Dugommier n'avait retardé l'invasion de l'Espagne que pour préparer des moyens qui répondissent à cette conquête. Il savait qu'il aurait à forcer des citadelles qui avaient été l'écueil de plusieurs illustres généraux. Il s'était pourvu

d'une nombreuse artillerie de siége, et il avait combiné les moyens de la transporter à travers les montagnes. Il estimait le courage des Espagnols, et prévoyait que la circonspection qu'ils portaient dans leurs opérations militaires, funeste pour eux quand ils avaient à conquérir, pourrait leur être salutaire lorsqu'ils auraient à se défendre. Il s'était appliqué à former les officiers de son armée aux grandes combinaisons de l'art militaire; aussi l'école de Dugommier fut-elle féconde en généraux distingués. Mais surtout il sentait l'importance de plier à une subordination sévère une armée qui, formée dans les troubles civils, et destinée d'abord à agir contre des

villes françaises, devait plus qu'une autre être remplie de cette sombre et tumultueuse agitation qui tient au fanatisme de parti. Il s'agissait de pénétrer dans un pays où le fanatisme le plus opposé s'est long-temps maintenu. L'irréligion, vaine et ordinaire jactance des camps, allait être provoquée dans ses plaisanteries les plus grossières, dans ses profanations les plus coupables, à l'aspect de toutes les superstitions espagnoles. Dugommier fit ensorte que la discipline des soldats répondît de leur prudence.

Tout est préparé. L'armée des Pyrénées-orientales pénètre dans l'Espagne. Elle y trouve les villages abandonnés. Les paysans, pleins de ter-

reur et de haine, forment des corps de troupes qni ne cessent d'inquiéter les Français dans leur marche. La petite ville de Castella est enlevée de vive force, après avoir opposé une résistance désespérée à l'armée républicaine. Le vainqueur la livre aux flammes. Le roi d'Espagne décerne des récompenses à ses braves et malheureux habitans. Cependant l'armée espagnole s'avançait à marches forcées. Elle attaque le général Dugommier dans son camp, aux environs de la montagne noire, dans la nuit du 18 novembre 1795. L'impétuosité de ce mouvement jette d'abord le désordre dans l'armée française. Dugommier s'élance au milieu des soldats, les ranime,

marche à leur tête. Un obus le frappe, il meurt. Ses soldats le vengent par la victoire. Le général Pérignon lui succède. Peu de jours après que l'armée eut rendu les derniers devoirs à l'un des plus illustres généraux de la république, son successeur attaque les Espagnols, retranchés sur les montagnes qui sont en avant de Figuières. Les Français s'avancent vers ces hauteurs, sous le feu de quatre-vingts redoutes. Les Espagnols se troublent, tous les postes qu'ils avaient jugés imprenables sont enlevés. Ils ne peuvent se défendre dans un camp retranché où ils s'étaient retirés avec précipitation; ils abandonnent toute leur artillerie et leurs équipages; trois de leurs

généraux et cinq mille hommes restent sur le champ de bataille. Le fort de Figuières devient le prix de cette victoire, l'une des plus signalées qu'aient remportées les armées françaises. Une garnison de dix mille hommes approvisionnée pour un long siége capitule au bout de deux jours, et se rend prisonnière. L'armée victorieuse descend des Pyrénées. Le général Pérignon entreprend le siége de Roses. Les Espagnols avaient jeté dans cette place un corps de troupes considérable; ils pouvaient la secourir et renouveler ses approvisionnemens par la mer, dont ils étaient maîtres. L'hiver apportait beaucoup d'obstacles à un siége régulier. Cependant le

général Pérignon parvient à s'emparer d'un fort qui couvre la ville de Roses, et qu'on appelle *le Bouton*. Après de longs efforts, la ville est battue en brèche, et les soldats français demandent l'assaut. La garnison, qui ne voit aucun moyen de le soutenir, s'embarque : cinq cents hommes qui étaient restés pour protéger la retraite rendent le fort et sont faits prisonniers.

Bientôt des provinces entières cèdent aux vainqueurs. Ils pénètrent dans la Catalogne; ils menacent Girone et Tortose; ils ne lèvent des contributions qu'autant que l'exigent les besoins pressans de l'armée. Partout ils respectent les autels et leurs ministres. Par

cette conduite, ils rappellent dans leurs foyers ceux qui avaient redouté leur approche.

L'armée des Pyrénées-occidentales poursuit, de son côté, ses conquêtes ; elle s'empare de Bilbao ; une partie de la province de Biscaye est soumise. On s'approche de Pampelune : si cette ville est prise, le chemin est ouvert jusqu'à Madrid. L'Espagne va-t-elle subir le sort de la Hollande ? Un autre trône des Bourbons va-t-il s'écrouler ? Le gouvernement français, c'est-à-dire le comité de salut public de la convention, renouvelé par le 9 thermidor, fut le premier à parler de paix à l'Espagne. Son ambition était vaste, mais n'était pourtant point illimitée. Il

suivait avec constance un but principal, celui de tourner toutes ses forces contre l'Autriche. D'ailleurs, malgré l'éclat des victoires remportées, la conquête de toutes les Espagnes frappait encore l'imagination comme un projet gigantesque : on ne pouvait se flatter d'y créer tout à coup un parti qui se rendît, comme en Hollande, l'allié des conquérans. Plusieurs villes fortes restaient encore à assiéger, et les Espagnols avaient montré beaucoup de constance dans la plupart des siéges qu'ils avaient soutenus. Mille dangers attendaient les armées françaises dans des provinces peu fertiles et mal cultivées qu'elles auraient à traverser. Enfin les géné-

raux ne cessaient de rendre justice à la valeur des soldats espagnols; et cette valeur, irritée par le désespoir, exaltée par tous les sentimens religieux, pouvait enfanter des prodiges. Ce fut d'après ces motifs que le gouvernement français chargea Bourgoing, qui avait été ambassadeur en Espagne, d'écrire à MM. d'Ocarils et d'Yriarte des lettres qui pussent inviter à une négociation si salutaire pour l'Espagne. Le cabinet de Madrid reçut ces ouvertures avec le flegme national. Le duc d'Alcudia, dans cette occasion, parut soutenir avec vigueur la monarchie ébranlée. Il mêla de grands mouvemens d'armes aux négociations qui allaient s'ouvrir. Ce fut

peut-être pour dissimuler un besoin de la paix, dont l'aveu coûte toujours cher aux vaincus, qu'il suivit un mode de négociation dont l'effet devait être lent.

Le traité qui venait d'être conclu à Bâle, entre la république française et le roi de Prusse, avait ajouté de nouveaux titres à la considération dont Barthélemy, alors ambassadeur auprès des Treize-Cantons, jouissait dans les cabinets étrangers. Ce fut à lui que le gouvernement espagnol résolut de s'adresser. M. d'Yriarte, qu'il voulait charger de ses pouvoirs, avait avec lui des relations d'amitié. Mais on ignorait à Madrid dans quelle cour s'était réfugié M. d'Yriarte, depuis le désastre de la république de

Pologne, auprès de laquelle il était ambassadeur. Les incertitudes d'un courrier qui le chercha vainement à Vienne, à Berlin, et qui le trouva enfin à Venise, prolongèrent les fléaux de la guerre entre deux nations lasses de se combattre. Le gouvernement français parut aussi importuné et aussi inquiet de ces retards que la cour de Madrid ellemême. Une autre négociation fut commencée, auprès des Pyrénées, entre le général Servan et le marquis d'Yranda. Mais durant cet intervalle, les Espagnols firent les plus grands efforts pour repousser les Français de leur territoire. Ils osèrent se représenter devant Roses, et, combinant leurs attaques par terre et par

mer, ils se virent sur le point de rentrer dans cette ville. Déjà ils y jetaient des bombes. Ils furent enfin obligés de renoncer à leur entreprise, mais non sans avoir fait admirer aux Français un courage que les revers n'avaient fait qu'exalter. Ils se portèrent avec la même impétuosité contre l'armée des Pyrénées-occidentales. Ils réussirent d'abord à la repousser des hauteurs de Pampelune. Elle ne tarda pas à s'en emparer de nouveau. Mais les Espagnols, agissant dès-lors avec plus d'audace et plus d'habileté, se maintenaient entre les deux armées par lesquelles ils étaient pressés, et déjà ils méditaient une diversion hardie sur le territoire de France

même. Dans ces circonstances, on apprit que la paix avait été signée à Bâle entre M. Barthélemy et M. d'Yriarte, le 4 thermidor (14 juillet); que la France, par ce traité, abandonnait toutes ses conquêtes, et que l'Espagne lui cédait toute la partie de Saint-Domingue qui lui appartenait. Autant les Espagnols s'étaient défendus, au milieu du péril, de laisser voir le besoin de la paix, autant témoignèrent-ils d'allégresse après avoir obtenu une paix qui n'offensait point leur orgueil, et qui rappelait à peine combien la guerre leur avait été funeste. La cour de Madrid, si prodigue d'honneurs et de récompenses envers le duc d'Alcudia, ne fut que l'interprète de la

reconnaissance nationale, en lui déférant le beau titre de *prince de la paix*.

Le gouvernement français se hâta de recueillir le fruit le plus avantageux du traité de paix avec l'Espagne, en dirigeant l'élite des deux armées des Pyrénées vers l'Italie. La guerre avait été long-temps suivie sans vigueur de ce côté. La première campagne avait eu seule quelque éclat, et avait valu aux Français deux conquêtes importantes, celle de la Savoie et du comté de Nice. Pendant deux ans, des combats nombreux et insignifians avaient eu lieu dans le voisinage de Nice. Les exploits des Français se bornaient à rentrer pour la vingtième fois dans

une même bourgade. Enfin cette armée eut sa part de gloire dans la fameuse campagne de 1794. Elle combina ses opérations avec l'armée des Alpes, qui avait deux fois chassé les troupes sardes de la Savoie. Elle s'empara des principaux passages qui mènent en Italie. Après des actions brillantes, le petit Saint-Bernard, le Mont-Cénis et le col de Tende furent emportés. Déjà les Français avaient fait des incursions dans le Piémont, soit par la vallée d'Aost, soit par celle de Stura; mais ils ne pouvaient s'y maintenir, et ils se bornaient à garder les montagnes. Les renforts qui arrivèrent des Pyrénées permirent de plus grandes entreprises. Le roi de Sar-

daigne, vivement alarmé pour le Piémont, avait pressé l'Autriche de venir à son secours. Cette dernière puissance vit qu'il n'y avait point de temps à perdre pour défendre le Milanais. Le général Devins, auquel elle confia le commandement de son armée en Italie, pénétra sur le territoire de Gènes, et ne respecta point la neutralité de cette république. De leur côté, les Français s'armèrent pour les repousser des fortes positions dont ils s'étaient emparés. Le général Scherer les commandait. Le 2 frimaire (22 novembre 1795), il attaqua l'armée autrichienne dans la vallée de Loano, et, vaillamment secondé par les généraux de divi-

sion, Massena, Augereau et Serrurier, il remporta une victoire complète. Huit mille Autrichiens furent tués ou faits prisonniers. Le général Devins fut chassé du territoire de Gênes. Les rigueurs de la saison, ou plutôt les désordres auxquels se livra l'armée française l'empêchèrent de poursuivre de si brillans avantages. Le sort de l'Italie tenait à un autre homme.... Mais c'est assez des faits politiques et militaires que je viens de rappeler pour compléter le tableau du règne de la convention dans ses rapports extérieurs. Je tâche de présenter les événemens avec assez d'ensemble pour que l'attention les suive sans fatigue dans le cadre étroit

où je les renferme ; quelques autres événemens commencés sous la convention se trouveront dans le premier livre de ce Précis historique.

FIN DE L'INTRODUCTION.

PRÉCIS
HISTORIQUE
DE LA
RÉVOLUTION FRANÇAISE.

DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

LIVRE PREMIER.

L'ÉPOQUE de la révolution dont il me reste à présenter le tableau se désigne ordinairement par ces mots : *le règne du directoire*. L'autorité qu'il exerça frappe plus l'imagination que celle du corps législatif, qu'il domina avec quelque sagesse

dans la première partie de sa carrière, qu'il opprima à la seconde, et dont à son tour il éprouva la vengeance et le mépris.

Lorsque la constitution qui créa le directoire était discutée dans une commission, l'exemple des États-Unis de l'Amérique s'offrit aux esprits les plus éclairés. Ils désiraient un président, et cherchaient un Wasington. Le peuple, ou plutôt les clubs anarchiques, les séditieux faubourgs, n'eussent reçu qu'avec horreur la proposition d'un premier magistrat électif; il fallut se taire, et diviser le pouvoir qui souffre le moins une division : on l'organisa d'une manière abstraite, spéculative, sans songer à ceux qui pourraient l'exercer : le 13 vendémiaire les donna.

Le corps législatif, qui succédait à la convention, était composé des deux tiers de ses membres. Ils voulurent affermir leur salut : la nomination d'un directoire exécutif fut regardée comme un renouvellement de comité. Le pouvoir exécutif fut confié aux cinq membres de la convention, Reubel, Letourneur (de la Manche), Laréveillère-Lepaux, Barras et Sieyès. Ce dernier refusa la magistrature à laquelle il venait d'être élevé. Il avait depuis long-temps excité l'attention par le caractère de ses écrits politiques, par une influence présumée sur de grands événemens, par un ascendant que tout faisait sentir, que rien ne faisait éclater. Son refus donna lieu à beaucoup de conjectures. Comme dans une circonstance périlleuse il accepta de-

puis cette même dignité qui venait d'être dépouillée de beaucoup d'éclat et de force, on peut ajouter foi à une conjecture que lui-même prenait peu de soin de désavouer. Il avait eu quelques dissentimens avec Reubel, dans une mission qu'ils avaient remplie en Hollande. Il craignait dans ce collègue ce que celui-ci craignait peut-être dans Sieyès. Ils passaient tous deux pour être opiniâtres; l'un dans des systèmes vastes, mais embarrassés; l'autre dans des mesures brusques, expéditives, qui accusaient la passion et n'excluaient pas la ruse. Carnot fut nommé à la place de Sieyès. Le parti qui se félicita de cette élection comme d'un triomphe, le parti qui en murmura, se virent également trompés dans les divers calculs de leur prévoyance.

Barras était regardé comme l'Achille de la convention, mais non pas comme celui de la France. Letourneur était estimé, et n'était craint d'aucun parti; on reconnaissait à Laréveillère-Lepaux un zèle sincère pour la république, beaucoup de désintéressement; mais ces qualités ne paraissaient pas dirigées en lui par un esprit étendu, juste et calme.

Les cinq directeurs nommèrent leurs ministres, à peu près dans le même esprit qu'ils avaient été nommés eux-mêmes; c'étaient de nouveaux appuis ajoutés aux débris puissans de la convention. Chaque jour confirma le pacte de famille qui unissait le directoire avec la majorité du corps législatif. Celle-ci fut docile à se plier à une certaine subordination, à défendre, à agrandir

la prérogative directoriale, qui tenait un milieu entre la formidable dictature du comité de salut public de la convention et la faible autorité constitutionnelle du dernier roi des Français.

La république était régie par deux systèmes de lois qu'il était difficile de concilier. La constitution de l'an 3, un certain nombre de décrets conservés de l'assemblée constituante, ou échappés à la convention dans quelques jours de calme, formaient le premier de ces systèmes; le second était composé d'une vaste et effrayante collection de lois révolutionnaires : la république les reçut à sa naissance, et les conserva jusqu'à son déclin, qu'elles précipitèrent. Le corps législatif se forma bientôt en deux partis, dont l'un

montra de la prédilection pour les lois constitutionnelles, et l'autre pour les lois révolutionnaires ; mais ils étaient inégaux en forces. La prudente minorité exposait peu sa faiblesse, n'irritait point, ne flattait point les vainqueurs du 13 vendémiaire, couvrait les ombrages que lui inspirait le directoire des intérêts de la liberté même, attirait souvent à elle des membres de la convention, se créait au-dehors une puissance d'opinion par laquelle elle devait un jour être entraînée hors des limites de sa première sagesse. C'était dans le conseil des anciens que cette minorité montrait plus d'art et s'approchait plus de la victoire. Ce conseil prit, dès son origine, un caractère de gravité qui honorait et protégeait la constitution. Il n'avait point

d'initiative sur les lois ; il sanctionnait ou rejetait les résolutions du conseil des cinq-cents. Il fit un usage assez fréquent et toujours heureux de ce *veto*, qui, dans d'autres temps, avait été si grossièrement interprété par l'ignorance populaire. Les partisans du directoire conservaient dans ce conseil quelque droit de modifier ou de suspendre les irrégularités les plus frappantes de son système d'administration. Le directoire recevait des avertissemens plus sévères et plus utiles de la part de ceux qui se déclaraient le plus souvent les adversaires de ses mesures. Il parut longtemps écouter ces avis sans colère : il n'en fit qu'un rare et faible usage ; la passion le conduisit depuis à en proscrire les auteurs.

Une conduite assez analogue, mais

moins décente et moins modérée, était tenue par les deux partis du conseil des cinq-cents.

Les séances du corps législatif cessèrent, pour un temps, d'être des événemens historiques : elles nous occuperont assez à l'approche d'une catastrophe nouvelle, que la sagesse retarda ou voulut détourner pendant quinze mois.

L'empire de la constitution se faisait sentir comme une heureuse modification apportée à l'état révolutionnaire. Le directoire contenait les partis sans les calmer; il s'abstenait de cruauté, et se privait du mérite de la clémence. Les nombreux proscrits du 13 vendémiaire rentraient à Paris; ils jouissaient avec sécurité de tous les plaisirs de la capitale, frappés d'un arrêt de mort qui n'é-

tait point révoqué. Bientôt on leur permit de détourner le glaive peu menaçant qui semblait encore suspendu sur leurs têtes; ils purent se présenter aux tribunaux, et plaider leur cause devant des jurés qui, pour la plupart, avaient marché dans leurs rangs malheureux. Ceux-ci ne se bornèrent pas à absoudre ces prévenus de conspiration, ils finirent par nier la conspiration elle-même : les tribunaux semblaient révoquer l'arrêt du champ de bataille.

Chaque jour, le repos de Paris se ressentit moins de la terreur qui l'avait causé; jamais peut-être on n'y vit plus régner qu'à cette époque le besoin de ressaisir des jouissances long-temps interrompues. On eût cru être insensé de s'arranger pour le bonheur dans un état aussi incer-

tain ; on se dédommageait, on s'étourdissait par des plaisirs sans faste, sans choix et sans scrupule : *Nous dansons sur des tombeaux ;* ce mot fut dit par ceux mêmes dont il condamnait la légèreté. Les femmes abdiquaient leur héroïsme pour reprendre leur frivolité. Des demeures de proscrits étaient changées en des lieux de délices, où se portait une foule divisée par tous les intérêts, par tous les souvenirs, réunie par le besoin d'une passagère ivresse. Beaucoup de nouveaux riches offraient leur prodigalité en expiation de leur fortune. Les mœurs de la régence, dont nous rougissons pour nos aïeux, revenaient sans être provoquées par une cour voluptueuse ; mais leur retour était dû en grande partie à une situation analogue. Les

assignats, dont la chute s'accélérait avec une extrême rapidité, retraçaient toutes les déplorables et bizarres vicissitudes du système de Laws. Une source de dissolution non moins funeste était jointe à celle-là : je veux parler de la facilité scandaleuse et de l'espèce de faveur accordée aux divorces.

Une partie de la France goûtait le repos de la capitale et l'égayait par les mêmes vertiges; mais le Midi, et surtout l'Ouest, offraient un tableau sinistre.

La vengeance avait organisé dans le midi une formidable école où elle prenait ses renseignemens et choisissait ses bourreaux. J'ignore s'il est à regretter qu'on ne soit pas encore parfaitement éclairci sur les élémens de ces *compagnies de Jésus* et *du*

Soleil, dont l'existence parut long-temps une fable atroce, mais n'est que trop prouvée. J'ai rapporté, dans le *Précis historique de la Convention*, le massacre qui fut commis, dans les prisons de Lyon, sur des hommes accusés d'avoir eu part aux longues cruautés qui ensanglantèrent et dépeuplèrent cette ville. J'ai parlé aussi d'un massacre qui, peu de temps après, fut commis dans la prison du fort Saint-Jean de Marseille. Je n'ai point retracé les détails de ce dernier crime, et je me reproche la faiblesse d'un pinceau que toutes les horreurs de ce genre, et celles de la glacière d'Avignon, et celles du 2 septembre, ont trop promptement fatigué. Il faut long-temps frémir quand on écrit et quand on lit l'*Histoire de la Révo-*

lution. Je dirai ici que la rage des assassins, qui s'appelaient les vengeurs de leurs pères, eut recours à une épouvantable variété de supplices. On assure que les détenus avaient été exténués par la faim, dans la crainte qu'ils n'opposassent quelque défense aux bras qui allaient les frapper. On assure que, lorsque déjà plusieurs d'entre eux avaient expiré sous des coups répétés de stylets, de poignards, de baïonnettes, tout à coup les assassins s'arrêtèrent, et que, songeant à ces canons chargés à mitraille qui avaient vomi leurs feux sur leurs parens, sur leurs amis, ils voulurent faire éprouver ce même genre de mort aux prisonniers livrés à leur vengeance; qu'un canon fut tiré dans la cour intérieure des prisons; que, par les soupiraux, on

jeta des paquets de soufre à l'entrée des souterrains où ils étaient entassés. Voici une circonstance qu'on ajoute, et plus propre encore que toute autre à faire détester ces représailles de massacres. Quelques femmes avaient voulu suivre leurs maris dans cette fatale prison, elles périrent avec eux. Un fils y avait suivi son père, ils furent frappés ensemble.

Bientôt dans ces contrées, mais particulièrement dans les départemens du Var, de Vaucluse, du Rhône et des Bouches-du-Rhône, il se forma des associations secrètes, telles qu'il en exista en Italie dans le temps des Guelfes et des Gibelins : ce fut un art que d'assassiner. On apprit à lancer le stylet avec dextérité. Les ruines de Lyon furent fatales à

ceux qui les avaient entassées, et peut-être aussi souvent fatales à des hommes qui avaient encouru des haines particulières, sans avoir mérité la haine publique. L'homme vindicatif et timide soudoya l'assassin qui était revenu impuni et presque triomphant des massacres du fort Saint-Jean de Marseille. Il y eut des *suspects* de terrorisme qui furent condamnés et frappés par un tribunal invisible. On prétend que l'une de ces associations s'appelait *la Compagnie de Jésus.* Rien n'est moins constant que cette invocation sacrilége faite par des homicides ; mais, soit sous ce titre, soit sous celui de *Compagnie du Soleil*, ou sous tout autre, il y eut une correspondance entre des hommes qui, dans plusieurs lieux,

et presque chaque nuit, traînaient dans le Rhône les cadavres des victimes qu'ils frappaient dans l'ombre. Des fonds étaient établis pour ces sociétés, qui avaient leurs chefs, leur discipline, leurs registres. Le directoire ne cessa de montrer une profonde horreur pour ces assassinats ; ils durèrent presque aussi long-temps que son règne. Souvent il se plaignit, et ce fut avec justice, des entraves que lui opposaient les formes constitutionnelles pour en arrêter le cours. Les jurés tremblèrent toujours à l'aspect de ces hommes qui paraissaient exercer un pouvoir plus prompt et plus redoutable que le leur.

Ce fut à Lyon, à Marseille, à Toulon, à Aix, à Arles, à Orange, à Avignon, à Sisteron, à Tarascon,

que les assassinats se renouvelèrent le plus fréquemment. On dit qu'à Sisteron un homme fut enterré tout vivant, et, par une barbarie qu'on à peine à croire, porté ensuite sur une liste d'émigrés. A Tarascon, une prison fut forcée, et plusieurs détenus y reçurent la mort.

Dans l'ouest de la France, des massacres beaucoup plus étendus présentaient un peu plus l'image des combats. Cette seule partie de la république semblait avoir des forces pour soutenir une guerre civile, et payait cher ce funeste privilége. La convention, dans le désir de faire cesser cette vaste effusion du sang français, avait fait taire son orgueil, ses préventions, sa vengeance. Les commissaires qu'elle avait chargés de négocier avec les chefs des re-

belles, dirent : La Vendée est calme, à peu près avec la même précipitation que, dans un système sanguinaire, d'autres hommes avaient dit : La Vendée est détruite. C'était une trève qui avait été présentée comme une paix; le panache blanc avait flotté auprès des couleurs tricolores ; la gloire de Charette avait été élevée au-dessus de celle de tous les rois d'Europe, les uns accablés par la guerre, les autres humiliés par la paix. Il conservait un domaine, fort étroit à la vérité, mais que tant de combats avaient fait regarder comme une forteresse inexpugnable. Il avait osé demander pour les Bourbons ce que de puissans potentats, leurs parens ou leurs alliés, n'osaient plus demander à la convention. Il parlait de conditions mystérieuses, d'arti-

cles secrets, et tels qu'il aurait pu les dicter près des murs de Paris. Il était plus aisé de désavouer que de châtier ces discours. Les Bourbons, loin de se plaindre d'une apparente défection de leur plus intrépide défenseur, annonçaient qu'il réparait ses forces et publiaient que le salut de l'Europe n'était plus que dans la Vendée. Le gouvernement anglais, pour la première fois, rougissait de la faiblesse et de la parcimonie trop suspecte de ses secours. M. Wyndham promettait avec ardeur; Pitt promettait, avec moins de sincérité, de réparer ce long et ingrat oubli des services de la Vendée; le comte d'Artois paraissait demander avec un vif empressement qu'on le fît aborder sur cette terre héroïque.

Les faits amènent bien rarement le nom des frères de Louis XVI dans une histoire qui a pour principal objet la chute du trône des Bourbons. Je saisis cette occasion d'en parler. Il n'avait été accordé qu'à l'un d'eux, le comte d'Artois, de faire un court apprentissage des armes dans l'expédition de Champagne. Depuis cette époque, les rois alliés ne s'étaient plus servis de leurs secours ni de leur nom. Ils furent condamnés au plus grand des supplices, l'inaction dans le malheur. Le comte de Lille, pendant la captivité et depuis la mort de Louis XVI, avait reçu les titres de lieutenant-général du royaume et de régent. Après la mort d'un enfant malheureux que l'Europe appelait roi de France, et qu'un geôlier féroce (Si-

mon le cordonnier) opprimait, torturait, empoisonnait par l'usage des liqueurs fortes, dont il faisait lui-même ses brutales délices; après cette mort, le comte de Lille prit le titre de roi, sous le nom de Louis XVIII. La ligue ne fit rien pour accréditer cette démarche politique; elle ne lui accorda aucun genre d'honneur, aucune influence. Des secours qui lui étaient fournis par le roi d'Espagne et par l'impératrice de Russie lui donnaient de faibles moyens de se procurer quelque image d'une cour. Il résidait dans les états de Venise, qui alors étaient loin du théâtre de la guerre, et qui n'y prenaient aucune part. Le comte d'Artois ne se trouvait guère plus heureux pour avoir choisi l'hospitalité de l'Angleterre. Les habitudes

d'un luxe, cru nécessaire dans les grandes cours, et que le malheur n'avait pas suffisamment corrigées, lui rendant le séjour de Londres trop dispendieux, l'obligèrent à l'abandonner et à se retirer en Ecosse. Le gouvernement anglais hésita long-temps à lui fournir des secours efficaces.

Mais le moment était venu où ce gouvernement faisait profession de résolutions généreuses. Un grand nombre d'émigrés, irrités contre la Prusse et l'Autriche, arrivaient à Londres, demandaient des armes, des vaisseaux, un prince français à leur tête, et les côtes si long-temps désirées de la Bretagne et du Poitou. De Puysaye se joignait à leurs instances. On a vu dans l'histoire de la convention comment cet aventurier,

sans gloire et sans courage, avait conduit à la plus honteuse défaite les malheureux républicains qui furent connus sous le nom de *fédéralistes*; tel il devait se montrer envers les royalistes. Il ne fut jamais fidèle qu'aux instructions secrètes du gouvernement anglais. Il affectait d'élever beaucoup au-dessus des combattans de la Vendée, des bandes qui le reconnaissaient pour chef dans plusieurs parties de l'ancienne Bretagne. C'étaient ces chouans qui s'étaient formés, après le désastre de l'armée vendéenne, dans la ville du Mans; troupe avide, indisciplinée, féroce, capable quelquefois des plus hauts faits de courage, mais plus faite pour déchirer un état que pour relever un empire. Ces alliés convinrent mieux au ministère bri-

tannique que la petite armée de Charette. Celle-ci pourtant reçut quelques faibles secours et de trompeuses espérances.

Cependant le ministère britannique mettait à former l'expédition promise aux royalistes une précipitation qui devait servir ensuite d'excuse à la perfidie. Il avait formé plusieurs régimens français. Il avait mis à leur tête des hommes d'une naissance illustre, et quelques-uns d'un courage éprouvé. Mais les élémens de ces corps offraient un contraste qui seul eût suffi pour faire présager un événement sinistre. C'étaient, d'un côté, les officiers les plus distingués de la marine française, que l'inflexible orgueil de leur corps et les fausses mesures, soit des assemblées, soit des ministres, avaient fait

émigrer; hommes ardens, encore fiers de quelques combats glorieux que, dans la guerre précédente, ils avient soutenus contre la marine anglaise : importnnés d'un long repos et des secours accordés par des Anglais à leur misère, ils se précipitèrent aveuglément dans les rangs de ces légions nouvelles. C'étaient, d'un autre côté, des soldats et des matelots français qui avaient été pris, soit dans les rencontres malheureuses de nos escadres avec celles de l'Angleterre, soit à bord de quelques corsaires ; prisonniers turbulens, dangereux, qui bravaient et chaque jour faisaient accroître les rigueurs de leur captivité. Peut-être plusieurs d'entre eux témoignèrent-ils un feint empressement pour se joindre à une expédition qui les rendait

à leur patrie. Mais, si on en croit leurs déclarations, ils y furent forcés par la plus stupide ou la plus perfide violence.

Ces défenseurs de la cause des Bourbons, étant ainsi réunis, mettent à la voile.

L'escadre anglaise qui devait protéger cette expédition avait rencontré, auprès de Lorient, une flotte française qui était sortie pour surveiller ses mouvemens, l'avait battue et lui avait enlevé trois vaisseaux de ligne. Elle s'unit à la flottille sur laquelle était l'armée de débarquement, qui s'élevait à peu près à sept mille hommes, et qui était parfaitement approvisionnée.

L'heureux présage que les émigrés pouvaient tirer de ce nouveau suc-

cès maritime des Anglais fut bientôt détourné par un fâcheux événement. Une révolte éclata à bord même de la flottille. Les prisonniers français étaient à peine entrés dans les navires, qu'ils parlèrent de s'en rendre maîtres, de les conduire en France, de massacrer ou de livrer leurs chefs. Des violences suivirent de bien près leurs menaces. Cependant plusieurs d'entre eux, retenus par quelque pitié ou par quelque crainte, gardèrent une sorte de neutralité entre les émigrés et leurs compagnons. La révolte fut réprimée et punie. On comdamna à mort quatorze soldats qu'on voulut regarder comme les chefs du complot. Ils moururent en appelant et en prophétisant le désastre de cette expédition. Leurs amis gardaient un silence farouche.

Dans la nuit du 8 au 9 messidor de l'an 3, la descente s'effectua dans la presqu'île de Quiberon, sous la conduite du général d'Hervilli. Les chouans l'avaient d'avance favorisée par une prise d'armes qui avait forcé les postes républicains à se replier jusqu'à la proximité de Rennes. Les émigrés s'avancèrent, entrèrent dans la ville d'Aurai, qu'ils trouvèrent abandonnée ; assiégèrent le fort Penthièvre, et furent secondés dans cette attaque par la flotte anglaise, dont le feu contraignit bientôt les assiégés à se rendre. La garnison, qui n'était que de quatre cents hommes, fut faite prisonnière et transportée sur l'escadre anglaise. De nouveaux renforts, de nouveaux secours de vivres arrivèrent aux émigrés; mais

cinq ou six jours suffirent pour ralentir la première impétuosité de leur mouvement. Rien n'était plus difficile que de combiner la marche de leurs troupes réglées avec celle des chouans, qui ne savaient pas encore se présenter en bataille, et qui ne connaissaient que les embuscades. L'inaction des troupes républicaines leur paraissait suspecte, et, perdant le moment de les inquiéter par l'audace et la diversité de leurs attaques, ils reçurent le trouble qu'ils auraient pu donner. Ils n'osèrent s'éloigner des vaisseaux anglais.

La convention, ou plutôt son comité de salut public ne s'était que faiblement ému au bruit de l'expédition projetée par l'Angleterre. Le

comité de salut public avait nommé un général, et lui avait presque laissé le soin de créer une armée. Ce choix était d'un autre genre que celui de tant d'hommes ineptes et féroces qui avaient été revêtus, pour leur ignominie et pour les désastres de la France, du titre de généraux de la Vendée. Celui-ci était un jeune héros vainqueur du duc de Brunswick, et qui avait balancé la gloire de Pichegru dans un des faits d'armes les plus éclatans de la guerre. Hoche commandait les troupes républicaines dans les départemens de l'Ouest. Pendant qu'il observait les desseins et les forces des émigrés, quelques renforts lui arrivèrent. Déjà il avait resserré l'ennemi dans la presqu'île de Quiberon, lorsque Tal-

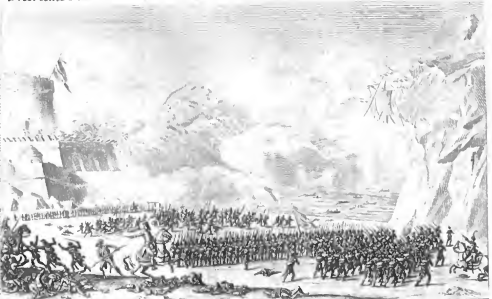
lien parut. Ce commissaire de la convention avait tout frappé de réquisition sur son passage, et déjà la population des villes était armée; celle des campagnes était plus contenue. Les émigrés étaient fortement retranchés et protégés par le fort Penthièvre.

Ils essayèrent quelques sorties qui leur furent fatales. Ils y perdirent une partie considérable de leur artillerie. Leur général d'Hervilli y fut blessé. Les chouans portèrent dans ces actions un désordre et une indiscipline qui les rendaient des alliés très-incommodes. Un grand nombre d'entre eux prirent le parti de se séparer des émigrés, et de se livrer à la seule guerre qui leur convînt.

Cependant le général Hoche apprit, par de nombreux déserteurs,

qu'une partie de l'armée royaliste détestait la bannière sous laquelle on l'avait forcée de marcher, et que les émigrés, frappés d'un découragement qui leur montrait partout des périls, avaient abandonné la garde du fort Penthièvre aux soldats qui avaient montré tant de répugnance ou un zèle si peu sincère à s'associer à leur entreprise. Quelques-uns de ces déserteurs parlaient d'un complot formé par leurs compagnons, de livrer aux républicains la forteresse qu'ils gardaient. Ils s'offraient de les guider jusques sous ses murs. Impétueux et s'abandonnant toujours à la fortune et au courage, le général Hoche dispose tout pour consommer dans un jour la ruine de l'armée royale. Le 2 thermidor, à onze heures du soir, trois mille

hommes se mettent en marche sous le commandement des généraux Humbert, Vateau, Bolta et l'adjudant-général Ménage. Ils se divisent en trois colonnes; ils suivent différens chemins; ils veulent attaquer et surprendre le fort sans donner aucune alarme au camp de Kousten, que les émigrés occupent à peu de distance. Un orage affreux éclate; des torrens de pluie se répandent; les ténèbres sont profondes; les chemins sont affreux; on les suit presque au hasard. Les transfuges ou les paysans qui servent de guides se troublent et s'alarment; les colonnes se rencontrent, se mêlent; les soldats ont peine à reconnaître leurs chefs et leurs corps. Dans la plus grande confusion, je ne sais quel instinct de prudence étouffe le tumulte:



J. Duplessi Bertaux inv. et Sculp.

Terminé par Bovinet.

AFFAIRE DE QUIBERON. 3 THERMIDOR AN III.

(21 Juillet 1795.)

il faut côtoyer en silence les rivages de la mer, ne point se faire remarquer des chaloupes canonnières des Anglais; il faut se glisser entre des rochers que la mer agitée par la tempête tourmente de ses vagues. On avance sans croire avancer. Il est deux heures du matin, l'avant-garde est déjà sous les murs du fort; la marche des colonnes ne peut plus se cacher aux Anglais; leurs chaloupes canonnières foudroient les soldats qui s'avancent toujours vers le fort. Tout à coup retentissent ces mots : *Le fort est emporté.* Le général Ménage, à la tête de trois cents hommes, y avait été reçu comme un libérateur.

Le jour avait montré aux émigrés l'étendart tricolore flottant sur les murs de la forteresse. Déjà toute l'ar-

mée républicaine s'avance contre eux; Tallien et son collègue Blad marchent à la tête des colonnes. Une artillerie formidable gronde au loin. C'est le général Hoche qui a réglé les dispositions du combat. Mais dans le camp, qui va être assiégé par tant de forces et avec tant d'impétuosité, règne un affreux désordre : chacun suit les inspirations diverses du désespoir ; pas un des Anglais ne sort des vaisseaux pour venir mêler ses armes à celles des émigrés. On s'indigne, on s'effraie de leur perfide immobilité. Des chaloupes canonnières, des bateaux plats bordaient le rivage; une multitude de vieillards, de femmes et d'enfans, dont les Anglais avaient embarrassé cette déplorable expédition, se précipitent autour de ces frêles bâti-

mens, leur unique salut. O honte! des hommes armés, des combattans les leur disputent, s'en emparent avant eux. Puysaye est à leur tête; il entraîne avec lui la troupe de chouans : *Vous ne périrez pas*, dit un homme généreux à ceux qui sont abandonnés sans défense sur la rive, *nous combattrons jusqu'à ce que chacun de vous ait été conduit sur les vaisseaux anglais.* Celui qui tient ce langage est Sombreuil, le fils du gouverneur des Invalides, le frère de cette fille héroïque qui fléchit en faveur de son père les bourreaux du 2 septembre, mais qui ne fut point admise à fléchir les bourreaux du tribunal révolutionnaire. Depuis trois jours seulement il avait abordé dans la presqu'île avec un renfort qu'il conduisait. Il comman-

dait les émigrés dans l'absence de d'Hervilli, encore malade de ses blessures. Il les rallie, il les enflamme de sa généreuse résolution. Ils vont soutenir toute l'impétuosité des Français républicains; ils défendent leurs retranchemens. Tout à coup la plus grande partie de leur armée court, en jetant les armes, au-devant des Français, qu'ils appellent leurs frères. C'étaient tous ceux qui avaient été tirés des prisons de l'Angleterre. Le camp est forcé. Sombreuil se retire en combattant toujours. Il gagne, avec sa troupe, un rocher près du bord de la mer. C'est de là qu'il voit, avec ses derniers compagnons, tous ceux pour lesquels il se dévoue se jeter dans les chaloupes, ou en être repoussés, gagner à la nage les vaisseaux an-

glais, ou être couverts par les flots; ceux-ci, déjà sauvés, ramenant les bâtimens vers d'autres malheureux; ceux-là tendant la main, ou jetant des cordages à ceux qui luttent contre les vagues. Les colonnes républicaines se divisent, afin de tourner la troupe de Sombreuil dans sa dernière position. Déjà la communication avec le rivage lui est fermée. Sombreuil espère encore, en offrant ses jours, racheter ceux de ses compagnons. Il demande à parler aux chefs républicains; il leur parle, il revient: les émigrés mettent bas les armes.

Ce combat entre des Français est encore moins pénible à raconter que les suites de la victoire de l'armée républicaine. Une loi condamnant à mort tous les émigrés pris les armes

à la main, tous ceux mêmes qui seraient trouvés sur le territoire français. L'horreur naturelle qui s'attache à l'effusion du sang, quand le combat a cessé, porta souvent les généraux, les officiers et les soldats républicains à favoriser l'évasion des émigrés, ou bien à consentir aux subterfuges qu'ils employaient pour n'être pas reconnus. Le général Hoche avait, autant que ses rivaux de gloire, un cœur capable de cette générosité. Tallien avait à conserver un titre expiatoire auquel, depuis un an, il avait été fidèle, celui de l'homme du 9 thermidor. L'honneur national répugnait à répandre un sang que l'Angleterre avait livré avec tant de perfidie. Une politique prévoyante eût encore commandé de conserver pour la renaissance de la marine

française un si grand nombre d'officiers distingués qui lui avaient appartenu, et que des motifs puisés dans tous les sentimens fiers pouvaient réconcilier avec leur patrie. Mais le faste, ou plutôt la faiblesse du gouvernement républicain, est de se montrer inflexible; nul ne s'y croit assez de pouvoir pour exercer celui de la clémence. Ce mot ne fut pas prononcé : d'ailleurs la convention, qui croyait alors s'être trop aidée des royalistes contre les jacobins, voulait effrayer les premiers, et se ménager des moyens de leur opposer les seconds. Cinq cent soixante émigrés furent conduits au supplice; il y en eut à peine vingt qui parvinrent à s'y soustraire par différens moyens. Le premier qui périt fut Charles de Sombreuil. Sa mort, du

moins, fut adoucie par une bienfaisante illusion : il crut avoir obtenu, lorsqu'il parlementait sur le rocher de Quiberon, la vie de tous les siens, au moins celle de ses soldats. Lorsqu'il fut amené devant Tallien, celui-ci lui avait dit avec une vive émotion : *Ah! monsieur, que de malheurs dans votre famille!* Charles Sombreuil écrivit, en attendant la mort, quelques lettres où il exprimait une vive confiance dans ce qu'il appelait la capitulation des émigrés. Il règne dans ces lettres, qni furent rendues publiques, un courage qui n'exclut pas un tendre abandon : il disait adieu à sa sœur. Il ne fut pas plus heureux qu'elle dans son dévouement. L'existence de la capitulation a été démentie par l'armée républicaine, et, ce qui est

d'un aussi grand poids, par le général Hoche. Victor de Broglie et l'évêque de Pol périrent avec Charles Sombreuil : d'autres ecclésiastiques qui avaient suivi cet évêque eurent le même sort.

M. Pitt, en faisant dans la chambre des communes l'apologie de l'expédition de Quiberon, disait : *Le sang anglais n'y a point coulé.* M. Shéridan lui répliqua par ce mot énergique : *Le sang anglais n'y a point coulé, mais l'honneur anglais y a coulé par tous les pores !*

Les chouans, embarqués sur des chaloupes et des bateaux plats, étaient revenus sur le continent, et y recommençaient les hostilités non loin des lieux où les émigrés étaient fusillés.

Avant l'expédition de Quiberon,

Charette avait déjà levé l'étendard de la guerre civile. Les moyens qu'il employa pour ranimer dans le cœur de ses soldats l'enthousiasme que la paix y avait laissé languir annoncèrent que ces malheureux habitans ne se laissaient arracher qu'à regret au repos qu'ils avaient glorieusement reconquis. Il répandit dans ses proclamations des impostures aussi audacieuses qu'invraisemblables; il affirmait, et tous les autres chefs de la Vendée appuyaient son témoignage, que les commissaires de la convention s'étaient engagés à remettre entre leurs mains le fils et la fille de Louis XVI. Il forgeait des lettres du comité de salut public qui avouaient cet engagement, et qui annonçaient l'intention de le rompre. Il excitait ses compagnons à la

vengeance d'un tel parjure. Il annonçait qu'il avait intercepté un convoi dans lequel on avait trouvé des barriques d'un poison qui devait être répandu dans toutes les rivières et les fontaines de la Vendée. L'effet de cette proclamation ne répondit pas à ses espérances. Elles furent encore plus déçues par la direction que prit l'expédition anglaise : après le désastre de Quiberon, quelle confiance pouvait-il inspirer à de tels alliés et concevoir lui-même? Chagrin, embarrassé, il fut obligé d'attendre que les paysans eussent fait leur moisson pour les ramener à de nouveaux combats. L'opinion de l'Europe lui avait attribué une sorte de dictature dans ces contrées ; mais il était loin de l'exercer sans contradiction. Son nom n'avait eu qu'un

faible éclat tant qu'il avait été à côté de la Roche-Jacquelin, de l'Escure, de Beauchamp, et d'autres héros d'un courage plus impétueux que le sien. Il avait dû sa fortune, si c'en est une que de prolonger la guerre civile, à la résolution qu'il avait prise de ne pas passer la Loire avec eux. Un autre chef plus populaire que lui, Stoflet, ancien garde-chasse, était aussi resté dans la Vendée. Il avait eu une part à peu près égale aux succès qu'ils obtinrent en vengeant tant de victimes fusillées ou noyées par Carrier. Il était jaloux et indigné de la suprématie que s'arrogeait son rival. Ils séparèrent leurs troupes, et ne concertèrent plus leurs opérations. Le général Hoche marcha contre eux dès le mois de brumaire. Le directoire gouvernait

alors la république. Ici s'éteint tout à coup la renommée de ces Vendéens dont la vengeance avait survécu à celle des rois. Le général Hoche, qui les battit successivement, rendit justice à la valeur de Stoflet, et à la tactique que Charette avait créée dans les guerres de parti. On put cependant reconnaître, à la facilité inespérée qu'on eut à les vaincre, combien ils avaient dû de leur gloire aux généraux et aux troupes qui leur avaient été précédemment opposés. Leur fin à tous deux fut également déplorable. Charette fut pris, le 4 germinal de l'an 4, dans une forêt où, depuis plusieurs jours, il s'était réfugié avec un petit nombre de ses compagnons. Stoflet, trahi par les siens, fut découvert dans son asile, où il se dé-

fendit en vain. Charette montra du calme, et Stoflet de l'insensibilité en s'avançant à la mort.

Peu de temps après, Puysaye fut battu, et fut encore une fois heureux dans sa fuite.

Le général Hoche soumit partout les rebelles; il les soumit jusqu'au fond du cœur. Il étudia toutes leurs passions pour les calmer; il voulut connaître toute l'étendue de leurs malheurs pour les réparer. Après les avoir enlevés à la cause désespérée des Bourbons, il se garda bien de les offenser dans un sentiment plus profond, et qui avait toujours excité plus puissamment leur enthousiasme, la religion. Le directoire, pour des causes que je développerai, s'éloignait tellement de la tolérance religieuse, que le général Hoche,

en l'exerçant dans la Vendée, pouvait être regardé comme infidèle aux ordres qu'il avait reçus. Il avertit le directoire des funestes effets d'un système impolitique, par cela même qu'il était irréligieux. Tous les fléaux de la guerre civile reparurent peu de temps après que Hoche eût été éloigné de ces départemens. La *chouannerie* se montra moins héroïque, mais plus dangereuse encore que la *Vendée*.

L'autorité du directoire, qui devait d'abord s'accroître et ensuite périr par les victoires des généraux, reçut beaucoup de lustre des opérations du vainqueur et du pacificateur de la Vendée. Déjà un autre héros, par des triomphes plus éclatans, établissait la domination des Français dans un pays que l'histoire

appelait leur tombeau. La république vengeait en Italie les longs malheurs des deux maisons d'Anjou, les perfidies qui changèrent en désastres les rapides succès de Charles VIII, de Louis XII, la défaite de François I.er, et les victoires incertaines et infructueuses de Catinat, de Vendôme, de Coigni. D'un autre côté, les Français passaient le Rhin sous des chefs déjà connus de la victoire; vingt états allaient être soumis; le trône de l'Autriche allait être ébranlé dans ses antiques fondemens. Mais, avant de passer à ces grands événemens, il convient de caractériser encore par quelques faits le gouvernement qui paraissait les conduire.

Le dernier comité de salut public avait ouvert une négociation d'un

assez grand intérêt, que le directoire termina. Il s'agissait de l'échange de la fille de Louis XVI, encore prisonnière au Temple, contre des Français retenus par différentes violations du droit des gens dans les prisons d'Autriche.

Cette puissance avait gardé et traité avec la plus grande sévérité les prisonniers que Dumouriez avait livrés au prince de Cobourg : c'étaient Camus, Quinette, Bancal et Lamarque, tous quatre membres de la convention, et le général Beurnonville. Peu de temps après, un autre membre de la convention, Drouet, était tombé au pouvoir de l'Autriche. Il était dans Maubeuge, lorsque le prince de Cobourg, alors victorieux, s'approcha de cette place et du camp retranché qui la couvrait,

pour en faire le blocus. Soit qu'il fût frappé du danger personnel qui le menaçait, si les Autrichiens le saisissaient dans Maubeuge; soit, comme il le prétend, qu'il voulût procurer des secours à la ville assiégée, il en sortit avec un détachement de vingt-cinq hommes. Un poste ennemi rencontra sa petite troupe : Drouet évita, par la fuite, un combat trop inégal. Poursuivi par quelques hussards, il fut obligé de se rendre. Il déclara aux officiers autrichiens son titre de membre de la convention, et son nom célèbre par les malheurs du roi et de la reine de France, qu'il avait arrêtés dans leur fatal voyage de Varennes. Nu, chargé de chaînes, il fut pendant deux jours promené dans le camp; les généraux, les émigrés et

les soldats rivalisaient entre eux à qui l'accablerait de plus de tortures et de plus d'outrages. Il fut conduit dans une forteresse. Il imagina, pour en sortir, un moyen conçu par le plus imprudent désespoir, et préparé avec une longue patience. A l'aide d'un parachute qu'il avait construit avec je ne sais quels mauvais matériaux, il entreprit de se précipiter d'une fenêtre très-élevée. Sa chute, suivant sa relation, s'accéléra beaucoup au-delà de ses calculs. Il tomba sur une muraille où son pied se brisa. Vaincu par la douleur, après une longue attente, il fut obligé d'appeler par ses cris une sentinelle, et fut ramené dans sa prison.

Deux autres Français, arrêtés au mépris de la loi la plus sainte des

nations, éprouvaient les mêmes rigueurs : c'étaient les ambassadeurs Maret et Sémonville. Le premier avait été envoyé auprès de la cour de Naples, le second auprès de la Porte-Ottomane. Ils voyageaient ensemble, et se rendaient, par le pays des Grisons, en Italie. Les Grisons, étant associés à la ligue des Treize-Cantons, étaient un pays neutre. Les Autrichiens, avertis du passage des deux ambassadeurs, entrèrent à main armée sur le territoire, et ne respectèrent pas le titre dont ils étaient revêtus. Ils les arrêtèrent eux et leur suite. Ils s'emparèrent de leurs dépêches ; ils les conduisirent à la citadelle de Mantoue, et de là dans la prison d'Olmutz. J'ai ouï rapporter que l'un de ces deux ambassadeurs avait été chargé de pro-

poser à la cour de Naples des conditions pour rendre la liberté à Marie-Antoinette, sœur de la reine de Naples; que la cour de Vienne dut être informée de ce projet, puisque les dépêches qui les contenaient lui furent remises; et que cependant les ministres avaient étouffé une négociation qui avait pour but d'empêcher qu'une reine de la maison d'Autriche ne montât sur l'échafaud déjà teint du sang de son époux.

La cour de Vienne montra de l'intérêt pour les malheurs de Madame, fille de Louis XVI, qui gémissait dans la tour du Temple, après que son père, que sa mère, que sa tante, madame Elisabeth, lui eurent été successivement enlevés; après que son jeune frère eut péri près d'elle,

mais non sous ses yeux. L'empereur accorda, pour la rançon de sa jeune et infortunée parente, la liberté aux députés Camus, Quinette, Bancal, Drouet, Lamarque, au général Beurnonville, aux ambassadeurs Maret et Sémonville, et à quelques hommes de leur suite.

L'un de ceux dont le directoire avait hâté le retour dans sa patrie, Drouet, s'engagea bientôt, ou vit du moins son nom impliqué dans un complot dont le but était de renverser le directoire et la convention. Un obscur écrivain, qui n'avait pu parvenir à la célébrité dans le temps où tous les hommes de son parti l'obtenaient si facilement, Gracchus-Babœuf, fut l'ame de ce complot, où les uns virent la méditation la plus forte du crime, et où les autres

ne virent que le rêve d'une imagination infernale.

Le directoire suivait une politique incertaine et flottante à l'égard des factions qui lui restaient à contenir. D'abord il feignit de croire que les républicains les plus violens et les plus redoutés acceptaient avec soumission le frein de la constitution nouvelle. Il s'étudiait à les amollir par des récompenses, par des promesses; il leur donnait des avis sans menaces; il leur rendait ces assemblées de club où l'enthousiasme prend un caractère si sombre, si dangereux; mais en même temps il les entourait de guides, il les obsédait de leçons. Ses soins réussirent à l'égard de quelques-uns; mais les autres n'accordèrent point au directoire la paix qu'ils avaient refusée à

tout ce qui exerçait sans eux une autorité sur les hommes. Le directoire ne voulut plus leur laisser ce nom de jacobins, si souvent porté et abdiqué par des partis qui se combattirent ; il les appela anarchistes ; et dans ce nom même il y avait encore de l'indulgence. Bientôt ils furent désignés dans les proclamations du gouvernement comme des ennemis aussi implacables, aussi dangereux que les royalistes. Le directoire ne se fit plus de scrupule de choquer leurs regards par un appareil qui annonçait, quoique avec un faible éclat, une magistrature suprême. Les pompes assez mesquines du palais du Luxembourg parurent aux anarchistes un faste royal ; eux pourtant, ils se rassemblaient dans l'un des plus beaux monumens

de la capitale, le Panthéon, auparavant l'église de Sainte-Geneviève. Mais, de ce lieu éloigné du centre, ils n'exerçaient plus la même influence, ni sur l'assemblée nationale, ni sur la multitude. Le directoire, fatigué d'être chaque jour harcelé par des discours séditieux, fit proposer au corps législatif de fermer l'assemblée du Panthéon, et ce club fut dissous.

Les anarchistes essayèrent alors ce que le caractère national rend très-difficile en France, une véritable conspiration. Depuis que la révolution suivait son cours, des milliers de Français avaient été envoyés à la mort sous le nom de conspirateurs; un plus grand nombre avaient réclamé ce titre après la catastrophe qui les avait rendus victorieux,

et tout s'était reduit à un choc rapide, mais long-temps attendu entre deux partis qui s'étaient menacés, et qui avaient disposé à haute voix leur plan d'attaque. Quels étaient donc ces hommes qui se disposaient à couvrir leur complot d'un mystère que les jacobins, leurs prédécesseurs, avaient jugé inutile ou impraticable? Ils n'avaient obtenu jusque-là que des rôles obscurs dans leur propre faction. Instrumens dédaignés de la tyrannie qu'ils voulaient rétablir, quelques-uns avaient même failli en être les victimes. Leur chef, Gracchus Babœuf, avait été arrêté comme un complice d'Hébert; on ne s'était pas donné la peine de le frapper. Ils n'avaient aucun emploi dans le gouvernement. L'orgueil et l'ambition

les avaient détournés de chercher des alliés parmi des hommes puissans. La plupart, et leur chef surtout, étaient livrés à une extrême indigence : il fallait se cotiser pour fournir des vêtemens ou des alimens au nouveau Gracque. L'état de gêne et d'alarme où les anarchistes avaient vécu depuis le 9 thermidor avait établi entre eux cette réciprocité de secours, cette obligeance active et sans ostentation qui appartient à toutes les sectes ardentes qui n'oppriment plus, et qui, par cela même, se regardent comme opprimés. Le serment de fraternité livré à tous les parjures après la victoire devient le pacte le plus rigide après la défaite.

Babœuf crut que la perspective d'un vaste pillage suffirait, à défaut de largesse, pour émouvoir une po-

pulace qu'il rappelait à l'empire promis par Robespierre. Il s'annonça comme le vengeur de ce tyran, qui avait lassé de ses crimes la populace elle-même, mais que peut-être elle regrettait : celle de Rome avait regretté Néron. Il composa des pamphlets où les vœux atroces de Marat et du père Duchesne étaient reproduits. La police fit une faible guerre à ces pamphlets. On délibérait gravement au corps législatif et au Luxembourg même pour savoir s'ils étaient séditieux. Babœuf, s'exaltant dans ses fureurs, et croyant déjà les assouvir, se servait de sa plume comme d'un poignard.

Il n'y eut jamais une conspiration où l'on écrivit avec tant de scrupule les moindres détails, avec tant de flegme d'innombrables proscrip-

tions. Il fallait toute la faiblesse et tous les timides ménagemens du directoire pour qu'il y eût quelques résultats à craindre d'une conspiration dont le chef écrivait chacune de ses pensées. De tous les matériaux qui ont été conservés pour l'histoire de la révolution, il n'en est point qui inspire plus d'étonnement que le recueil des pièces saisies chez Babœuf. Je me souviens de l'impression qu'elles produisirent lorsqu'elles furent publiées : on était glacé d'épouvante en lisant un plan tracé de la main de Babœuf, qui établissait un comité insurrecteur procédant avec le sombre mystère des inquisiteurs de Venise, communiquant avec plusieurs comités subordonnés, qui ne recevaient qu'une partie du secret, et n'en transmet-



taient encore qu'une plus faible partie à des agens chargés de l'exécution. Mais bientôt on jugeait que cette redoutable hiérarchie ne conviendrait qu'à une secte politique ou religieuse qui poursuivrait dans un long espace de temps un projet criminel. On avait de la peine à concevoir comment, du sein de l'indigence, des hommes obscurs ou méprisés avaient pu se procurer des renseignemens aussi exacts et aussi importans. Mais cette faction réunissait tous les hommes que la tyrannie de Robespierre avait formés aux délations ; ils n'avaient pas besoin d'un salaire pour continuer avec zèle et pour perfectionner un métier infâme, qui chaque jour augmente la bassesse et irrite la cruauté de ceux qui s'y livrent.

Du reste, tout ce complot rentrait dans le plan commun des mouvemens populaires que la révolution avait renouvelés si fréquemment et avec si peu de variété. Le faubourg Saint-Antoine s'armant de fusils ou de piques; des canonniers faisant rouler leurs pièces à la tête du cortége; des femmes le grossissant et excitant cette troupe grossière; les barrières fermées; les monumens principaux et le trésor public envahis; le ralliement accoutumé de la constitution de 93 et du pain: voilà tout le plan d'attaque. Les cinq directeurs et presque tous les membres du corps législatif, une foule de fonctionnaires et de citoyens qui avaient contribué aux suites du 9 thermidor, devaient être frappés dans la journée même de l'insurrection. La prin-

cipale espérance des conjurés était placée dans un corps qui s'appelait légion de police, que l'armée méprisait comme une troupe lâche et féroce, et dans quelques généraux réformés, auxquels l'armée reprochait les plus honteuses défaites de la Vendée.

Pendant que ce complot se tramait, le directeur Barras fit appeler au Luxembourg l'un des conjurés (Germain), homme obscur, mais qui joignait à de l'audace quelque connaissance de cet art redoutable qu'on a nommé *tactique révolutionnaire*. Ce dernier écrivit une relation détaillée de cet entretien. On est porté à croire à la fidélité d'un conjuré qui fait à ses complices un récit important. On voit dans cette pièce, qui fut rendue publique, et

qui est assez curieuse, que le directeur Barras substituait de dangereux ménagemens, ou même de viles flatteries, au langage de l'autorité qu'il fallait employer dans toute son énergie vis-à-vis d'hommes si peu portés à la reconnaître.

Les notes de Babœuf portent que la conjuration devait éclater le 22 floréal. Mais depuis quelques jours le directoire était instruit de cette trame encore mal tissue. Le ministre de la police (Cochon) avait reçu les révélations assidues d'un homme qui avait promis un appui trompeur aux conjurés. Babœuf fut arrêté avec quelques-uns de ses complices présumés. On ne trouva aucune pièce chez ceux-ci ; mais les papiers de Babœuf fournirent des renseignemens aussi bizarres que



multipliés. J'ai dit que le député Drouet avait été impliqué dans ce complot. La constitution avait créé une haute-cour nationale pour juger des délits imputés aux différens fonctionnaires publics. Drouet y fut traduit, et y entraîna ses coaccusés; mais il n'y parut pas. Il était enfermé au Temple. On lui ménagea une évasion beaucoup moins périlleuse que celle de sa prison d'Autriche. On crut dans le public qu'il était particulièrement redevable de sa liberté au directeur Barras. Mais celui-ci ne pouvait craindre d'être désavoué par ses collègues.

Quant à Babœuf, il ne parut d'abord voir dans son arrestation qu'un signal donné à son parti, d'éclater, de rompre ses fers, de renverser le directoire, de se baigner dans le

sang de tous ses ennemis. Deux jours d'un morne repos dans la capitale diminuèrent ses espérances, mais n'abattirent point tout-à-fait sa fierté. Ce fut alors qu'il écrivit au directoire en ces termes : « Regarderiez-vous au-dessous de vous, citoyens directeurs, de traiter avec « moi de puissance à puissance ? « Vous avez vu de quelle vaste confiance je suis le centre. Vous avez « vu que mon parti peut bien balancer le vôtre ; vous avez vu quelles « immenses ramifications y tiennent. « Je suis convaincu que cet aperçu « vous a fait trembler. » Il finit par offrir pour sa rançon la soumission momentanée de son parti, comme un général s'engage pour son armée à une suspension d'armes. Le directoire répondit à cette lettre inso-

lente et bizarre en la rendant publique.

Cependant peu de jours se passèrent sans que Paris reçût les plus vives alarmes d'une faction dont on disait les chefs principaux arrêtés. C'était la première fois, depuis la révolution, que l'autorité dominante repoussait les efforts d'un parti séditieux sans appeler à elle les secours actifs d'un parti contraire. Ceux-mêmes dont les noms avaient été placés sur les listes des proscrits tracées par les conjurés n'avaient pour se rassurer sur leurs propres dangers que les dangers du directoire. Le 13 vendémiaire avait aboli par le fait l'institution des gardes nationales, qui avait été créée dans l'espérance de conduire la révolution à l'abri de l'anarchie,

Le directoire avait une garde constitutionnelle. Le corps législatif en avait une plus considérable ; plusieurs régimens de troupes réglées campaient aux environs de Paris. Qui le croirait? De telles forces, le concert des premières autorités, l'indignation de tous les hommes de bien, l'effroi des propriétaires, eurent encore à soutenir une lutte avilissante, et quelquefois périlleuse, contre trois ou quatre cents hommes indigens, qui avaient toujours été trop loin de l'honneur pour être appelés déshonorés. La sédition exilée des clubs avait pris son réfuge, ses armes et ses inspirations dans les cabarets. Les anarchistes s'invitaient par différens signaux, et quelquefois au son du cor, à de sinistres orgies, où leur rage, encore plus opi-

niâtre que désordonnée, inventait souvent de redoutables stratagèmes. Ils avaient coutume d'exposer au premier essai et au premier péril des mouvemens qu'ils tentaient, les femmes qu'ils avaient dès long-temps associées à leurs fureurs. On vit plusieurs fois celles-ci courir dans les faubourgs, dans les marchés, dans les ateliers, et répéter inutilement, mais avec impunité ces cris : *Allons forcer le Temple, allons délivrer Babœuf.* Elles se livrèrent à toutes leurs imprécations en présence de la légion de police, que le directoire avait licenciée comme ayant donné des espérances aux conjurés. Lâches! disaient-elles à ces soldats confus, vous partez donc! Ah! si nous avions vos habits et vos fusils, laisserions-nous égorger les patriotes?

Ils ne répondaient rien, ils craignaient l'armée. Voici un essai d'un genre bien opposé; on a de la peine à concevoir que tant de perfidie fût unie à tant de délire.

Un jour les citoyens de Paris sont réveillés par un bruit de pétards qui se tirent dans différens quartiers. Ils sortent, et, sous leurs pas, ils trouvent des cocardes blanches; au seuil des monumens publics, ils trouvent attaché un drapeau blanc; sur différens piliers, ils lisent des proclamations où on les invite à prendre les armes pour Louis XVIII. La plupart effrayés reviennent sur leurs pas, craignent d'être dénoncés pour avoir lu, pour avoir vu; ils croient que déjà le sang coule, que le jour le plus terrible de la révolution s'annonce. Une longue et profonde inac-

tion fait tomber peu à peu l'effroi; les troupes, les rassemblemens des royalistes n'ont été vus nulle part: un seul homme a été arrêté en tirant un pétard, avec lequel il s'est blessé lui-même. On l'interroge, il se nomme; on apprend que c'est un ancien membre du comité révolutionnaire. Il avoue que tout ce prétendu complot de royalistes n'a été qu'un stratagème des hommes de son parti pour soulever les patriotes et commencer un mouvement à la faveur duquel on eût délivré Babœuf et ses complices. On s'indigne de cette tentative; mais bientôt on ne voit plus que la confusion de ses auteurs: on rit, on se retire. Quelques caricatures font toute la punition de cet abominable jeu.

Avertis plutôt que découragés

par ces tentatives infructueuses, les anarchistes se lassent d'être des séditieux indiscrets, et veulent devenir de profonds conspirateurs. Leurs rassemblemens sont plus clandestins, leurs menaces sont plus sourdes, leurs complices plus nombreux. L'évasion du député Drouet, la lenteur avec laquelle se poursuit le procès de Babœuf devant la haute-cour de Vendôme, quelques défauts de concert qu'on observe dans la marche des directeurs, le parti royaliste qui commence à se faire craindre et à opérer quelque diversion, tout ranime l'audace des anarchistes ; ils veulent opprimer le directoire et le corps législatif par les soldats de leur garde, et par le camp de Grenelle. Eternels parodistes des mouvemens opérés avec

succès dans la révolution, ils essaient vis-à-vis des soldats républicains les séductions qui entraînèrent les gardes françaises avant le 14 juillet. Mais, à cette époque, la défection était excitée par le plus vif enthousiasme qui ait jamais transporté une nation presque entière; elle était sollicitée par des hommes illustres, puissans, opulens, et par des femmes bien différentes de celles qui, sous des traits hideux et féroces, suivaient la troupe des anarchistes. Ils s'aveuglèrent, et, buvant avec des soldats, ils prirent au sérieux ces extravagantes promesses de fraternité que l'ivresse prodigue.

Le directoire et la police reçurent des avis journaliers de ces trames nouvelles. Le gouvernement parut las de dénoncer des complots avortés

dès leur naissance. On croit aujourd'hui qu'il fut de moitié avec les conspirateurs pour laisser éclater un mouvement qui assurât enfin sa vengeance et leur punition.

Dans la nuit du 24 au 25 fructidor, les anarchistes sortent des cabarets, foyers accoutumés de leur conspiration; ils sont sous la conduite de quelques militaires destitués, et qui ont revêtu l'uniforme qu'eux seuls n'ont point honoré. Ils traversent Paris, dont le profond repos semble assurer à leurs vœux le sommeil de l'autorité. Ils se divisent en deux bandes; l'une doit se diriger vers le Luxembourg, l'autre vers le camp de Grenelle. Ils portent avec eux de nombreux exemplaires d'une proclamation qui doit être distribuée aux soldats. L'esprit sédi-

tieux ne s'est pas montré fort élòquent durant la révolution. Cette pièce n'a pas un trait qui la distingue des discours qui ont causé notre épouvante, et qui n'excitent plus que notre ennui. J'en vais seulement rappeler le début.

« Amis, les tyrans pâlissent; ils « n'attendent plus que le moment « où tout un peuple indigné des « forfaits qu'ils ont commis va les « plonger dans la nuit éternelle de « la mort. Soldats de la patrie! le « moment favorable approche, ce « moment où, réunis sous le même « étendart, nous allons briser pour « jamais des fers que des scélérats « nous ont fait porter trop long- « temps. Nous allons redevenir li- « bres et souverains; et l'égalité, « cette douce compagne de la li-

« berté, sera la récompense des dé-
« fenseurs de la patrie ».

Les séditieux, en s'approchant du Luxembourg, virent la garde du directoire sous les armes, et dans une disposition qui ne répondait nullement à leurs espérances. Des sabres levés s'opposaient à leurs accolades fraternelles. Ils rétrogradèrent avec précipitation: mais bientôt, s'apercevant qu'une garde nombreuse ne faisait aucun mouvement pour les poursuivre et pour dissiper leur rassemblement, ils se réunirent à ceux qui s'étaient portés vers le camp de Grenelle. Soit qu'ils eussent des intelligences avec le premier poste qu'ils rencontrèrent, soit que celui-ci eût reçu l'ordre de paraître seconder leurs vœux, l'entrée du camp leur fut permise. Aussitôt ils mêlèrent à des chants patrioti-

ques chéris des soldats des imprécations et des cris de ralliement : *Vive la constitution de 93 ! meurent les tyrans du peuple !* La générale bat dans le camp. Le soldat s'éveille, s'indigne, prend ses armes, fuit de honteux embrassemens. Les chefs accourent : tout indique qu'ils s'étaient tenus prêts à repousser les anarchistes. On poursuit ceux-ci, on les meurtrit, on les écrase. La pitié, le mépris, l'horreur de frapper des hommes coupables, mais sans défense, font bientôt ouvrir les rangs au milieu desquels ils étaient enfermés. Quelques-uns sont arrêtés ; la fuite est permise au reste de cette troupe, qui revient se cacher dans les fauxbourgs. Paris apprend les dangers de cette nuit ; Paris se regarde comme échappé à un massacre

général. Les anarchistes ne trouvent plus dans le corps législatif qu'un petit nombre de voix qui parlent en leur faveur le langage de la pitié. Une commission militaire est nommée pour juger les chefs du complot. Leur procès s'instruit avec rapidité. Six d'entre eux sont fusillés au camp de Grenelle : parmi eux sont trois ex-conventionnels, Huguet, Javoque et Cusset. Le résultat de cette journée fut de forcer pendant une année les anarchistes à l'inaction plutôt qu'au silence. Ce ne fut que plusieurs mois après que la haute-cour de Vendôme prononça sur Babœuf et ses complices. Ils parurent plus méprisables depuis que leur tumultueux parti cessa de donner des alarmes. Un des points principaux de la défense qui fut

tentée pour eux, fut une accusation formelle contre le directoire et l'un de ses ministres, d'avoir provoqué par des agens perfides *des projets insensés qui n'offraient point les faits matériels d'une conspiration.* La haute-cour nationale condamna à mort Gracchus-Babœuf et l'un de ses complices, comme écrivains séditieux; d'autres furent condamnés à la déportation.

La discorde entre les directeurs n'avait point encore éclaté à cette époque; mais déjà chacun d'eux s'observait, et paraissait suivre une politique particulière. Carnot s'était offensé des espérances que le titre de membre du comité de salut public, qu'il avait porté sous Robespierre, donnait à ceux qui voulaient faire renaître ces jours funestes. Il

devint le surveillant le plus assidu, et passa pour le vengeur le plus inflexible de leurs complots. C'est à lui surtout que fut attribuée la pensée de les laisser éclater pour les punir. Il la désavoue dans ses mémoires. Le directeur Barras n'avait pas vu sans quelque confusion la publicité donnée à l'entretien qu'il avait eu avec l'un des conjurés (Germain). Ces mots qu'avait cités ou que lui avait prêtés Germain, *si on m'eût laissé faire après le 13 vendémiaire, j'aurais encore travaillé la marchandise avec vous*, souillaient un des magistrats suprêmes de la république d'un long opprobre. Si l'on en croit les révélations d'un rival, d'un ennemi, d'un homme dont il signa la destitution et l'exil (de Carnot), Barras

parut attendre, et même encourager la conspiration de Babœuf, pour voir quel parti son ambition en pouvait tirer. Un tel rôle ne peut s'expliquer clairement que par une comparaison qui a l'inconvénient de rabaisser des noms, dont l'un est bien grand, et l'autre bien fameux : c'est le rôle que joua César auprès de Catilina. Aucun fait précis n'appuie les conjectures de Carnot. Il faut observer d'ailleurs que Barras, ayant été celui des directeurs qui s'éloignait le plus de la simplicité et de la frugalité républicaine, se présente difficilement à l'imagination comme un allié secret des partisans de la loi agraire. Letourneur suivait l'impulsion de Carnot ; et si on en croit encore les mémoires de ce dernier, Reubel et Larévéillère-

Lepaux approuvaient alors ses mesures contre les anarchistes, mais en se dérobant le plus qu'ils pouvaient aux fatigues et aux dangers de cette surveillance.

Il se fit bientôt entre les directeurs un partage tacite, mais inégal, des diverses branches de l'autorité. Les relations extérieures se traitaient avec le concours, et quelquefois entre les dissentimens de Carnot et de Rewbell. L'administration et les finances n'étaient le soin exclusif d'aucun des directeurs. Le ministre des finances proposait des projets. Reubel et Barras concluaient des marchés. Laréveillère-Lepaux avait paru se réserver les parties les plus libérales de l'autorité, Barras les plus splendides. Le premier s'occupait des sciences,

en provoquant des établissemens qui devaient servir de digue à la barbarie qui, pendant deux ans, avait couvert la France; il s'occupait aussi des mœurs et de la religion, en suivant le déplorable système de la théophilanthropie, en créant des sectaires qui furent persécuteurs sans être fanatiques. Il y avait quelque décence, mais peu de pompe autour de ces directeurs. On ne disait point *la cour du directoire;* on disait quelquefois *la cour de Barras.*

Ainsi l'autorité suprême se composait de dictatures partielles, dont les limites, mal tracées, pouvaient incessamment appeler des chocs et des combats. Les finances seraient tombées dans un désordre moins épouvantable, si elles avaient été l'objet de l'une de ces dictatures. Les

cinq directeurs, leurs divers ministres, les comités des deux conseils, ces conseils eux-mêmes, une foule de traitans trompeurs et trompés, tout administra, tout dérégla les finances : jamais leur administration n'eut tant de publicité et ne fut si confuse.

Il est vrai que la convention n'avait pas laissé à cet égard une tâche facile au gouvernement qui lui succédait. Lorsqu'elle abattit les échafauds, elle fit un noble et trop tardif sacrifice des trois ressources principales de ses finances; c'est-à-dire, des réquisitions, du *maximum* et des confiscations : les assignats survécurent peu à ces trois fléaux.

On avait déjà fait plusieurs échelles de leur dépréciation dans les

transactions du service public; mais leur discrédit allait bien au-delà dans les transactions des particuliers. Le moment approchait où le directoire, en renonçant à cette monnaie si facile et si fatale, se privait moins d'une ressource qu'il ne s'affranchissait d'une dépense. L'horreur attachée à cette violation de foi se perdait dans les souvenirs de la tyrannie de Robespierre, et dans la persuasion que la plus violente terreur pouvait seule retarder la chute des assignats.

Le directoire commit une faute; ce fut de se préparer peu à cet événement, contre lequel la prévoyance des particuliers s'était depuis longtemps exercée. Il en commit une seconde; ce fut d'essayer de substituer un nouveau papier-monnaie

aux assignats. Ils entraînèrent dans leur chute rapide les rescriptions et les mandats territoriaux, auxquels on transporta leur gage et leur cours forcé. On n'eut pas même le temps de créer ces mandats, dont le directoire avait fait décréter une émission de deux milliards et demi. Les rescriptions, qui leur étaient assimilées, perdaient 9 pour 100 le jour même où elles parurent. Le gouvernement subit la peine de toutes les fraudes dont il donna le signal. Il avait autorisé les particuliers à s'acquitter de leurs dettes avec la valeur nominale de ces rescriptions, qui, au bout de quelques mois, ne représentaient plus rien. Les brigands les plus exercés à tout genre de rapines n'auraient pu apporter plus de désolation dans les familles,

que des débiteurs impudens qui, armés d'une loi, venaient ruiner ceux dont ils avaient reçu les secours. On attendait l'arrivée de ces fripons autorisés avec la même terreur qu'auparavant on attendait les satellites d'une tyrannie sanguinaire. L'excès du dommage souffert porta certaines personnes à le faire souffrir par représailles. Cependant, malgré de nombreux exemples de la plus cruelle perfidie, une épreuve si dangereuse ne tourna point à la honte de la nation française : les remboursemens ne devinrent point une abolition générale des dettes. Il y eut des ligues faites au nom de l'honneur pour se garantir de cette ruine et de cette tentation. Le commerce de Paris et celui des principales villes de France ne comptèrent qu'un pe-

tit nombre de débiteurs qui eurent recours à ce moyen de s'acquitter.

Mais les biens nationaux, que le directoire avait donnés pour gage aux promesses de mandats territoriaux, furent une proie dont chacun s'empara sans scrupule; et comme chacun accourait pour en prendre possession, ils furent le prix des courses les plus rapides. Le gouvernement songea trop tard à arrêter ce désordre. Déjà d'immenses capitaux avaient été dévorés dans cette opération, dont les effets honteux et désastreux furent un nouvel exemple du danger d'opposer des lois de finance aux lois de la morale.

Enfin il fallut ôter toute espèce de valeur à 21 milliards d'assignats et à quelques milliards de rescriptions et de mandats. Au moment de l'ex-

tinction du papier-monnaie, le louis d'or s'échangeait contre 27 ou 28 mille livres en assignats. Cette proportion suffit pour indiquer quelles sommes énormes, mais fictives, coûtaient les dépenses les plus ordinaires. Je n'en offrirai point ici les tableaux, également ridicules et déplorables. La plupart de ceux entre les mains desquels les assignats périssaient se virent sans étonnement et avec une profonde résignation privés de leurs richesses imaginaires. Les murmures de quelques hommes imprévoyans et crédules, et ceux des spéculateurs les plus dangereux, furent étouffés par l'allégresse générale qui célébrait le retour du règne métallique. La propriété et le travail sortaient enfin du chaos qui rendait illusoire leur titre ou leur salaire.

Le cours des assignats avait été favorable à tous ceux qui les avaient jugés avec défiance. Les campagnes lui dûrent une prospérité qui tendait chaque jour davantage à la ruine des villes. Les fermiers ne recevaient des assignats que pour le paiement de leurs contributions et de leurs baux, et se jouaient également du fisc et de leurs propriétaires. Ils succédaient aux biens de ceux-ci, et se rapprochaient de leur luxe. Les chaumières s'étaient partout enrichies des dépouilles des châteaux. Des meubles somptueux, achetés à vil prix dans les continuels encans des confiscations, étaient jetés pêle-mêle avec la bêche et le râteau. Cinq années du règne des assignats avaient plus subdivisé les propriétés en France que ne l'avaient fait les

siècles pendant lesquels le régime féodal déchut progressivement. De-là une activité et un mouvement favorable à l'agriculture ; de-là aussi des penchans et des goûts nouveaux pernicieux pour les agriculteurs ; enfin tout ce qui accompagne un bienfait que le temps n'a point préparé, que la sagesse n'a point conduit.

La même prévention contre les assignats, plus tardive et moins générale dans les villes, y avait produit un mouvement encore plus forcé. Dans l'impatience de se saisir de valeurs positives, chacun s'était fait commerçant ; chacun tenait un magasin de marchandises transportées vingt fois par jour d'une maison à l'autre. La mode s'était emparée de cette précaution dictée par la crainte,

et l'avait frappée de son vertige. Les femmes, qui, deux ans auparavant, traversaient sans cesse Paris pour aller fléchir les cruels persécuteurs de leurs parens, de leurs amis, se livraient aux mêmes fatigues, en poursuivant un gain chimérique qui tentait plus leur vanité que leur avarice. Dans ce commerce, ou plutôt dans cette petite guerre, l'inexpérience paya souvent tribut à l'habileté rusée. Cependant le luxe suivait un nouveau cours; il était à peu près insignifiant, relativement aux anciennes distinctions du rang, et même de l'opulence. Il était d'une activité sans égale pour reproduire le plaisir et varier la mode. Au ridicule des noms grecs et romains portés par les plus ignobles et les plus odieux démagogues avait suc-

cédé le ridicule plus léger des modes grecques et romaines portées intrépidement par des Françaises sous une température peu favorable à ces essais. Les spéculateurs étrangers, en fournissant à ce luxe frivole, s'enrichissaient de ce que notre ancien luxe avait créé de plus précieux. Nos vins les plus recherchés faisaient, à peu de frais, les délices du Suisse ou du Hambourgeois. Des galeries de tableaux, des bibliothèques, étaient transportées en Russie; des Français plus avides que les étrangers, et plus cruels envers leur patrie, achetaient et démolissaient des édifices publics ou particuliers, payaient leur acquisition avec une faible partie du produit des décombres. Les belles forêts et les beaux parcs tombaient sous le fer de ces impitoyables acquéreurs.

La chute des assignats fut pour chacun une leçon de sagesse. Voyons comment le directoire en profita. Il lui restait de grandes dépenses à soutenir, et il avait à créer la plupart de ses ressources. La convention avait aboli par le fait les contributions; les assignats les avaient rendues presque nulles. Semblable en cela, comme en plusieurs autres points, au gouvernement despotique, le gouvernement populaire levait des tributs légers, et n'employait que des confiscations pour fournir à ses vastes projets de conquête et à ses prodigalités. Le peuple de Paris avait été surtout l'objet des largesses de la convention. Ses subsistances étaient payées aux dépens de la France entière. La convention s'était imposé l'énorme fardeau, que

le directoire supporta encore quelque temps, de fournir à chaque individu de la capitale une livre de pain par jour, au prix de 3 sous en assignats, et cela lorsque cette somme n'avait aucune espèce de valeur. Une disette, supportée par Paris et par la France, avait été le prix de ce pusillanime engagement. Le directoire voulut le rompre. L'un de ses ministres, Bénezech, conçut la pensée saine et courageuse de laisser la capitale assurer et payer ses approvisionnemens, en se réservant seulement de les faciliter et de les surveiller. La récolte était bonne, la disette s'éloigna, et le directoire fut soulagé d'une dépense qui égalait presque l'entretien journalier de ses quatorze armées. On s'était affranchi, avec la même sévérité et

avec le même succès, d'une autre dépense que la démagogie française avait empruntée de la démocratie athénienne : c'était un droit de présence de 50 sous par jour, accordé aux citoyens pauvres qui se rendaient dans leurs sections. La convention avait encore pris un autre engagement beaucoup plus onéreux, mais fondé sur des motifs plus respectables ; elle avait promis un milliard aux défenseurs de la patrie. Le directoire ne cessa de renouveler cette promesse, dont l'accomplissement eût été impossible, même sous la plus sage administration.

Presque tout était dissipé de l'héritage laissé par les deux premières assemblées en biens ecclésiastiques. Il ne restait que les biens de même nature, conquis dans la

Belgique ou sur la rive gauche du Rhin.

La précipitation qu'on mettait à les vendre en diminuait beaucoup la valeur. On trouvait peu d'acquéreurs des biens de l'église chez le peuple belge, qui sortait à peine d'une longue guerre entreprise pour l'intérêt des moines. Les chances de la guerre effrayaient les spéculateurs. La fatale opération des mandats territoriaux diminua encore cette ressource, qui n'était pourtant pas totalement anéantie à la fin du règne du directoire.

Grâce au plus beau décret de la convention, les biens des condamnés n'étaient plus une propriété nationale.

Une partie des biens des émigrés, et surtout leur mobilier, étaient ven-

dus : on évaluait fort arbitrairement à plus d'un milliard ce qui en restait encore à vendre. Mais déjà l'opinion avait tracé une grande différence entre ces biens et ceux du clergé. On ne voyait dans les premiers qu'une possession inquiète qui, dans plusieurs départemens de l'Ouest et dans ceux du Midi, faisait craindre l'assassinat. D'autres genres d'alarme venaient fortifier la voix du scrupule : les triomphes de la république pouvaient avoir leur terme ; la vengeance sévère que l'on exerçait contre les émigrés pouvait s'adoucir au sein même des victoires ; on savait combien d'iniquités révoltantes avaient grossi la liste fatale ; déjà la convention en avait réparé plusieurs. Le directoire était éloigné de parler de clémence, mais du

moins il parlait de justice. Il avait à prononcer sur quatre-vingt mille réclamations. A la vérité, il s'était prescrit à cet égard un ordre de travail si lent, si embarrassé, qu'un demi-siècle eût à peine suffi pour le terminer. Cependant on l'avait vu, dans quelques occasions, entraîné par l'équité, et même par l'intrigue : il se plaignit souvent avec amertume de la corruption qui environnait ses bureaux. En rétractant des faveurs qu'il disait lui avoir été surprises, il fit connaître plus généralement qu'il était possible de le surprendre. La cupidité des hommes d'affaires put calculer quelquefois s'il y aurait plus de profit à se mettre en possession des biens d'un émigré qu'à obtenir son retour. Jusqu'au 18 fructidor, le directoire montra

de l'éloignement pour les supplices: l'opinion publique pouvait tout supporter, hormis les échafauds: leur constant appareil eût à peine suffi pour réprimer dans la plupart des émigrés l'ardent désir de revoir leur patrie. Fatigués de ne trouver le plus souvent chez les étrangers qu'une hospitalité avare et dédaigneuse, irrités contre les rois, ils ne craignaient plus de trouver un tombeau dans la terre natale. On vit alors combien les mœurs d'une nation douce modifient des lois cruelles, ou plutôt on vit tout le danger de ces lois de proscriptions, que les sentimens généreux n'éludent que par des délits civiques. Parmi les généraux, les soldats, les administrateurs, les juges et les agens diplomatiques, il y en eût peu qui

ne favorisassent le retour de quelque émigré. La pitié, la reconnaissance, les vieilles amitiés multipliaient pour eux les témoignages imposteurs qui assuraient au moins leur vie; et si le nombre des émigrés était immense, le nombre de ceux qui avaient trompé en leur faveur la rigueur des lois égalait presque celui des Français. Plusieurs rentraient avec l'horreur des troubles civils, cherchaient à détruire dans le cœur des royalistes les vaines espérances d'un secours étranger dont ils avaient connu l'illusion, et jouissaient en Français des victoires qui châtiaient des gouvernemens trompeurs. D'autres rapportaient en France les ressources et l'audace d'hommes de parti plus aigris qu'abattus par le malheur. Au milieu des terreurs qu'excitaient

ceux-ci, de l'intérêt qu'inspiraient ceux-là, la vente des biens des émigrés fut loin de répondre aux vues du directoire.

Aux biens des émigrés la convention avait joint ceux de leurs pères et mères restés en France, et la convention avait proclamé que les délits étaient personnels. Après le 9 thermidor, elle voulut adoucir une telle rigueur. On lui reprocha de consacrer une peine injuste en parlant de la modifier. Elle n'avait pas encore pris une résolution définitive à cet égard. Le directoire et le corps législatif annoncèrent comme un bienfait une loi nouvelle qui levait le séquestre mis sur les biens des pères et mères d'émigrés, une loi qui mettait au rang des domaines nationaux la portion des biens que

chacun de leurs enfans aurait eue à réclamer après leur mort : ainsi la nation héritait d'hommes vivans. Leurs plaintes ne furent point amères ; ils préféraient tout aux frais dévorans d'un séquestre.

La nation, en s'emparant de tous ces biens, avait contracté des engagemens onéreux. L'assemblée constituante avait assigné des pensions à chacun des ecclésiastiques dont elle avait saisi la propriété usufruitière. La résistance d'une partie du clergé aux nouvelles institutions qu'on lui présentait, l'émigration d'un grand nombre de prêtres, et depuis, des lois de déportation, des massacres, le renversement, le pillage et la profanation de l'autel, tout avait servi de prétexte pour réduire, et presque pour effacer cette

dette nationale. Le directoire, en maintenant les lois de proscription contre les prêtres insermentés, n'accordait nulle faveur aux autres. Le bizarre pontificat que l'un des directeurs, Laréveillère-Lepeaux, parvint à se créer dans la secte des théophilanthropes, donna lieu à des persécutions nouvelles, dont la journée du 18 fructidor surtout fut le signal. Telles furent les rigueurs exercées contre toute espèce de prêtres, que leur misère surpassa même celle des autres créanciers de l'état, dont voici le déplorable tableau.

La masse des dettes de l'état s'était accrue de celles du clergé, des émigrés, des hospices et des colléges, dont les biens avaient été aussi déclarés propriétés nationales. Je ne m'arrêterai pas à décrire tout ce que

produisaient d'embarras et de détresse pour ces nouveaux créanciers des liquidations difficiles en elles-mêmes, et dont un art cruel augmentait les difficultés. La dépréciation du papier-monnaie avait réduit à une pure fiction le paiement des rentes. Le retour du numéraire irrita plutôt qu'il ne soulagea les maux des rentiers. Le trésor public, fermé sous mille prétextes, ne laissait tomber dans les mains de quelques-uns que des sommes vainement désirées et poursuivies par une foule affamée. Alors l'oisif capitaliste, autrefois arbitre de l'élévation et de la chute de plusieurs ministres, que la révolution avait flattés de la sécurité la mieux fondée, fut écrasé sous les roues de ce char qu'il avait vu lancer avec tant de joie. La crainte

ou les horreurs déjà éprouvées de la faim causèrent parmi les malheureux rentiers plus de suicides que n'avait fait auparavant la crainte des bourreaux. D'autres eurent recours à quelques moyens de travail et d'industrie, où leur peu d'adresse leur faisait regretter amèrement l'indolence de leurs jours heureux ; d'autres, couverts par la nuit et se cachant encore, imploraient à demi-voix la pitié à la sortie des spectacles et des fêtes, dont le délire du jour se montrait insatiable. La pitié fut encore plus souvent appelée et trompée par d'infâmes aventuriers qui fermèrent aux rentiers une ressource si pénible en la rendant suspecte. Le Français, le Parisien surtout, à qui sa mobilité fait trouver des sujets de joie et de ridicule, même à

côté des sujets les plus tristes, se permit des plaisanteries cruelles sur cette détresse. On riait en regardant une caricature qui représentait un rentier exténué par la faim, on gémissait à la vue d'un de ces malheureux.

Je n'ai indiqué jusqu'à présent dans les ressources du directoire que des capitaux, et point de revenu. La convention avait créé les uns; c'était à lui à créer l'autre. Depuis l'assemblée constituante, le système des impôts directs avait prévalu. Il paraît qu'en cela les différentes assemblées législatives avaient moins cherché à se conformer aux principes rigoureux des économistes qu'à l'horreur que le peuple avait conservée pour la plupart des impôts indirects de l'ancien régime. Le di-

rectoire et les deux conseils prirent le parti d'essayer tous les genres de taxe qui s'accommodent avec les préjugés des pauvres, en paraissant ne frapper que sur les riches, mais qui, en accablant ceux-ci dans leur propriété, oppriment encore plus l'indigent dans son travail. La répartition de la contribution directe fixée par l'assemblée constituante, et maintenue par les deux conseils à la somme de deux cent quarante millions, retraçait les iniquités insensées du régime révolutionnaire. en effet, on s'obstina, au retour du numéraire, à lever cette contribution d'après les rôles établis en 93, c'est-à-dire à l'époque où tous les grands propriétaires dispersés, emprisonnés, ou frappés d'effroi, avaient été comdamnés par les ha-

tans des campagnes à payer la plus forte partie, et, dans quelques lieux, la totalité de la contribution territoriale. D'un autre côté, le gouvernement, avec les énormes et onéreuses propriétés que lui représentaient les biens nationaux encore entre ses mains, se trouvait imposé sans mesure : c'est peut-être en finance que la peine suit de plus près l'injustice. Ce désordre ne fut que faiblement modifié avant le 18 brumaire.

Les deux conseils fixèrent la contribution somptuaire et personnelle à 60 millions : elle comprenait plusieurs taxes minutieuses sur les cheminées, les portes, les domestiques, les chevaux, et d'autres objets d'un luxe qui n'avait alors que peu d'éclat.

Les droits de l'enregistrement et les droits du timbre formaient avec les deux contributions directes le principal revenu de l'état.

On se hâta de créer des douanes avant d'avoir recouvré un commerce extérieur. On en espéra, mais on n'en obtint pas une somme de huit millions.

On établit un droit de 25 fr. par quintal sur les tabacs importés en France; un autre sur la navigation intérieure et sur les canaux; un autre sur les billets de spectacle. On créa un droit de patente pour l'exercice de chaque profession. Mais ce droit était faible, et sa répartition même était un hommage rendu à la scrupuleuse égalité dont on poursuivait la chimère. Toutes les professions étaient classées sous des ti-

tres vaguement génériques, tels que ceux d'homme de loi, d'officier de santé, d'artiste, etc. Ces dénominations tendaient à détruire une échelle de considération que l'opinion n'a point formée d'une manière arbitraire entre des professions qui ne supposent pas un degré égal de mérite, de travaux et de talens.

Les forêts nationales entraient dans le revenu du gouvernement, et lui offraient la dangereuse tentation d'un nouveau capital à dévorer. Il y résista, mais non à la foule d'abus toujours prêts à renaître dans cette partie difficile de l'administration.

Ce tableau des ressources du directoire ne montre que la dissipation forcée, précipitée de ces mal-

heureuses richesses que la nation avait cru conquérir sur elle-même. On rendrait bien plus sensible cette misère réelle, si l'on entrait dans le détail des expédiens ruineux que le directoire fit appeler lois de finance; si on le montrait vivant d'anticipation, ne pouvant vivre d'emprunt, toujours prêt à laisser des gages excessifs aux mains de ceux qui, par avarice, aidaient, provoquaient et centuplaient ses embarras, ne sachant les punir qu'en les trompant, et revenant par lassitude à se laisser tromper. Malgré les étroites limites d'un abrégé historique, je ne négligerais point ce tableau, si je pouvais me détourner plus long-temps des triomphes de nos armées.

LIVRE SECOND.

Je comprendrai dans ce livre (et la vaste étendue du sujet que je traite m'en impose la loi), je comprendrai une suite d'événemens qui, séparés, pourraient être l'objet de plusieurs histoires longues, instructives, imposantes. Je cherche à les lier entre eux, et à peindre en même temps les efforts inouïs que, pendant deux années, la France fit autour d'elle et sur elle-même. Ces deux années furent les plus belles que la république française obtint dans sa courte et orageuse durée. A peine l'aurai-je représentée au sommet de sa gloire, qu'il faudra m'occuper de son dé-

elin. Ses destinées, favorables ou contraires, se précipitent tellement, qu'elle ne paraîtra plus dans notre histoire qu'un intervalle entre deux dynasties, et que déjà on la nomme interrègne.

Lorsque le directoire ouvrit sa magistrature, les Français s'étaient ralentis dans leurs triomphes. En Italie, une grande victoire était restée pour eux presque sans fruit; sur les bords du Rhin, ils s'étonnaient et s'indignaient d'avoir éprouvé une défaite. La reconnaissance des soldats pour un général qui deux fois avait arrêté et repoussé la coalition dans ses plus grands efforts, au milieu de ses succès les plus importans, leur cacha long-temps la cause de ce revers, qui ne put ternir, mais qui suspendit quelques

mois la gloire de leurs armes. Le cri de *trahison*, si prompt auparavant à sortir de leur bouche, fut étouffé par le seul nom du général Pichegru. Le temps n'a pas encore soulevé tous les voiles qui dérobèrent à une armée fidèle les trames perfides d'un chef dont la défection ne fut provoquée par aucune crainte, par aucune de ces passions qui entraînent les ames ardentes. Les intelligences de ce général avec les ennemis qu'il avait vaincus sont un fait irrécusable : l'histoire ne peut encore en indiquer avec clarté ni les causes ni les moyens. Un siècle et demi s'est écoulé depuis l'entreprise du général Monck ; et, malgré son succès, qui semblait appeler sur elle le jour le plus éclatant, nul historien ne peut dire avec certitude,

quand Monck la conçut, si ce fut plusieurs années, ou si ce fut seulement quelques jours avant qu'il l'exécutât. Devons-nous nous étonner de tout ce qui reste obscur, ou même impénétrable dans la conduite de Pichegru ?

Cet homme, dont le nom devint si imposant dans la guerre, ne semblait fait que pour elle. Né à Arbois, en Franche-Comté, de parens pauvres et obscurs, il avait appris, et dans sa jeunesse il avait enseigné les mathématiques chez des moines. Il franchit bientôt cette monotone enceinte. Il se voua aux armes, et devint en peu d'années sergent d'artillerie. Les lois de l'ancien régime lui auraient prescrit de vieillir dans ce grade, qu'il avait obtenu à 25 ans. La révolution vint, la guerre éclata ;

Pichegru porta dans les armées tout ce qui attire l'attention des chefs et l'affection des soldats. Sa taille haute et sa figure assez régulière n'avaient ni une noblesse ni une élégance remarquables; mais tout exprimait en lui cette fierté tempérée, ce mélange de réserve et de franchise qui distinguait particulièrement les militaires plébéiens, qu'une dénomination ingrate appelait officiers de fortune. Il s'était endurci aux fatigues, avec ce soin et cette vigilance qu'y mettent ordinairement les hommes qui ont de grands desseins à accomplir. Il obtint des grades successifs en faisant de belles actions. Soit que la guerre occupât toutes ses pensées, soit qu'une ambition déjà mûrie le dirigeât et le contînt, il servait la révolution sans paraître rien com-

prendre ni à ses principes ni au choc de ses factions. Il remplaça souvent des officiers-généraux destitués, dont il n'avait point provoqué la destitution : il n'était ni dénoncé ni dénonciateur.

Lorsque les lignes de Wissembourg furent prises sur les Français, et que la désertion de trois de leurs généraux indiqua quelle corruption s'était répandue dans l'armée, un vengeur inexorable et féroce, Saint-Just, envoyé par la convention, vint effrayer l'armée du Rhin elle-même, et se servit de la terreur pour ramener ou plutôt pour créer une discipline sombre et silencieuse, telle enfin que les Français, sous la monarchie, n'auraient pu la supporter. Il jugea le flegmatique Pi-

chegru propre à ses desseins. Il sut deviner son génie militaire, et crut à son incapacité politique. Au milieu d'une saison rigoureuse et de l'appareil de terreur déployé par Saint-Just, Pichegru rallia, organisa et parut presque renouveler une armée qu'une déroute ignominieuse avait ramenée aux portes de Strasbourg. J'ai dit comment, avec le concours de Hoche, qui commandait l'armée de la Moselle, il rentra victorieux dans les lignes de Wissembourg. La gloire de ce beau fait devint entre ces généraux un sujet de contestation. Leur rivalité prit bientôt le caractère de l'inimitié. Un terrible tribunal, le comité de salut public, se rendit arbitre de leurs débats, prononça en faveur de Pichegru, destitua, emprisonna et

menaça du supplice son jeune rival.

J'ai esquissé la gloire de Pichegru dans la grande campagne de 1794 et dans la conquête de la Hollande. La prudence qui le caractérisa longtemps se montrait surtout dans les relations qu'il faisait de ses plus belles opérations militaires. Il voulait n'y paraître qu'un soldat : point d'insulte aux ennemis; nul trait d'un enthousiasme recherché : il semblait toujours s'oublier, et savait toujours se faire connaître. Les événemens de 1794 et de l'hiver de 1795 l'avaient placé, vis-à-vis du vainqueur de Fleurus, dans la même concurrence où il avait été vis-à vis du général Hoche. Les royalistes et les étrangers consentaient plus facilement à la gloire de Pichegru ; les républicains les plus sévères dé-

fendaient avec plus d'affection celle du général Jourdan.

Dans la dernière année de la convention, la fortune vint offrir à Pichegru le rôle politique qu'il refusait ou qu'il craignait. Les thermidoriens fatigués et inquiets de la lutte qu'ils soutenaient, dans un temps de disette, contre les jacobins et la turbulente population de la capitale, appelèrent à leur secours le vainqueur de la Hollande. Il vint à Paris sans escorte. On se rappelle que ce fut lui qui, à la suite d'une révolte réprimée (celle du 1er germinal), fut chargé de conduire hors de Paris les députés Billaud Varennes, Collot d'Herbois, etc. Il rendit cet important service à la convention, sans y attacher et surtout sans paraître en attendre aucun prix. Sa

présence à Paris excita peu l'attention du peuple ; mais il ne fut point insensible aux hommages que lui rendaient de plus dignes appréciateurs de la gloire. Il se montra dans des sociétés peu zélées pour la république. Son ton y fut simple et discret, mais de manière à inspirer la confiance et à permettre l'espoir. Il s'enivra de louanges qu'il avait l'air de ne pas écouter.

Il sortit de Paris précipitamment, et comme un homme qui se dérobe à une tentation qui agite trop son cœur ; il reprit le commandement de l'armée du Rhin.

Les faibles nuances d'inquiétude ou d'ambition que je viens d'indiquer dans le caractère de Pichegru ne préparent pas encore au rôle méprisable qu'il fit succéder si

promptement à sa carrière de gloire.

Il ne restait plus que Mayence à conquérir pour assurer à la république la barrière du Rhin ; mais le siége de cette place, que les travaux successifs des Français, des Prussiens et des Autrichiens avaient rendue une des premières de l'Europe, était une entreprise difficile pour des soldats qui voulaient toujours triompher en courant. Deux armées, celle du Rhin, commandée par Pichegru, et celle de Sambre et Meuse, sous les ordres de Jourdan, devaient concerter leurs mouvemens, pour opérer le blocus de cette ville, sur les deux rives du Rhin. Je ne sais quel air de langueur se fit sentir dans les opérations de Pichegru, et fut aperçu de l'armée ennemie. Les étrangers soupçonnèrent que ce

ralentissement tenait plutôt à quelques dégoûts secrets du général qu'au découragement de ses soldats : ils mirent tous leurs soins à le pénétrer, à le séduire. Quoiqu'il semblât marcher au-devant de ceux qui avaient tant d'intérêt à le rechercher, le mauvais génie des coalitions apporta des obstacles à un traité important et honteux. Des commissaires anglais, tout orgueilleux de l'or qu'ils apportaient, des chefs d'émigrés, jaloux d'attacher à leur parti l'un des chefs les plus distingués de l'armée française, des généraux et des ministres autrichiens, défians et maladroits, se disputaient la conquête de Pichegru avant qu'elle fût faite, le marchandaient sans

l'acheter, et le fatiguaient sans exciter son indignation. Les agens de cette intrigue furent des hommes obscurs. La correspondance se lia avec le prince de Condé. Je dirai dans la suite de quelle manière ce monument fut conservé. Un général tant de fois victorieux ne sut point conserver sa dignité dans cette importante circonstance : seulement il paraît que Pichegru cherchait à séparer les émigrés des étrangers armés contre sa patrie, et qu'il avait cru pouvoir conduire le projet de faire proclamer Louis XVIII par une armée républicaine, sans mêler ses étendards avec ceux des ennemis. Des dignités, des terres, des richesses, étaient offertes au général fran-

çais, dont la gloire jusque-là surpassait tous ces dons. Le prince de Condé ne fit que lentement, et avec mille signes de répugnance, des promesses vaines et disproportionnées encore à l'immense service qu'il attendait. Un autre négociateur, envoyé par Louis XVIII, eut quelque peine à ranimer cette correspondance, qui se prolongeait sans résultats. On n'avait jamais vu un général si prompt à lier des intelligences secrètes, si lent à en assurer les effets : il travaillait sans fruit, mais aussi avec peu d'activité, à corrompre son armée ; il affaiblissait la discipline, sans affaiblir un patriotisme que tant de victoires avaient exalté. On faisait entendre aux soldats des chansons où les institutions républicaines étaient avilies ; mais les soldats

répétaient avec prédilection leurs chants républicains ; ils voyaient circuler dans les tentes de l'état-major, et jusque dans leurs rangs, des étrangers, des émigrés déguisés en marchands, en colporteurs ; ils les laissaient passer sans ombrage, et les écoutaient froidement. Pichegru semblait rétrograder lentement dans l'infidélité depuis qu'il ne se flattait plus d'y entraîner son armée. Le prince de Condé s'en aperçut. Il pressa dans ses lettres, ou plutôt il somma un général qui ne pouvait rompre sans péril de telles trames, après les avoir ourdies, ou d'éclater, ou de donner un gage de sa bonne foi. Il demanda et ne put jamais obtenir, qu'une place forte, telle qu'Huningue, lui fût livrée. Une passion assez profonde dans le

cœur de Pichegru, sa haine pour le général Jourdan, peut être considérée comme le mobile le plus puissant qui le porta à donner enfin des effets à une trahison si long-temps et si vainement méditée. L'ordre leur fut donné à tous deux de se mettre en marche pour faire le blocus de Mayence. Le général Jourdan, aidé particulièrement des généraux Lefebvre et Kléber, obtint des succès rapides. Keiserverlt, Dusseldorff et Altenkirchen, avaient été emportés après des combats opiniâtres. Manheim avait ouvert ses portes à Pichegru, qui cachait encore ses desseins. Mais bientôt il compromet, par ses opérations militaires, la position de Jourdan, qu'il cesse d'appuyer. Il indique à l'ennemi les points par lesquels l'armée de Sam-

bre et Meuse peut être attaquée avec succès. Le 21 vendémiaire an 4, les Autrichiens, sous les ordres de Clairfait, violent la ligne de neutralité du roi de Prusse, fondent sur l'armée de Jourdan, la forcent à repasser le Rhin et à abandonner le fort de Cassel. Bientôt les lignes de Mayence sont attaquées; le cri honteux de *sauve qui peut* retentit dans les rangs de l'armée française, les postes sont mal défendus. Le capitaine Marmont défend le sien avec intrépidité, et commence sa gloire dans une journée si fatale. Une nombreuse artillerie et des bagages même tombent au pouvoir de l'ennemi. Pichegru se retire; et si l'on en croit les relations de ceux qui l'accusent, et les indices que fournit sa propre correspondance, il obtint de l'en-

nemi, auquel il a vendu ce succès, une retraite moins précipitée. Il commet de sang-froid le crime horrible de laisser dans Manheim un corps de neuf mille Français, qu'il destine à être massacrés, et qui en effet, investis, dans une ville mal fortifiée, par toute une armée victorieuse, meurent sans pouvoir rendre leur bravoure utile à leur patrie.

Après ces succès, les Autrichiens crurent avoir épuisé tout ce que leur promettait la défection secrète d'un homme aussi important que Pichegru. La conclusion de cette trame fut un armistice entre les armées françaises et autrichiennes sur les bords du Rhin. Bientôt après, le général Pichegru envoya sa démission. Elle fut acceptée; et, ce qui caractérise dans le directoire une

défiance secrète, Pichegru fut nommé à l'ambassade de Suède. Il refusa ce poste avec hauteur, et se retira dans sa ville natale. Tout confond dans ce dénouement pacifique d'un complot odieux. Voici des conjectures vraisemblables, à défaut de faits positifs. L'Autriche, fatiguée de supporter presque seule le poids d'une guerre continentale qu'elle avait commencée avec de si nombreux alliés, avait besoin de se préparer à un second effort. La victoire de Clairfait sur le général Jourdan avait été trop aidée par la fraude pour communiquer cette impétuosité qui fait d'un combat heureux une suite de triomphes. L'expérience faite sur Dumouriez avait appris aux Autrichiens que la perfidie isolait tout général français de son armée.

Quant à Pichegru, sa gloire et sa popularité survivaient à des échecs dont il était la cause, et dont il se donnait comme le réparateur. Il présentait l'armistice qu'on devait à ses soins, à l'éclat imposant de son nom, comme le gage d'une paix glorieuse, et comme un hommage indirect que l'Autriche rendait enfin à la république française. En désignant et en obtenant pour son successeur le général Moreau, dont les talens militaires s'étaient développés à son école, il est probable qu'il ne se flatta point de trouver en lui le continuateur de ces trames, mais au moins un homme qui les couvrirait d'un profond oubli, et qui en effacerait les traces. Dans sa retraite d'Arbois, qui dura plus d'un an, il ne décela jamais les pensées inquiètes

d'un traître. Ses loisirs n'eurent pas toute la dignité de ceux d'un héros; il se montra plutôt ami de la simplicité qu'ami des mœurs.

Nous verrons dans la suite de ce livre sous quels tristes auspices il sortit de cette retraite. Mais, après un tableau si affligeant, et sur lequel je regrette de n'avoir pu répandre plus de lumière, l'histoire vient m'en indiquer un plus difficile encore à tracer, par l'éclat dont tous les faits y brillent; je veux parler de la première campagne de Bonaparte en Italie. Cependant je ne regrette point ici les bornes étroites d'un précis historique; les victoires de Bonaparte se peignent si vivement à l'imagination, que je me félicite d'avoir un cadre qui peut se conformer à leur rapidité : elles ne

font point un brillant épisode à une révolution terrible, elles en amènent le dénouement.

Au milieu de leurs succès, les républicains français n'avaient encore osé aspirer à la conquête de l'Italie. Déjà pourtant ils avaient franchi les Alpes; mais la crainte d'attaquer le roi de Sardaigne entre toutes ses forteresses, et l'Autriche, plus près du centre de sa vaste domination; une crainte plus confuse, mais plus pressante encore, celle des profondes vengeances et des soudains retours du peuple italien, semblaient élever d'autres Alpes devant les Français. Un jeune officier d'artillerie avait distrait sa pensée des tristes images que lui offrait une ville française à reconquérir sur les Anglais, en concevant le plan de la

conquête de l'Italie. Méconnu, persécuté même après des exploits déjà éclatans, Bonaparte, entre tous les projets que suggère une ame ardente, calculait avec plus d'exactitude, développait avec plus de feu le projet favori qui exerçait son génie sans relâche. Il arriva que les dépositaires de l'autorité dûrent tout à son bras. Il demanda et il obtint sa récompense en Italie : il avait 26 ans. La victoire de Loano, remportée par le général Schérer, avait été souillée par l'indiscipline, et presque anéantie par l'inaction des vainqueurs. Depuis plusieurs mois, ils se consumaient sur un territoire infertile, oubliés de leur patrie, et n'occupant plus qu'un petit nombre de bourgades piémontaises ou génoises. Le nouveau général ne

montra d'autre remède à leurs souffrances que la victoire : quand on lui objectait le manque absolu de différens objets qui paraissaient nécessaires pour entrer en campagne : J'ai assez, disait-il, si je suis vainqueur, et trop si je suis vaincu. L'armée d'Italie, accrue de celle qui avait porté la terreur dans l'Espagne, était de beaucoup inférieure en nombre aux armées que la ligue avait mises en mouvement au-delà des Alpes. Mais l'imminence du péril n'avait encore été sentie que par l'Autriche et le roi de Sardaigne. Le pape et le roi de Naples n'étaient pas encore prêts ; l'Autriche pressait en vain ces alliés d'envoyer les forces qu'ils avaient promises au nombre, l'un de 20, l'autre de 40 mille hommes. Seulement un corps

de cavalerie napolitaine, parfaitement équipé, avait joint auprès de Milan l'armée autrichienne. Quarante cinq mille Allemands, sous le commandement du général Beaulieu, devaient seconder 50 mille Piémontais sous le commandement du général Colli. Ces forces, il est vrai, n'étaient point encore rassemblées : les forteresses du Piémont, différens points à défendre sur les Alpes, en occupaient une partie. Le comte de Beaulieu surpassait la plupart des généraux autrichiens en audace et en activité. Il se plaisait à préparer des attaques impétueuses et bien masquées. Chasser les Français des conquêtes qu'ils avaient faites dans l'état de Gênes, leur faire repasser les Alpes, n'était rien pour lui. Il espérait descendre à son tour

de ces montagnes, fondre sur le comté de Nice, qu'on pouvait supposer ennemi du joug français, et pénétrer en conquérant dans le midi de la France.

Il n'attend point que le cabinet de Vienne ait tenu envers lui toutes ses promesses, et lui ait envoyé tous les renforts dont l'armistice conclu sur les bords du Rhin permet de disposer. L'armée piémontaise se tient prête à seconder ses mouvemens. Il attaque les Français, dont les postes s'étendaient à quelque distance de Savone. Le 20 germinal (9 avril 1796), il se présente devant Voltri, que le général Servoni défendait avec trois mille hommes. Celui-ci, après un combat inégal, se replie à la faveur de la nuit, et le lendemain tous les postes avancés

des Français sont attaqués à la fois. Beaulieu a la fougue d'un jeune capitaine, Bonaparte a les ressources d'un vieux guerrier. Ce dernier rassemble des corps d'élite pour tourner l'ennemi. Il ne précipite pas, il dissimule ses moyens d'attaque et de défense. Plusieurs redoutes des Français sont emportées : celle de Montenotte était défendue par le chef de brigade Rampon, à la tête de quinze cents hommes. Quinze mille ennemis, et Beaulieu en personne, s'acharnent en vain jusqu'à la nuit à l'attaque de ce poste. Les soldats avaient juré devant l'intrépide Rampon de mourir tous dans la redoute avant d'y laisser pénétrer l'ennemi. Lorsqu'après avoir abattu sous leur feu de longues files d'Autrichiens, ils voient ceux-ci arrivés à la portée

du pistolet, ils renouvellent leur serment : *Mourons tous dans la redoute !* Ils ne craignent point de manquer de poudre, n'ont-ils pas leurs baïonnettes ? Cependant Bonaparte, qui avait compté sur cette troupe de héros, met à profit leur constance, développe tout son plan de bataille. Par ses ordres, deux divisions étaient descendues précipitamment des flancs des montagnes. L'une, sous le commandement du général Laharpe, vient sur la droite tourner les Autrichiens, qui attaquaient la redoute de Montenotte, les taille en pièces, les met en fuite ; l'autre, commandée par le général Massena, faisait un mouvement beaucoup plus étendu pour tomber sur les derrières de l'armée austro-sarde. Le lendemain 11 avril, tandis que

le combat se rengage entre les deux généraux en chef auprès de l'inexpugnable Montenotte, Massena tombe sur tous les corps qui se mettaient en route pour porter du secours à Beaulieu. Les Autrichiens, les Sardes sont coupés, et ne peuvent plus se réunir. Voilà la première victoire de Bonaparte, voyons comment il la poursuit.

Des passages qui semblaient ne pouvoir être tentés que par le désespoir d'une armée vivement poursuivie sont franchis rapidement par l'armée victorieuse. Le lendemain du combat, le général Beaulieu voit les drapeaux français sur la plupart des hauteurs qui le dominent : ces mouvemens tendent à le séparer de l'armée piémontaise, sur laquelle il s'appuyait avant la journée de Mon-

tenotte. Tous les corps français prennent des routes séparées, et se dirigent vers un centre commun de ralliement. Bonaparte s'avance dans le Montferrat; les gorges de Millesimo sont forcées par le général de division Augereau; Ménard et Joubert tiennent enveloppé un corps de quinze cents grenadiers autrichiens commandés par le lieutenant-général Provera : dignes émules de leurs vainqueurs, ces généreux soldats veulent imiter l'héroïsme des défenseurs de la redoute de Montenotte. Provera les conduit en silence, en bon ordre, vers une colline escarpée dont ils se hâtent d'occuper les hauteurs. Les ruines d'un vieux château leur offrent des retranchemens. Les Français ne pouvaient se résoudre à différer l'attaque,

quoique le jour fût sur son déclin. Le général Joubert, que nous voyons s'annoncer, et que trop tôt nous verrons mourir par l'excès du courage, escalade, avec sept grenadiers, ces ruines qui sont devenues une forteresse. Resté seul de ses compagnons, et blessé à la tête, il descend sans précipitation. Trois colonnes et trois attaques sont encore repoussées par les grenadiers de Provera. La nuit est venue, Provera respire. Mais Bonaparte s'est avancé, et, dans cette nuit même, une enceinte d'épaulement et des batteries d'obusiers se forme autour des quinze cents Autrichiens, qui tentent en vain de s'échapper.

Le mouvement ordonné par Bonaparte s'était développé. Beaulieu, qui voulait s'avancer au secours de

Provera, voit, dans la matinée du 25, sa gauche attaquée et débordée par Massena, près du village de Dégo. Trois colonnes, dont deux ont passé la Bormida, ne lui ont pas permis de rassembler ses forces. Il est vaincu successivement sur tous les points, et sa déroute lui coûte encore plus que celle de Montenotte. Provera, vivement attaqué par le général Augereau, avait enfin rendu les armes. En quatre jours, l'armée autrichienne se trouvait déjà diminuée de quinze mille hommes.

Un vieux général, après de tels revers, ne devait plus paraître occupé qu'à chercher dans les ressources de l'art des moyens d'assurer sa retraite. Tel n'était point le comte de Beaulieu; nulle action n'était plus téméraire à ses yeux,

dès qu'il pouvait la couvrir d'un stratagème. Après trois jours de défaite, il médite de surprendre, dans la nuit même, les ennemis; il croit qu'on ne peut supposer trop de confiance à des vainqueurs, à des Français, à un général de vingt-six ans. Il compte sur leurs fatigues, et il oublie les siennes. Il a rassemblé sept mille hommes d'élite. Il se glisse, avec toutes les précautions d'une embuscade nocturne, jusqu'au village de Dégo. Il y attaque, avec la baïonnette, les Français en désordre. La générale bat dans tous leurs campemens: ils sont frappés d'un grand étonnement, mais qui n'est mêlé ni de confusion ni de terreur. Bonaparte, dont l'imagination est toute remplie des chants d'Homère et d'Ossian, jouit de l'approche d'un

combat assez semblable à ceux qu'ont décrits ces poètes immortels.

Le jour a montré le peu de forces, mais non le peu d'intrépidité des corps commandés par le général Beaulieu. Trois attaques ont échoué contre le village de Dégo; la quatrième est combinée avec une telle vigueur, que Beaulieu se retire en laissant la moitié de sa petite armée prisonnière, et toujours combattant avec le reste. Il fallut dès-lors qu'il abjurât toute témérité devant le général français. Sa retraite vers l'armée piémontaise était coupée. Il fuit précipitamment par les routes d'Acqui et de Gravi, pour aller se couvrir des remparts de Tortone, heureux s'il y reçoit quelques renforts des armées du pape et du roi de Naples.

Bonaparte voyait devant lui les forteresses redoutables que des princes guerriers avaient tour à tour opposées à l'Autriche et à la France ; mais le roi de Sardaigne, renfermé dans son palais, attendait en vain de son peuple un dévouement dont il ne montrait pas l'exemple. Toutes les mesures qu'une sombre exaltation et un enthousiasme presque féroce avaient inspirées en France à l'approche de l'invasion ennemie, il les imitait languissamment et sans succès. Une levée d'armes, qui comprenait tous les hommes non-mariés depuis 16 jusqu'à 30 ans, avait produit plus de révoltés que de soldats. Le général Kellermann, qui, des montagnes de la Savoie, menaçait le Piémont sur d'autres points, faisait une diversion aux forces qui

devaient résister à l'attaque foudroyante de Bonaparte : C'était un malheur pour le roi de Sardaigne que d'avoir à garder trop de montagnes escarpées, trop de fleuves et de torrens, et surtout trop de forteresses, devant des ennemis habitués à franchir tous ces genres d'obstacles. Le Piémont d'ailleurs était dans cette situation critique que tant d'états de l'Europe ont connue en même temps, et pour leur désastre. Les grands et une partie du peuple des villes étaient plus éclairés que la cour ; les gouvernés l'emportaient, pour l'activité et l'étendue de l'esprit, sur le gouvernement. De là les prétentions de toutes les familles puissantes, de tous les corps ; de là enfin la ligue de tous les privilégiés contre le souverain.

qui distribuait les priviléges. La maison de Savoie et la maison de Bourbon n'avaient semblé multiplier entre elles les alliances que pour tomber d'une chute commune : ainsi que la cour de Versailles, la cour de Turin avait perdu toutes les forces et toutes les ressources que donne une prévoyante économie. Le désordre des finances ne s'était point, il est vrai, élevé dans le Piémont au même excès que dans la France ; mais un plus faible fardeau de dettes accable dans la même proportion un plus faible état.

On eût dit qu'un long séjour parmi la nation piémontaise avait révélé à Bonaparte toute la faiblesse de son gouvernement. Ce fut pour lui comme une même pensée de le dompter par ses armes, et de l'en-

chaîner par sa politique. Vingt jours suffirent à l'exécution de ce projet.

Le général Colli, qui commandait les troupes sardes, se voyant forcé d'abandonner toutes les dispositions militaires qu'il avait concertées avec Beaulieu, s'était retranché auprès de Ceva, sur les bords du Tanaro, qui n'était pas alors guéable, et dont les ponts avaient été coupés. Le 27 germinal, il y fut attaqué et forcé par les généraux Augereau et Serrurier. Cependant il avait pu soutenir le combat jusqu'à la nuit. Il choisit, en militaire habile, une autre position sur la même rivière, à son confluent avec celle de Cursalia. Il avait garni leurs bords escarpés de fortes batteries; ses lignes protégeaient la place de Mondovi. Bonaparte arrive,

juge cette position, en reconnaît toute la force, et se propose de faire combattre le général Colli sur un autre terrain. La ligne des Piémontais était étendue ; leur armée avait été réduite par des échecs journaliers. Ils s'effrayèrent dès qu'ils virent Massena qui, après avoir passé le Tanaro sur un pont jeté auprès de Ceva, tournait leurs retranchemens. Ils les abandonnèrent dans la nuit du 2 au 3 floréal. Ils arrivèrent à Mondovi ; ils y furent atteints. La victoire ne fut pas long-temps indécise. Une redoute emportée à la baïonnette découvrit les flancs des Piémontais. Treize cents prisonniers, huit pièces de canon attestèrent le désordre de leur retraite. Bonaparte entra le soir même à Mondovi ; et, pénétrant à travers la ligne des for-

teresses, négligeant celles dont le siége eût arrêté sa marche, emportant celles qui ne demandaient à son armée que des efforts de courage, sans crainte sur Coni et maître de Cherasco, il s'avança sur Turin. Déjà il est à ses portes. Cette capitale, si bien fortifiée, n'est affaiblie que par la présence de son souverain. Tous les embarras d'un siége à soutenir au milieu d'une population considérable et mécontente se calculent, s'exagèrent. Bonaparte fait répandre adroitement quelque espérance de conciliation ; elle est avidement saisie. On parle d'armistice ; le roi de Sardaigne l'implore. Bonaparte s'en défend, le fait désirer encore davantage, y met un prix, et ce prix, c'est l'occupation des principales forteresses du Piémont qu'il

ne possède point encore : Coni, Exilles, Suze, le château Dauphin, Tortone et Alexandrie. Le roi de Sardaigne paraît heureux de ce qu'on lui conserve encore Turin. Il accepte ces conditions ; il en sentira tout le poids. Cet armistice fut un traité auquel le directoire n'eut plus à donnner que des formes diplomatiques, et, de tous les traités qu'avait conclus la France depuis plus d'un siècle, le plus avantageux. Les républicains français n'avaient encore célébré dans leurs triomphes militaires que la gloire de leurs armées ; ils affectaient d'y voir peu, et surtout ils n'y voyaient pas long-temps celle de leurs généraux. Bonaparte venait de les frapper d'un tout autre éclat. Le directoire s'applaudissait des victoires de Montenotte, de Mil-

lesimo, de Mondovi, parce qu'il leur devait un lustre momentané. La paix de Turin attirait surtout l'attention des hommes exercés aux conjectures politiques: l'on vit qu'un général jeune, actif et prudent, trouvait dans son génie plus d'une manière de changer le destin des nations. Les traits brillans que, seul entre les généraux français, Bonaparte osait prodiguer dans les relations de ses victoires, devinrent populaires. Il allait marcher à une seconde conquête, celle de la Lombardie. Il n'eut rien à demander au gouvernement français pour la commencer; l'armée d'Italie était plutôt celle de Bonaparte que celle du directoire.

Le général Beaulieu, campé loin de Turin, pressait la marche de tous

les corps autrichiens, napolitains, romains, qui pouvaient lui former une armée nouvelle. Il se flattait de pouvoir défendre contre Bonaparte le passage du grand fleuve de l'Italie. Tout ce que l'art de la guerre peut employer pour pénétrer les desseins de l'ennemi, il l'avait mis en usage pour s'assurer du lieu où Bonaparte devait passer le Pô. C'était à Valenze; tout le disait, tout le confirmait à Beaulieu. Bonaparte s'était assuré de cette place par l'armistice : elle a une forteresse qui domine le Pô. Toutes les divisions de l'armée française paraissaient se diriger vers Valenze. Des transfuges accueillis sans défiance par Beaulieu lui rendaient compte de tous ces mouvemens ; et cependant 15 cents hommes de troupes légères et 5 mille grenadiers

s'avançaient avec rapidité vers une rive du Pô fort éloignée. Ils sont vis-à-vis de Plaisance ; ils se sont assurés d'un grand nombre de bateaux. Là, nulle batterie ne défend l'accès du fleuve ; seulement deux escadrons de hussards avaient été attirés vers Plaisance, sur la rumeur de ces préparatifs, qu'à peine ils pouvaient croire. Ils voient, ils disputent un peu, ils cèdent ce passage, et dans deux jours toute l'armée française l'a opéré sans avoir rencontré l'armée autrichienne. Elle ne fut aperçue que lorsque déjà Bonaparte s'approchait de l'Adda. Un combat s'engagea auprès de Formio entre les deux avant-gardes. La victoire fut chèrement achetée par la mort d'un des lieutenans les plus intrépides de Bonaparte, le général

Labarpe : il fut blessé mortellement en chargeant à la tête de quelques hommes. Tout était soldat dans nos armées, mais surtout à l'armée d'Italie. Il fallut toute la présence d'esprit et toute l'intrépidité du général Berthier pour que l'ennemi ne profitât point du trouble qui se répandit parmi nos guerriers en apprenant la mort d'un des officiers les plus chéris et les plus estimés de l'armée.

Beaulieu, humilié de se trouver en toutes circonstances surpris par un ennemi que jamais il ne pouvait surprendre, voulait au moins se montrer supérieur à la fortune. Les ressources de ce vieux capitaine mettaient à une digne épreuve la gloire de Bonaparte. Il avait rassemblé tous les corps allemands ou italiens qui avaient cru marcher pour la défense

du Piémont, et qui n'étaient arrivés que pour celle de la Lombardie. Il avait tiré de cette province une artillerie formidable. Calme et sévère, il avait contenu cet esprit de mutinerie qu'on vit souvent dans les peuples italiens, toujours portés à désirer de nouveaux maîtres, depuis qu'ils obéissaient à des maîtres étrangers. Le Tyrol lui avait envoyé des troupes aguerries; une autre armée autrichienne marchait à son secours et n'était point arrêtée par la crainte de violer le territoire des états de Venise; la neutralité de cette république était un simulacre dont ne pouvait s'effrayer la cour de Vienne. Il fallait donc contenir les Français; c'était les vaincre que de parvenir à les retarder : jamais armée, même française, n'avait supporté de telles fatigues,

n'avait fait tant de marches forcées ni livré tant de combats en si peu de jours. Ces villes opulentes que Beaulieu semblait leur abandonner, telles que Milan, Pavie et Côme, offraient à ces vainqueurs un repos délicieux et perfide. L'imprudent et le magnanime François I.er avait cédé à une telle amorce. Bonaparte a pour principe de ne s'assurer du gage de la victoire qu'après avoir complètement vaincu. Il marche sur Beaulieu, et voici un combat d'activité qui s'élève entre les soldats français et les soldats autrichiens : les premiers passent les jours dans des marches bien calculées et régulières, quoiqu'elles aient toute l'impétuosité d'une course ; les autres emploient les jours et les nuits à élever des retranchemens étonnans pour leur

promptitude, leur art et leur solidité. Beaulieu s'est flatté de venger sur l'Adda l'affront qu'il a reçu sur le Pô; il en occupe tous les ponts jusqu'à son confluent; les bords escarpés de cette rivière, que la fonte des neiges rend encore plus rapide, sont hérissés de batteries; plus de stratagème qui puisse tromper le vigilant Beaulieu; il peut se porter sur tous les points menacés; il faut le vaincre dans des positions où quelques bataillons égalent une armée. Bonaparte marche sur Lodi.

Je transcris ici la relation qu'il fit d'un des exploits les plus éclatans de cette campagne.

« Je pensais (écrivit Bonaparte, du champ de bataille) que le passage du Pô serait l'opération la plus audacieuse de la campagne, comme la

bataille de Millesimo l'action la plus vive : mais j'ai à vous rendre compte de la bataille de Lodi.

« Mon quartier-général arriva à Cazal le 21, à trois heures du matin. A neuf heures, notre avant-garde rencontra les ennemis défendant les approches de Lodi. J'ordonnai aussitôt à toute la cavalerie de monter à cheval avec quatre pièces d'artillerie légère qui venaient d'arriver, et qui étaient attelées avec les chevaux de carrosse des seigneurs de Plaisance. La division du général Augereau, qui avait couché à Borquetto, et celle du général Massena, qui avait couché à Cazal, se mirent aussitôt en marche. L'avant-garde, pendant ce temps-là, culbuta tous les postes ennemis, et s'empara d'une pièce de canon. Nous entrâmes dans Lodi, poursuivant les

ennemis, qui déjà avaient passé l'Adda sur le pont.

« Beaulieu, avec toute son armée, était rangé en bataille. Trente pièces de canon de position défendaient le passage du pont. Je fis placer toute mon artillerie en batterie : la canonnade fut très-vive pendant plusieurs heures. Dès l'instant que l'armée fut arrivée, elle se forma en colonne serrée, le second bataillon des carabiniers en tête, et suivi par tous les bataillons de grenadiers, au pas de charge et au cri de *vive la républi-que !* L'on se présenta sur le pont : l'ennemi fit un feu terrible ; la tète de la colonne paraissait même hésiter. Un moment d'hésitation eût tout perdu : les généraux Berthier, Massena, Cervoni, le chef de brigade Lasne, et le chef de bataillon Dupas,

le sentirent, se précipitèrent eux-mêmes à la tête, et décidèrent le sort en balance.

« Cette redoutable colonne renversa tout ce qui s'opposa à elle ; toute l'artillerie fut sur-le-champ enlevée ; l'ordre de bataille de Beaulieu fut rompu : cette colonne sema de tous côtés l'épouvante, la fuite et la mort ; dans un clin-d'œil l'armée ennemie fut éparpillée. Les généraux Rusca, Augereau et Bayraud, passèrent, dès l'arrivée de leurs divisions, et achevèrent de décider de la victoire.

« La cavalerie passa l'Adda à un gué : mais ce gué s'étant trouvé extrêmement mauvais, elle éprouva beaucoup de retard, ce qui l'empêcha de donner. La cavalerie ennemie essaya, pour protéger la retraite de son in-

fanterie, de charger nos troupes; mais elle ne les trouva pas faciles à épouvanter. La nuit qui survint et l'extrême fatigue des troupes, dont plusieurs avaient fait dans la journée plus de dix lieues, ne nous permirent pas de nous acharner à la poursuite des Autrichiens. L'ennemi a perdu vingt pièces de canon et deux à trois mille morts.

« Si j'étais tenu de nommer tous les militaires qui se sont distingués dans cette journée extraordinaire, je serais obligé de nommer tous les carabiniers et grenadiers de l'avant-garde, et presque tous les officiers de l'état-major; mais je ne dois pas oublier l'intrépide Berthier, qui a été dans cette journée canonnier, cavalier et grenadier.

« Beaulieu fuit avec les débris de

son armée ; il traverse dans ce moment les états de Venise, dont plusieurs villes lui ont fermé les portes.

« Quoique, depuis le commencement de la campagne, nous ayons eu des affaires très-chaudes, et qu'il ait fallu que l'armée de la république payât souvent d'audace, aucune cependant n'approche du *terrible* passage du pont de Lodi. »

Le Milanais, si cher et si funeste à deux de nos rois chevaliers, fut le prix de la glorieuse bataille de Lodi. Beaulieu ne vit plus de refuge pour son armée que sous les remparts de Mantoue. Il s'en approcha en combattant toujours une avant-garde dont les attaques impétueuses dérangeaient toutes les combinaisons de sa retraite. Il osa à peine disputer le passage de l'Oglio : celui du Mincio

donna lieu à un nouveau combat, digne des héros de Lodi; le général Gardanne avait passé cette rivière à la tête de cinquante grenadiers. Telle fut la rapidité de tant de victoires, qu'elles avaient conduit en peu de jours les Français jusqu'à Vérone. Cependant le cabinet de Vienne avait songé à donner à Beaulieu un successeur dont le nom ne rappelât point une telle suite de défaites. Wurmser s'avançait pour le remplacer et pour confondre les débris de son armée dans une armée nouvelle: Wurmser avait éprouvé sur le Rhin l'une et l'autre fortune. La cour d'Autriche n'osait plus se confier qu'à la prudence des vieillards pour arrêter le jeune vainqueur, et les vieillards ne connaissaient plus de prudence devant lui.

Il n'y eut qu'un court intervalle entre la bataille de Lodi et le siége de Mantoue, si fameux par la variété de ses incidens. Mais dans cet intervalle, le sort de l'Italie changea de face; ses nombreux états reçurent tous le mouvement qui les entraînait à des destinées nouvelles.

Ce n'était plus l'Italie du seizième siècle; elle n'offrait plus cette foule de princes et de grands, fidèles à toutes les haines qui les divisaient entre eux, et plus fidèles encore à leur haine commune pour les Français, les appelant pour se venger et puis pour les trahir. Les Sforze, les Borgia, les d'Est, les Farnèses, les Urbins, les Colonnes s'étaient éteints, ou n'avaient plus que de faibles imitateurs. Les limites des états étaient depuis long-temps tracées et respec-

tées. On ne voyait plus s'allumer les fureurs de l'ambition, ni se méditer des crimes savans pour la conquête d'une bourgade. L'Italie avait plus ressenti les langueurs que les bienfaits d'une paix de cinquante ans. La splendeur de son commerce était éclipsée ; l'agriculture avait reçu des améliorations dans quelques états, tels que la Lombardie et la Toscane, mais ne faisait aucun progrès dans les états de l'Eglise, de Venise et de Naples. Le génie des beaux-arts avait rétrogradé en même-temps que le principe des richesses. Les étrangers faisaient le voyage de l'Italie dans le même esprit que les Romains faisaient autrefois le voyage de la Grèce, qui offrait à leurs regards mille chefs-d'œuvre dont les auteurs n'étaient plus. Les sciences

se cultivaient avec assez de succès, mais non pas avec une émulation rivale de Paris et de Londres. Les mœurs avaient affaibli, mais non changé leurs teintes primitives. Ce n'était plus cette astuce profonde, ni tout cet art exécrable enseigné par Machiavel et pratiqué long-temps avant lui ; c'était une dissimulation d'esclaves à laquelle le peuple italien s'était formé sous une longue succession de maîtres ou de conquérans étrangers.

Le trône pontifical était occupé par Pie VI, vieillard de mœurs douces, d'une piété indulgente, dont le caractère n'offrait ni les qualités brillantes ni les vices des papes qui, dans le quinzième et seizième siècles, parvinrent à repousser les Français de l'Italie. Les états de l'Eglise

avaient vu peu de règnes aussi longs que le sien. Il conservait jusque dans l'extrême vieillesse les avantages extérieurs les plus propres à faire reconnaître et à faire chérir un souverain et un saint pontif: les offices divins du Vatican, qui devaient être long-temps suspendus après sa captivité et sa mort, n'avaient jamais été célébrés avec une pompe plus imposante que par cet auguste vieillard. Son administration intérieure avait eu peu de vigeur et de suite; il s'était perdu dans des règlemens minutieux et contradictoires, qui ne soulageaient point la misère des campagnes romaines. Une entreprise digne d'un gouvernement paternel, le dessèchement des marais Pontins, n'avait point répondu à ses espérances: quelquefois ses sujets avaient

murmuré de ces dépenses infructueuses. Ils lui faisaient encore un reproche dont peu de ses prédécesseurs avaient été exempts; c'était d'avoir fait trop de sacrifices à l'illustration et à l'opulence de sa famille. Le chef de l'église avait vu avec indignation les entreprises de l'assemblée constituante de la France. depuis long-temps les foudres de Rome n'avaient eu autant d'effet que celles qu'il avait lancées contre la constitution civile du clergé. L'autorité du saint-siége eût repris une partie de sa force antique, si la ligue des rois eût été victorieuse. Pie VI entra comme souverain dans cette ligue. Il avait, en cette qualité, à venger la perte d'Avignon et du comtat Vénaissin. Dans nulle cité les Français n'étaient plus haïs que

dans Rome. Un d'eux nommé Basseville, revêtu du titre d'envoyé, y avait été indignement assassiné dans une émeute que le gouvernement avait laissé se former avec une négligence suspecte : en France, on avait juré depuis long-temps de venger la mort de Basseville.

Les victoires de Bonaparte semblaient le condamner à aller opérer la destruction du saint-siége. Les fureurs irréligieuses n'étaient plus, il est vrai, ce qu'elles avaient été sous la convention ; mais l'enthousiasme républicain semblait avoir besoin de venir s'alimenter sur les bords du Tibre. On ne parlait que de rebâtir le Capitole, de fonder une nouvelle république romaine : il n'était aucun des directeurs qui n'eût attaché le plus grand prix à cette

révolution. Lareveillère-Lepaux était celui de tous qui la désirait davantage : sa passion était excitée par les intérêts du culte théophilanthropique, qu'il espérait établir avec solidité sur les ruines de l'église romaine. Pour tout général français à qui la gloire n'eût pas donné un sentiment d'indépendance, marcher sur Rome eût paru un devoir, une nécessité impérieuse ; Bonaparte se contenta d'en faire la menace. Il connaissait le danger d'enfoncer son armée dans ce long et étroit espace de l'Italie qui est enfermé entre les deux golfes. L'armée autrichienne l'occupait plus qu'une armée sur laquelle il n'y avait pas de victoires glorieuses à remporter. Il osa accorder une trêve, et puis la paix au chef de l'église romaine ; il osa parler de lui avec une

vénération profonde; il lui imposa des sacrifices rigoureux; mais il le conserva sur un trône où lui seul, dans de telles circonstances, pouvait encore le maintenir. Le pape céda à la république française les légations de Bologne et de Ferrare, que Bonaparte avait déjà conquises, et toutes les côtes maritimes du golfe Adriatique, depuis les bouches du Pô jusqu'à la citadelle d'Ancône. Un mois après la signature de cette convention, une nouvelle prise d'armes eut lieu dans les états de l'église. On avait cru Bonaparte vaincu sur d'autres points. Le général français fit châtier avec rigueur les villages ferrarais qui avaient donné le signal de la révolte. Nous verrons qu'il eut à repousser et à pardonner une troisième tentative beaucoup plus sérieuse.

L'Italie entière fut reconnaissante des ménagemens qu'il eut pour le saint-père, comme si elle eût senti tout ce que cette modération avait de courageux. En France, les républicains les plus ennemis de l'autorité papale louèrent dans cette conduite de Bonaparte la prudence d'un guerrier, d'un conquérant qui connaît sa position et le génie des peuples ; le parti qui détestait les principes de la république nouvelle, et qui gémissait de ses triomphes, observa Bonaparte, et se vit forcé de lui donner des éloges sincères. Mais le temps devait venir où l'absence de ce général laisserait se développer en Italie un système funeste. Revenu de l'Egypte, il n'eut plus à rendre que des honneurs funèbres au pontife dont il avait en vain pro-

tégé la vieillesse, les vertus et le saint caractère.

En se détournant de Rome, Bonaparte sauva également des ravages d'une conquête le royaume de Naples. Un prince de la maison de Bourbon y régnait sans gloire. Occupé plutôt par goût que par politique à plaire à cette classe oisive, ignorante, à demi-barbare, qui, sous le nom de *lazzaronis*, inonde sa trop vaste capitale, il s'avilissait par ses amusemens, et n'était roi que pour s'y livrer. Une princesse autrichienne, une sœur de l'infortunée Marie-Antoinette de France, régnait auprès de lui, ou plutôt régnait à sa place. Née avec des passions ardentes, et croyant n'avoir plus à les contenir parce qu'elle était reine, elle avait choisi, dans M. d'Acton, un favori,

un premier ministre d'un caractère analogue au sien. Leur administration était plutôt remuante qu'active. Ils avaient des projets disproportionnés aux forces du royaume de Naples, et fort contraires aux principes de sa prospérité. Au lieu de faire renaître l'agriculture dans les Deux-Siciles, sur ce sol où la fable a placé sa naissance, où l'histoire nous montre peut-être ses plus grands progrès, ils attendaient leurs richesses d'un commerce qui n'existait pas encore; et, dans cet espoir, ils créaient, avec un faste insignifiant, une marine dont on ne pouvait deviner l'usage. Ils s'occupaient plus follement encore d'une armée de terre, qui ne cédait en habits éclatans, en beaux chevaux, à aucune des armées les plus célèbres

de l'Europe : six mille Napolitains, l'élite de cette armée, avaient paru, mais ne s'étaient point distingués au siége de Toulon. Les défaites de Beaulieu avaient été funestes à leur meilleure cavalerie. Bonaparte soumit l'orgueil de la reine de Naples à un armistice qui était une véritable rançon : elle payait huit millions de contributions à l'armée française.

De tous les états d'Italie, le mieux gouverné était le grand duché de Toscane. Le sage Léopold y avait opéré avec mesure, avec succès, la plupart des réformes et des améliorations que le fougueux Joseph II avait précipitées et manquées dans les états héréditaires de l'Autriche : l'archiduc Ferdinand maintenait cette administration paternelle. La cour de Florence n'offrait plus toute

la magnificence des Médicis, mais l'ordre s'y faisait partout remarquer. un esprit de règle, qui peut-être eût été minutieux dans un vaste empire, entretenait à la fois la paix, la subordination et l'activité parmi les heureux Toscans. Il y avait une sorte de courage de la part d'un prince autrichien à se déclarer neutre dans une guerre où l'Autriche était engagée pour de si grands intérêts. Le grand-duc était revenu à ce parti depuis que la chute de Robespierre lui avait permis de le prendre avec décence. Il avait été le premier des princes régnans qui reconnût la république française. Il lui avait envoyé un ambassadeur, le comte Carletti. Ce choix n'était point heureux ; le comte Carletti n'avait ni mesure, ni dignité : courtisan

trop vil du directoire, il l'offensa bientôt par une démarche qui, chez tout autre, eût paru assez noble, et qui, chez lui, parut ridicule. Lorsque madame, fille de Louis XVI, réclamée par la cour de Vienne, obtint la liberté d'aller pleurer auprès de ses parens les malheurs de sa famille, le comte Carletti demanda au directoire la permission d'aller lui présenter ses hommages, comme l'ambassadeur d'un souverain qui lui était attaché par le sang. Le directoire reçut sa demande avec indignation, et le congédia avec mépris. Le grand-duc condamna lui-même son ambassadeur, puisqu'il le remplaça. On ne sut ce qui devait étonner davantage de la complaisance de ce prince ou de la brusquerie du directoire. Bientôt les

Anglais, irrités de la neutralité du grand-duc, le traitèrent avec plus d'insolence. Ils prirent possession du port de Livourne, et ils en firent l'entrepôt de leur commerce dans la Méditerranée. Bonaparte, dans cette circonstance, ne suivit encore que sa politique et ses principes particuliers. De tous les gouvernemens ennemis de la France, celui qu'il haïssait le plus, était le gouvernement anglais. C'était à la lueur de Toulon et de notre flotte embrasée que s'était formée chez lui cette haine. Il voulait, non imiter un tel désastre, mais du moins le venger dans Livourne sur les nombreux vaisseaux anglais que renfermait ce port. Sans nuire à l'ensemble de ses opérations militaires, il détache, sous le commandement du général

Vaubois, une division habituée aux expéditions les plus rapides. Elle paraît s'avancer sur Pise, sur Florence. Le grand-duc s'effraie, intercède; mais déjà les Français suivaient la route de Livourne. Malgré un profond secret et beaucoup de célérité, les Anglais furent avertis du danger de leurs vaisseaux. Quarante bâtimens quittaient le port, lorsque les Français entrèrent dans Livourne. Bonaparte mit garnison dans cette ville; ce n'était qu'un faible prélude aux coups qu'il voulait porter aux Anglais dans la Méditerranée.

La coalition n'avait pas dédaigné les secours du duc de Parme : Bonaparte ne voulut point accabler un ennemi si peu redoutable; d'ailleurs sa soumission avait été prompte. Il reçut les Français dans ses états sans

paraître murmurer d'une hospitalité un peu onéreuse. Cette branche de la maison de Bourbon acquit, aux yeux de Bonaparte, des titres de recommandation qui devaient la faire bientôt passer sur un trône plus illustre. Le duc de Modène, le plus économe des princes de la maison d'Autriche, à l'approche de l'invasion française, trembla moins pour ses petits états que pour un trésor grossi par des épargnes sans doute un peu sordides, et qui s'élevait jusqu'à dix-huit millions. Il négocia avec tant d'habileté, que ses états furent conquis, et que la plus grande partie de son trésor fut sauvée.

La république de Venise, cette aristocratie robuste qui s'était maintenue au milieu de tant d'épreuves

diverses, avait tout à craindre des principes de la révolution française. Placée si loin de nos limites, elle se rassurait encore moins sur sa position que sur les précautions d'une police qui cachait ses rigueurs sous la folie et la licence des plaisirs. Mais la sagesse de la république de Venise ne s'étendait guère au-delà de la capitale, dont le régime intérieur passa long-temps pour un chef-d'œuvre de politique. Elle gouvernait les provinces de la Terre-ferme avec dureté, avec imprévoyance. Si elles avaient supporté ce joug avec impatience lorsque les sénateurs vénitiens jouissaient, comme par monopole, du commerce du monde; lorsque, survivant aux croisades, ils en recueillaient les fruits; lorsqu'ils bravaient l'empire

ottoman, et lui disputaient une grande partie de la Grèce, quel devait être le mécontentement de la Terre ferme depuis que tant de grandeur n'était plus qu'un souvenir importun. Cette république avait déclaré la neutralité, et n'avait point levé d'armée pour la protéger. Elle resta exposée aux entreprises de l'Autriche, qui faisait traverser à ses troupes le territoire de Venise chaque fois que l'urgence de ses périls le demandait. Le sénat paraissait toujours satisfait de ses excuses. Il avait fait un autre acte de complaisance pour la coalition en donnant au frère de Louis XVI Vérone pour asile.

Ce n'était pas la première fois que cette république recevait dans son sein des rois détrônés et des princes

fugitifs ; de fiers patriciens se complaisaient à voir ces illustres victimes de la fortune, à les étourdir plutôt qu'à les consoler par de longues saturnales où ils appelaient tous les plaisirs et toutes les précautions. C'était bien assez pour le nouveau prétendant d'être condamné à se soumettre au repos quand toute l'Europe paraissait armée pour sa cause ; il s'éloigna du moins des plaisirs bruyans et avilissans. Il s'occupait à Vérone de quelques mesures impuissantes, qu'il cherchait à faire passer pour des négociations. Le directoire de la république française en avait quelquefois conçu des alarmes. Il avait fait au sénat de Venise de sévères représentations que les victoires de l'armée d'Italie firent enfin écouter. Les Vé-

nitiens se virent obligés d'éloigner le prétendant. Il est plus dur encore de rompre que de refuser l'hospitalité; ils donnèrent leurs ordres avec une arrogance qui dissimulait en vain la peur. Louis Stanislas Xavier, dans son indignation, montra une juste fierté que ses malheurs précédens n'avaient encore que faiblement excitée. Il déclara qu'il quitterait Vérone aussitôt qu'on lui aurait rendu l'épée dont Henri IV avait fait présent à la république, et qu'on lui aurait présenté le livre d'or pour y rayer le nom de sa famille. Cette dernière condition lui fut accordée avec dédain : Nous sommes prêts, ajoute le sénat dans sa réponse, à vous rendre l'épée d'Henri IV, si vous nous rendez les onze millions que nos aïeux prê-

tèrent à ce monarque. Ceux qui faisaient cette froide ironie allaient bientôt cesser de dominer. Déjà l'armée française était entrée dans Vérone.

Bonaparte s'était occupé plus particulièrement à faire du Milanais un point d'appui à la nouvelle puissance des Français en Italie, ou plutôt à en faire le centre d'une Italie nouvelle. De ces différens états, le Milanais était depuis long-temps celui qui avait conservé le moins de gloire et d'indépendance ; aucun pays de l'Europe n'avait été plus souvent conquis. Ses discordes civiles n'avaient pas même été décorées du nom de liberté. A ne partir que du quinzième siècle, on voit le Milanais toujours agité sous les deux dynasties des Visconti et des Sforze,

et depuis, on le voit l'objet, le théâtre et la proie de longues guerres qui lui donnent une continuelle succession de maîtres français, espagnols ou allemands : sa destinée avait enfin paru fixée sous ces derniers. La maison d'Autriche gouvernait avec douceur un peuple dont elle avait plusieurs fois éprouvé l'inconstance ; la modération allemande assujettissait, sans trop d'efforts, la vivacité, ou plutôt la mobilité italienne. C'est parmi ce peuple que Bonaparte voulut créer un caractère national qui eût assez d'énergie pour entraîner des états voisins. L'entreprise était difficile ; il n'y a de liberté pour un peuple que celle qu'il a lui-même conquise : Bonaparte pouvait être considéré par les Italiens, défians et spirituels, comme

un nouveau Flaminius offrant à la Grèce dégénérée le bienfait illusoire de son antique liberté. La politique de Bonaparte modifia tous les principes de la révolution française en les portant dans le Milanais. Il ne mêla point à une réforme politique des entreprises irréligieuses ; il enleva aux nobles des priviléges, mais il les appela à des fonctions importantes. Il donna à la république qu'il créait des formes démocratiques ; mais il songeait plus sérieusement à lui donner la fixité d'une aristocratie tutélaire et modérée. Il ménagea toutes les institutions, hormis celles qui tenaient au régime féodal. Bientôt il appela aux armes un peuple qui avait toujours été si dangereux à ses conquérans. Il réunit sous ses drapeaux des soldats mila-

nais qui apprirent de lui à devenir les émules de la valeur française. Mais la république cisalpine, en naissant, comptait déjà dans son sein les ennemis les plus dangereux. Le peuple des campagnes recevait avec une sombre défiance le bienfait que les paysans français avaient reçu avec une joie féroce, celui de l'abolition des droits féodaux. Deux révoltes éclatèrent en peu de temps: la première avait son centre dans Milan même, et surtout dans Pavie; les paysans étaient entrés dans ces deux villes; et si leurs fureurs n'eussent été bientôt réprimées, l'armée française courait les plus grands dangers. Il suffit à Bonaparte d'entrer à Milan avec l'archevêque de cette ville pour y calmer la sédition. Pavie fut plus obstinée, et fut seule

punie. Déjà les rebelles avaient fait la garnison française prisonnière. Bonaparte, après d'inutiles sommations, fait enfoncer les portes de Pavie, délivre ses soldats, fait craindre quelque temps une vengeance inexorable, et la borne au supplice des moteurs les plus dangereux de cette sédition.

De nouveaux troubles éclatèrent bientôt dans le Milanais; la révolte s'était étendue avec rapidité dans les fiefs impériaux avoisinant d'un côté le Piémont, et de l'autre, la rivière de Gênes. L'armée française, qui déjà environnait Mantoue, était menacée dans toutes ses communications et dans ses points d'appui. Les courriers, les soldats français épars tombaient sous la faux, sous la hache des paysans furieux; les

convois étaient pillés. La vengeance fut prompte et terrible. Douze cents hommes que le général avait détachés de l'armée entrèrent dans les fiefs impériaux, montrèrent aux paysans attroupés leurs maisons consumées par l'incendie, fondirent sur eux, les dispersèrent, les firent assister au supplice de leurs chefs; et depuis, Bonaparte, porté par sa fortune et par la victoire à une longue distance de ces pays embrasés de haine et de fanatisme, n'eut plus rien à en craindre, rien à y punir.

Les opérations politiques que je viens de rapporter, ces lois nouvelles données à différens états, ces trèves, ces traités qui changeaient le sort d'autres états plus puissans, se consommèrent en moins de deux mois,

c'est-à-dire, depuis le 21 floréal, jour de la bataille de Lodi, jusqu'au 12 messidor, époque d'une nouvelle bataille encore plus terrible et plus glorieuse. Le général français, pour coordonner toutes les parties de ce vaste système, n'avait point cherché dans le palais de Milan un loisir studieux et paisible, il ne s'était point dérobé au tumulte des armes. Il avait fallu engager beaucoup d'actions pour opérer le blocus de Mantoue, et chacune d'elles avait été dirigée par Bonaparte. Il investissait cette place avec une grande partie de son armée, tandis que l'une de ses divisions pénétrait dans le Tyrol italien, veillait à ce que les armées autrichiennes ne pussent, en sortant des montagnes, surprendre le Milanais, tandis qu'une

autre faisait la conquête du Bolonais, du Ferrarais, appuyait toutes les menaces qui faisaient fléchir le Pape et le roi de Naples sous des conditions rigoureuses; tandis qu'une troisième, pénétrant dans la Toscane, venait ravir aux Anglais la possession de l'un des ports les plus utiles de la Méditerranée ; tandis qu'une quatrième enfin réprimait les révoltes de Pavie et des fiefs impériaux. Chaque partie du service de l'armée trouvait dans Bonaparte un inspecteur vigilant, ou plutôt le créateur de ses nouvelles ressources. L'infanterie acquérait une mobilité plus active et plus savamment calculée. La cavalerie se formait avec les excellens chevaux que fournissent les plaines de la Lombardie. Bonaparte ne cessait de perfectionner

l'une des plus précieuses inventions de son génie militaire ; je veux parler des compagnies de guides, troupe dont l'inconcevable vélocité surpassait tous les services qu'on avait encore tirés des troupes légères. L'artillerie, premier objet des études de Bonaparte, tenait de lui de nouvelles méthodes. On voyait dans tous les soldats de cette armée le rare mélange d'une obéissance passive et d'une curiosité ingénieuse qui les portait à pressentir les desseins de leur général. Bonaparte, qui s'en applaudissait, en conçut pourtant quelquefois de l'inquiétude : on en jugera par ce trait qu'il a lui-même rapporté dans ses relations, toutes semées d'anecdotes de ce genre. Un jour un chasseur, à l'approche d'une action qui paraissait difficile, s'a-

vança près du général, et lui indiqua comme nécessaire l'opération même que celui-ci avait méditée : *Malheureux ! veux-tu bien te taire*, reprit le général, qui ne craignait plus d'être trahi que par la sagacité de ses soldats. Après le combat Bonaparte ne trouva plus ce chasseur, qu'il voulait faire officier.

La subordination de tous les généraux, de tous les officiers supérieurs, au jeune homme de vingt-six ans qui les commandait, tenait encore moins à l'éclat de sa gloire qu'à l'énergie de son caractère. Il régnait une vive émulation entre les généraux Joubert, Massena, Augereau, Serrurier, Dallemagne, Guyeux, Vaubois, Murat, Lannes, Rampon, à qui serait le meilleur des lieutenans de Bonaparte; nul ne

songeait à devenir son rival. Le général Berthier, qui le secondait de tous ses talens militaires et de son intrépidité, était son compagnon le plus assidu et le plus intime. Bonaparte avait auprès de lui un de ses frères âgé seulement de douze ans, et le jeune Eugène Beauharnais, qui se précipitaient dans tous les périls à la voix de l'honneur.

L'administration financière de l'armée d'Italie était florissante, et devait tout aux soins vigilans de Bonaparte. C'était un contraste frappant que celui de la tenue et des approvisionnemens des soldats de cette armée avec la pénurie qui souvent affligeait les soldats républicains dans d'autres armées également victorieuses. Quelques exemples de sévérité avaient intimidé des

fournisseurs infidèles. Ils spéculaient sur les victoires et les conquêtes, mais non sur la négligence du général, qui concluait et surveillait tous leurs marchés sans aucun intermédiaire. Les sources de cette prospérité étaient d'abondantes contributions levées dans les pays qui, depuis plus d'un siècle, n'avaient pas connu les fléaux de la guerre. Elles s'élevaient ou se modéraient suivant les vues politiques du général. La république nouvelle, qu'on appelait Lombarde, n'en supportait que la plus faible partie ; Bonaparte ne voulait pas avoir l'air de lui vendre les bienfaits de la liberté. Les contributions avaient été demandées plus rigoureusement au pape, au roi de Naples, aux ducs de Parme et de Modène ; elles avaient été

versées, en grande partie, dans le trésor de la république française. C'était une situation nouvelle que celle d'un général qui accablait de ses libéralités un gouvernement jaloux, ou prêt à le devenir. Par d'autres hommages, il flattait encore plus l'orgueil national. Il avait stipulé, dans toutes les trèves qu'il avait accordées aux différens souverains de l'Italie, que les artistes français viendraient choisir dans les galeries, dans les palais, dans les places publiques, les plus beaux monumens des arts dont ces lieux étaient décorés. Raphaël, Michel-Ange, le Titien, le Dominiquin, par leurs productions immortelles, payèrent la rançon de leur patrie. Plusieurs statues que Rome avait ravies aux Grecs, ou qu'elle avait

demandées à leur génie, transportées sur les bords de la Seine, vinrent faire l'ornement d'une ville qui se piquait à la fois d'être l'émule de Rome guerrière et de l'ingénieuse Athènes. Ce fut un nouveau prestige ajouté à l'effet des exploits de cette grande campagne. L'admiration fut telle, qu'elle put enchaîner quelque temps les discordes civiles; l'étude des partis n'était plus que de deviner Bonaparte; on épiait son caractère, ses opinions, non-seulement dans ses actes politiques et militaires, mais aussi dans les relations de ses batailles, dans ses discours aux souverains qu'il abaissait ou auxquels il pardonnait; et surtout dans ses proclamations à son armée, tout y étincelait de gloire.

J'ai à peine décrit la moitié de

cette première campagne, je suis arrivé au siége de Mantoue.

Quelle entreprise pour une armée peu nombreuse que la conquête de ce boulevard de l'Italie ! Ce n'était point seulement une vaste enceinte de murailles et d'excellentes fortifications qu'il fallait investir, c'était un lac, des marais dangereux, une rivière rapide qu'il fallait occuper. Les conquêtes de Bonaparte, toutes vastes qu'elles étaient, n'avaient pas mis en son pouvoir l'artillerie nécessaire pour un tel siége. Il avait à craindre de fatiguer son armée par des travaux lents et infructueux, et surtout de l'exposer à l'insalubrité du sol le plus malsain de l'Italie. Outre une garnison nombreuse et bien approvisionnée, sous le feu de laquelle il élevait ses travaux et

lançait sur le lac une flottille guerrière, il avait à repousser deux armées autrichiennes. Dans l'une, étaient les débris de l'armée de Beaulieu, qui s'étaient relevés par des renforts continuels ; l'autre était beaucoup plus redoutable. Sous la conduite de Wurmser, elle descendait du Tyrol, et se portait à la droite et à la gauche du lac de Garde. Depuis l'ouverture de la guerre, l'Autriche n'avait pas fait un effort aussi énergique et aussi bien calculé que celui-ci. C'était de son armée d'Allemagne, qui, depuis plus d'un mois, battait en retraite devant le général Moreau, qu'elle avait osé détacher une partie de ses meilleures troupes pour les opposer à Bonaparte. Le cabinet de Vienne savait enfin prévoir les mouvemens

concertés entre nos armées à de longues distances ; il ne doutait pas que le général Bonaparte ne tendît bientôt à traverser le Tyrol pour établir ses communications avec l'armée du général Moreau, qui, par une suite de victoires vivement disputées, allait se placer au pied de ces montagnes. Ce fut Bonaparte que l'Autriche parut craindre davantage. Elle voulut l'accabler du poids de toutes ses forces. Déjà deux armées l'environnaient, une troisième se tenait prête à traverser les états de Venise ; une quatrième, qui devait suivre la même route, se formait à Vienne, sous l'inspiration de tous les nobles sentimens que l'honneur éveille dans une monarchie. Les jeunes gens les plus distingués de cette capitale s'armaient à la voix

de la patrie, à la voix de l'impératrice et de toutes les dames de la cour, et brûlaient de se mesurer avec l'armée de Bonaparte. C'est lui seul que nous allons envisager pendant toute la durée du siége de Mantoue. Après avoir exposé ce grand événement, nous cesserons quelque temps de suivre sa marche victorieuse, pour nous occuper des deux armées françaises qui, sous la conduite du général Moreau et du général Jourdan, étaient entrées en Allemagne. Nous dirons seulement que ces deux armées n'avaient connu que des triomphes lorsque le siége de Mantoue fut entrepris; que, longtemps avant la reddition de cette place, elles s'étaient retirées sur le bord du Rhin, et que Bonaparte

resta pour chercher une autre route de Vienne.

Le 11 thermidor, le feld-maréchal comte de Wurmser ayant déjà établi les communications de son armée du Tyrol avec l'armée autrichienne campée sous Mantoue, et qui était également sous ses ordres, se présente devant le poste de la Corona, qu'occupait la division du général Massena. Il la force à se replier. Au même instant, un second corps autrichien s'empare du poste de Salo; un troisième descend sur Brescia, l'emporte et fait poser les armes à quatre compagnies françaises. Bonaparte est placé entre deux feux; il faut marcher au secours de plusieurs de ses divisions errantes, et qui même ont été détournées des points de retraite qu'il leur a indiqués. Il est à découvert devant

Mantoue ; le temps presse ; il lève le blocus de Mantoue, abandonne avec précipitation une nombreuse artillerie, des bagages, et repasse le Mincio. Vous diriez qu'il fuit, il vole à la victoire. Cerné entre deux armées, il veut les isoler l'une de l'autre et les vaincre successivement. En trois jours il a repris tous les postes qui avaient été abandonnés. En arrivant à celui de Salo, les Français délivrent six cents de leurs braves compatriotes sous le commandement du général Guyeux, qui, depuis quarante-huit heures enfermés dans cette ville, s'y étaient retranchés dans un seul édifice, et de là bravaient le feu de l'ennemi et la faim. Un combat s'engagea auprès de Lonado. Le général Dallemagne, qui venait attaquer ce poste, y est attaqué lui-même : « J'étais tran-

quille, dit Bonaparte dans sa belle relation, la trente-deuxième demi-brigade était là. » La trente-deuxième et le général Dallemagne répondent à la confiance de Bonaparte. Voilà déjà plusieurs jours qui se passent en combats : voici deux batailles qui durent quatre jours. La fortune se montre d'abord contraire à Bonaparte. Dans la journée du 15, il reperd la plupart des postes qu'il avait reconquis. Salo est encore une fois abandonné, Castiglione est livré aux Autrichiens par le peu d'intrépidité d'un général français. Les événemens du lendemain 16 sont plus heureux; Salo est repris par le général Guyeux, et Castiglione l'est par Augereau. Les Autrichiens se défendent avec courage à Lonado, qu'attaque le général Massena : les

Français plient, reviennent à la charge. Lonado est en leur pouvoir. L'ennemi perdit, dans cette journée, plus de huit mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Rien ne contribua plus à augmenter le nombre de ces derniers que la vitesse et l'intrépidité du fameux corps des guides. Le chef de brigade Junot avait reçu dans cette journée l'ordre de se mettre à leur tête : il tomba sur un régiment autrichien qui se retirait en assez bon ordre. « Au lieu « de s'amuser à charger la queue, il « fit un détour par la droite, prit de « front le régiment, blessa le colo- « nel, qu'il voulut faire prisonnier, « lorsqu'il fut lui-même entouré, « après avoir tué six hommes, et « jeté dans un fossé, blessé de plu- « sieurs coups de sabre. Un autre

« corps arrive : les Autrichiens fuient
« en désordre et au hasard. Le géné-
« ral Augereau, qui se distingua ex-
« trêmement dans cette journée,
« eut à combattre et vainquit des
« forces doubles des siennes. »

Wurmser ne pouvait se résoudre à s'avouer vaincu. Le lendemain d'une défaite, il se prépare encore à une bataille. Ecoutons Bonaparte qui rend compte d'un des événemens les plus remarquables de sa vie, et surtout d'un des traits qui caractérisent le mieux l'étonnante présence d'esprit dont il est doué :

« Le sort de l'Italie n'était pas
« encore décidé. Wurmser avait réu-
« ni un corps d'infanterie de vingt-
« cinq mille hommes, une cavalerie
« très-nombreuse, et sentit pouvoir
« encore balancer le destin. De mon

« côté, je donnai des ordres pour « rassembler toutes les colonnes de « l'armée. Je me rendis moi-même « à Lonado pour voir les troupes que « je pourrais en tirer.

« Mais quelle fut ma surprise, en « entrant dans cette place, d'y re- « cevoir un parlementaire qui som- « mait le commandant de Lonado « de se rendre, parce que, disait- « il, il était cerné de tous les côtés ! « effectivement, les vedettes de ca- « valerie annonçaient que des co- « lonnes ennemies touchaient à nos « grands gardes, et que la route de « Brescia à Lonado était coupée au « pont de San-Marco. Je compris « sur-le-champ que ce ne pouvaient « être que les débris de la division « coupée, qui, après avoir erré et « s'être réunis, cherchaient à se

« faire un passage. Je n'avais à Lonado qu'environ douze cents hommes. J'appelai le parlementaire. « Je lui fis débander les yeux : je lui « dis que si celui qui l'envoyait avait « la présomption de prendre le général en chef de l'armée d'Italie, « il n'avait qu'à s'approcher, qu'il « devait savoir que j'étais à Lonado, « avec l'armée républicaine, et que « si, sous quelques minutes, sa « division n'avait pas posé les armes, « je ne ferais grâce à aucun. Le parlementaire parut fort étonné de « me trouver là, et un instant après « toute cette colonne posa les armes. « Elle était forte de quatre mille « hommes. »

Le 18, tout était prêt pour une nouvelle bataille. Les deux armées étaient en présence. Celle de Wurm-

ser égalait encore, malgré les pertes qu'elle avait éprouvées les jours précédens, l'armée de Bonaparte, qui, depuis l'ouverture de la campagne, n'avait reçu que des renforts peu considérables. Mais Wurmser n'osait attaquer. Bonaparte feint un mouvement rétrograde pour l'attirer sur lui. L'armée autrichienne s'avance, le général Serrurier tourne la gauche; l'adjudant-général Verdières attaque une redoute qui couvrait le centre. Le chef de bataillon Marmont dirige contre ce poste vingt pièces d'artillerie légère, et s'en rend maître. Le centre des Autrichiens est percé par le général Augereau. Massena enfonce leur droite; il est secondé par toute la cavalerie sous les ordres du général Beaumont.

Aucune victoire des Français n'a-

vait eu encore d'aussi brillans résultats. L'ennemi perdit dix-huit pièces de canon, tous ces caissons d'artillerie, douze à quinze mille hommes faits prisonniers, six mille hommes tués ou blessés. La perte des Français n'est pas bien constatée; les premières actions, qui leur avaient été désavantageuses, leur avaient coûté près de deux mille hommes.

Wurmser, qui n'a débloqué qu'un moment Mantoue, l'abandonne aux forces nouvelles qu'il a pu y faire entrer. Il se retire dans les montagnes du Tyrol. Il y est suivi par le vainqueur. Il cherche des lieux inexpugnables; il y sera vaincu. Bonaparte est arrivé auprès de Trente; une grande partie de son armée a repris le blocus de Mantoue; un mois a été employé aux dispositions

du siége, pour lequel la grosse artillerie manque encore. L'actif, l'opiniâtre Wurmser pourrait profiter du temps où on le laisse respirer. Le 18 fructidor, Bonaparte livre une nouvelle bataille, c'est celle de Roveredo; lutte terrible où le courage était encore enflammé par l'aspect des lieux sauvages qui en étaient le théâtre. Il fallait, pour vaincre Wurmser, pénétrer dans une gorge étroite que l'Adige remplit presque seul, et où ce fleuve semble toucher à des montagnes coupées à pic. L'artillerie légère renverse tout ce qui s'élevait sur les flancs de cette gorge. Au même instant, les colonnes gravissent sur des rochers inaccessibles pour tous autres que des Français. On emporte cette position; on tourne Wurmser; on lui fait sept mille

prisonniers. Le lendemain matin, on entre dans la ville de Trente; mais Wurmser se présente en bataille derrière la rivière de l'Arisio. A l'aspect des forces qu'il y déploie, les Français, qui avaient marché soixante heures, oublient leurs fatigues. Le pont est emporté au pas de charge. Wurmser quitte les bords de l'Arisio pour se cacher quelque temps derrière ceux de la Brenta. Tout le Trentin devient la conquête de Bonaparte.

Qui n'admirerait ici Wurmser et le courage indomptable qui résiste à plus de soixante ans de travaux militaires; qui se relève après de tels revers, et qui ne cesse de défier la constance et le génie de son jeune vainqueur? Il pensait que Bonaparte continuerait à remonter l'Adi-

ge; et chercherait, en suivant la chaîne des montagnes, à établir ses communications avec une division de l'armée du général Moreau, qui s'approchait des sources de l'Inn. Mais Bonaparte ne savait pas vaincre incomplètement, et quel que fût le plan de ses opérations à venir, il ne voulait plus qu'il y eût en Italie une armée de Wurmser. Il ne le perd pas de vue un seul instant; il le poursuit de position en position; il veut le forcer à ne plus tenter que les ressources du désespoir. Déjà Wurmser ne se confie plus aux montagnes : il a vu que, loin de retarder, elles ne font que précipiter les victoires des Français. Il cherche la plaine; il se rapproche de Mantoue; il veut inquiéter Bonaparte sur ses communications. Réussira-t-il une

seconde fois à faire lever le blocus? mais à mesure qu'il fait ses dispositions, Bonaparte le suit lui-même par derrière, taille en pièces tout ce qu'il rencontre de son arrière-garde. D'un côté, il le chasse sur Mantoue; de l'autre, il lui défend l'approche de cette ville. Par où le lion cerné s'ouvrira-t-il un passage? Wurmser est forcé de livrer une bataille à Bassano. Il est vaincu; il n'a d'autre espoir que de se jeter dans Mantoue. Il tente la route de Vérone; il est repoussé de cette ville par un corps que la prévoyance du général Français y a placé. Il prend une autre route; il marche pendant toute la durée des jours et des nuits. Il combat tous les corps qui l'ont gagné de vitesse. Le désespoir a redoublé ses forces; il perce les lignes

de l'armée assiégeante là où elles sont moins épaisses. Il a le bonheur de trouver un pont, celui de la villa Imprenta, qu'on avait négligé de couper, malgré l'ordre de Bonaparte. La fortune, comme par une compensation de toutes ses rigueurs pour un généreux vieillard, lui avait réservé cet unique moyen de salut. Il a atteint le terme de sa course, il entre dans Mantoue; mais l'armée qu'il commandait à perdu dans ces différens combats plus de quarante mille hommes, et Bonaparte enferme le reste dans Mantoue.

Cependant des deux armées françaises qui semblaient se partager la conquête de l'Allemagne, et dont les progrès ultérieurs auraient fait une diversion si favorable à Bonaparte, l'une fuyait, l'autre se retirait. Le

général Jourdan avait éprouvé une défaite complète; le général Moreau se trouvait engagé dans une position terrible, d'où ses talens militaires le firent sortir avec gloire. L'archiduc Charles avait rendu aux armées autrichiennes une confiance que de si longs revers avaient abattue. Le cabinet de Vienne redoublait d'efforts. Les subsides de l'Angleterre favorisaient de nouvelles levées, qu'excitait encore mieux l'enthousiasme national. C'était chez les Hongrois surtout qu'un zèle héroïque se manifestait; tous les jeunes guerriers étaient excités par le récit du glorieux malheur de Wurmser. Un nouveau général, le feld-maréchal marquis d'Alvinzi, avait été nommé pour commander une troisième armée d'Italie, qui s'élevait à cinquante mille hommes.

La république de Venise faisait plus que de livrer passage à cette armée, elle lui fournissait tous les genres de secours; elle ouvrait pour elle ses arsenaux, ses magasins. Elle excitait sourdement les fureurs du peuple des villes et des campagnes contre les Français qui s'y trouvaient répandus. Je ne sais quelle funeste illusion lui montrait dans Bonaparte, destructeur de deux puissantes armées, un général vaincu, ou près de l'être. La même erreur agitait des états voisins, mais surtout ceux du pape. L'Italie luttait par des assassinats contre tant de victoires. Bonaparte n'avait plus rien de fidèle autour de lui que son armée. Peut-être répugnait-il à sa fierté de demander au directoire des renforts pour réparer les pertes qu'il avait dû faire dans

un si grand nombre de batailles et de combats ; et d'ailleurs ces renforts étaient dus bien plutôt aux deux armées d'Allemagne, que la fortune avait abandonnées. L'opinion publique en France avait été moins frappée de ses derniers succès que des précédens. Bonaparte était placé entre les inquiétudes des républicains et les murmures des royalistes, qu'une admiration involontaire pouvait seule contenir. Tous ces chagrins pesaient sur son ame, sans cependant troubler sa pensée.

Au milieu des embarras et des dangers que je viens de décrire, Bonaparte attend l'armée d'Alvinzi, sans se précipiter vers elle. Il confie au général Kilmaine l'investissement et le siége de Mantoue. Il le laisse répondre aux sorties d'abord impé-

tueuses, ensuite plus languissantes, que répète souvent Wurmser. Il se porte vers l'Adige. Depuis près d'un mois, il avait évacué tous les postes qu'il occupait au-delà de ce fleuve. Déjà il s'était livré sur ses rives quelques combats glorieux pour les Français, et dans lesquels s'étaient distingués les généraux Augereau et Massena; mais ce n'étaient encore que de faibles avant-coureurs de la bataille d'Arcole.

Le 15 brumaire, les deux armées étaient en présence sur l'Adige. Déjà les deux divisions d'Augereau et de Massena l'avaient passée. Mais on arrive au pont d'Arcole: la position de ce village était formidable; les Autrichiens y avaient placé et caché, en quelque sorte, l'élite de leurs forces. Ils avaient garni d'artil-

lerie des canaux profonds et qui se croisaient en tous sens. Un obstacle plus terrible et moins aperçu se présentait à l'armée française; c'étaient des marais dangereux dont on ne soupçonnait ni l'étendue ni la profondeur. Le soldat s'y jette, s'y enfonce; a peine à soulever son fusil; ne sort d'un pas périlleux que pour entrer dans un autre plus périlleux; craint de poursuivre, craint de revenir sur ses pas. Il regrette le pont de Lodi, qui n'offrait que la mort sans cette marche fatigante, incertaine. *Lodi*, *Lodi!* crie Bonaparte à son armée. Le pas de charge ranime envain ses guerriers qui se désespèrent de ne pouvoir avancer. Enfin le marais a pris un peu plus de solidité sous les pieds de tous ceux qui s'y engagent; mais la mitraille de

l'ennemi fait tomber des files entières dans cette horrible sépulture. Déjà cinq des plus intrépides généraux de Bonaparte sont couverts de blessures et sont hors de combat. *Lodi, Lodi!* s'écrie encore une fois Bonaparte, qui restera le dernier à tenter cette entreprise presque impossible. Et cependant cette fièvre de grenadier qui paraît le consumer ne suspend pas un instant en lui les pensées d'un général. Déjà il a ordonné à Guyeux de descendre l'Adige avec un corps de deux mille hommes, de passer ce fleuve, sous la protection de l'artillerie légère, à un bac qui se trouve à deux milles, et de tourner le village d'Arcole: Sonnez la charge, lui a-t-il dit, dès que vous aurez passé l'Adige; que l'impétuosité de tous vos mouvemens, que le son de

vos tambours et de vos trompettes représente à l'ennemi toute une armée qui s'avance sur ses derrières: et lui il continue l'attaque du pont d'Arcole. Il y voit l'intrépide Augereau, qui, agitant un drapeau, appelait à lui tous ses braves, et qui est enfin forcé de reculer. C'est Bonaparte qui lui succède; il s'avance à la tête des grenadiers. Il n'est plus qu'à trente pas du pont. Le feu de l'ennemi le rompt; ses éclats couvrent les canaux, les marais, Bonaparte tombe renversé dans un fossé sous le feu de l'ennemi : il se relève; il rallie toute sa colonne. Déjà les ombres de la nuit couvrent ce poste terrible; mais il est occupé par des Français. Le général Guyeux a réussi dans sa manœuvre. Les Autrichiens, qui se sont crus coupés, ont aban-

donné Arcole. Le général Guyeux craint de le conserver avec une aussi petite troupe ; il se retire, et le lendemain le combat recommence dans la même position. Tout ce que peut tenter le courage le plus héroïque est encore infructueux dans cette journée. Ce n'est qu'au troisième jour que les Français, par les mouvemens combinés des divisions Augereau et Massena, restent maîtres du champ de bataille, le plus sanglant qu'ils eussent encore occupé en Italie. Alvinzi fuit vers Vicence. Mais, pendant le temps où il avait soutenu les attaques des Français, un autre corps de son armée, sous la conduite du général Davidovich, avait percé les lignes des Français, se dirigeait sur Mantoue, et déjà n'en était plus qu'à huit lieues. Bo-

naparte l'attaque, le culbute, le poursuit jusqu'aux montagnes du Tyrol. Cinq mille prisonniers, dix-huit pièces de canon furent le prix de cette bataille. Aucune des victoires de Bonaparte ne fut aussi chèrement achetée; on comptait presque autant d'officiers que de soldats tués ou bléssés. Le général Lannes, qui était malade d'une blessure avant le combat d'Arcole, voulut s'y trouver et y reçut à côté de son général une blessure nouvelle. Voici un trait bien propre à adoucir les tristes images qu'offre une aussi terrible victoire. Après la conquête d'Arcole, l'infatigable Bonaparte parcourait le camp dans la nuit : il aperçoit une sentinelle endormie; il lui enlève doucement, et sans l'éveiller, son fusil, fait la faction à sa place, at-

tend qu'on vienne le relever. Le soldat s'éveille enfin : quel est son trouble quand il aperçoit son général dans cette attitude! Il fait un cri: Bonaparte! je suis perdu. — Rassure-toi, mon ami, lui répond le général, après tant de fatigues, il est bien permis à un brave comme toi de s'endormir, mais une autre fois choisis mieux ton temps.

Bonaparte écrivit en ces termes au général Clark, pour lui annoncer la mort du jeune Elliot: « Votre neveu « Elliot a été tué sur le champ de « bataille d'Arcole : ce jeune homme « s'était familiarisé avec les armes; « il a plusieurs fois marché à la tête « des colonnes : il aurait été un jour « un officier distingué. Il est mort « avec gloire et en face de l'ennemi, « sans avoir souffert un instant.

« Quel est l'homme raisonnable qui
« n'envierait pas une telle mort ?
« Quel est celui d'entre nous qui
« n'a pas regretté cent fois de ne pas
« être ainsi soustrait aux effets de la
« calomnie, de l'envie et de toutes
« les passions haineuses qui sem-
« blent presque exclusivement diri-
« ger la conduite des hommes »?

Mantoue n'est point encore le gage de l'importante victoire d'Arcole. Wurmser n'ignore pas qu'une quatrième armée autrichienne va venir recueillir les débris de la troisième. Il cherche à dissimuler au vainqueur les souffrances de sa garnison; quelquefois des émissaires des états du pape et de Venise parviennent jusqu'à lui. Il sait qu'une haine implacable ne cesse d'exciter des soulèvemens, des prises d'armes

dans la Romagne. Il croit que Bonaparte, qui a déjà pardonné deux fois, se laissera enfin entraîner à la vengeance, que l'inutile conquête de Rome lui fera perdre de vue Mantoue. Mais Bonaparte est obstiné à la clémence envers le chef de l'église. Ce blocus, ces diversions, l'empêchent seulement de venir fondre sur Alvinzi qui reforme son armée. Tous les bataillons de Vienne sont arrivés. Des jeunes gens qui se confient à leur courage, à l'enthousiasme qu'ils ont reçu, font flotter un étendard qu'a brodé de ses mains leur impératrice. Alvinzi, qui a soutenu à Arcole un combat encore plus disputé qu'il ne l'avait été par ses deux prédécesseurs, se flatte qu'une victoire va délivrer Mantoue. Que lui importe même d'être battu sur plusieurs

points, pourvu qu'une de ses colonnes renouvelle l'entreprise désespérée de Wurmser. Du plus loin que le général assiégé apercevra les enseignes de ses compatriotes qui marchent à lui et qui lui apportent des vivres, il s'élancera avec ses soldats affamés et furieux. Alvinzi, avec une grande partie de ses forces, occupe les montagnes du Trentin, et voit sur des collines inférieures l'armée de Bonaparte qui supporte les rigueurs du climat et de l'hiver. Sur d'autres points, il menace le bas Adige. Par tous les mouvemens qu'il tentera, quel qu'en soit le succès, il rend presque assurée la marche d'une colonne de grenadiers qui, sous la conduite du général Provera que nous avons vu se couvrir de gloire à la bataille de Millesimo, doit percer à tra-

vers les lignes du blocus. Bonaparte a été forcé de les rendre moins épaisses : il s'est porté en avant. Le 23 nivose, 13 janvier, il arrive à Vérone : il y voit Massena, qui revient vainqueur d'un combat ou le général Brune et le général Leclerc se sont distingués à l'envi. Bonaparte occupe un long rang de collines, nommé le plateau de Rivoli, une des plus formidables lignes de défense que la nature ait offerte au génie militaire. Tous les cinquante mille hommes d'Alvinzi sont employés à le tourner dans cette position. On combat à de longues distances : il semble que Bonaparte assiste à tous les combats; tout son but est de forcer Alvinzi à des opérations compliquées dont bientôt le général autrichien ne verra plus l'ensemble, tandis que le général fran-

çais le saisira à chaque instant d'une vue plus rapide et plus vaste. Pendant la journée du 24 ventose, 15 janvier, Joubert est attaqué et se maintient au poste de la Corona. Bonaparte attaque les ennemis en avant de Rivoli : il s'empare du poste de San-Marco, qui est la clef de la position de ce plateau. Il appelle ainsi sur lui d'Alvinzi au moment où ce général croyait avoir enfermé la division de Joubert. Cependant les Autrichiens obtiennent quelques succès autour du plateau; ils s'emparent de quelques positions que Massena reprend. Une de leurs colonnes qui avait longé l'Adige avec une artillerie imposante, marche droit à Rivoli. Ce mouvement même a été prévu. Déjà elle va être enfermée. Elle échappe en se jetant dans la

vallée de l'Adige. Une autre colonne autrichienne qui marchait depuis long-temps pour tourner le plateau, est arrêtée par une seule demi-brigade, la soixante-quinzième. Le général Rei, qui poursuit par derrière cette colonne, l'atteint, la culbute, la fait prisonnière. Tout est vaincu, hormis un corps qui s'est établi à la Corona. Mais, pendant que ces combats occupent Bonaparte, le général Provera se dirige avec impétuosité sur Mantoue, force le passage d'Anguiari, file sur Castellara. Le général Augereau le poursuit, atteint son arrière-garde, lui fait beaucoup de prisonniers. Provera, sans se déconcerter, se rapproche toujours de Mantoue. Le 26 nivose, 16 janvier; il était arrivé devant le faubourg saint-Georges.

Mais Bonaparte, qui, du plateau de Rivoli, théatre de la victoire, a couru sur Mantoue, et qui ne peut perdre de vue l'opiniâtre vieillard enfermé dans cette ville, a déjà élevé un mur de soldats entre Wurmser et Provera, qui se précipitent au-devant l'un de l'autre. Ici c'est le général Miollis qui repousse Provera de Saint-Georges; là c'est le général Serrurier qui dispute à Wurmser le poste de la Favorite. Que d'efforts! que d'attaques furieuses! L'imperturbable constance du général Serrurier a tout déconcerté. Provera met bas les armes devant l'armée qui le cerne, et Wurmser rentre avec la famine dans Mantoue. Ce n'est pas tout, le général Joubert saura aussi couper la retraite aux Autrichiens, maîtres de la Co-

rona. Secondé par un stratagème militaire qu'invente le général Murat, il fait beaucoup plus de prisonniers qu'il n'a de combattans. Il s'empare de Trente, et poursuit les ennemis jusqu'à Saint-Michel. Telle fut la bataille de Rivoli, la plus longue que nous offre l'histoire; elle dura huit jours. Les Autrichiens y perdirent vingt-cinq mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers, et toute leur artillerie. Ils y perdirent l'Italie. Mantoue capitula; toute la garnison fut faite prisonnière, à l'exception de l'état-major. Voici en quels termes Bonaparte remercia son armée :

« La prise de Mantoue vient de « finir une campagne qui vous a « donné des droits éternels à la re- « connaissance de la patrie. Vous « avez remporté la victoire dans

« quatre batailles rangées et soixante-
« dix combats : vous avez fait plus
« de cent mille prisonniers, pris à
« l'ennemi cinquante pièces de canon
« de campagne, deux mille de gros
« calibre et quatre équipages de pont.

« Le pays que vous avez conquis
« a nourri, entretenu et soldé l'ar-
« mée pendant toute la campagne,
« et vous avez envoyé trente millions
« au ministre des finances, pour le
« soulagement du trésor public.
« Vous avez enrichi le Muséum de
« Paris de plus de trois cents objets,
« chefs-d'œuvre de l'ancienne et de
« la nouvelle Italie, et qu'il a fallu
« trente siècles pour produire ».

Un tel général pouvait demander à une telle armée, après la conquête de l'Italie, celle du plus puissant empire de l'Allemagne. Il va l'entre-

prendre. Mais il est temps de rendre compte de la brillante et infructueuse tentative que deux armées françaises avaient faite sur d'autres points pour s'approcher du centre de l'Autriche. Je reviendrai ensuite à Bonaparte, et je ne terminerai point ce livre sans avoir présenté l'Autriche soumise, la coalition rompue, et Bonaparte pacificateur. Pressons notre marche : l'imagination se précipite vers un tel dénouement dès qu'il est annoncé.

L'armistice que le général Pichegru avait conclu sur les bords du Rhin avec l'armée autrichienne n'avait point encore été rompu, lorsque Bonaparte préludait déjà, par les brillantes victoires de Millesimo et de Lodi, à la conquête de l'Italie entière. Le cabinet de Vienne parais-

sait avoir le plus grand intérêt à maintenir une trève qui lui laissait les moyens de faire succéder une nouvelle armée à celle de Beaulieu, tant de fois vaincu. Ce fut cependant ce cabinet qui rompit l'armistice du Rhin. L'Angleterre ne l'avait point approuvé. L'Autriche, assez épuisée pour avoir besoin des subsides de cette puissance, assez vaine encore pour chercher à en déguiser l'humiliation sous le titre d'emprunt, ne pouvait le payer que par le sang de ses soldats. Le baron de Thugut avait habitué la cour, et surtout l'impératrice, à se prêter à la violence de ses résolutions. Il vantait la victoire par laquelle Clairfait avait délivré Mayence et l'Allemagne, et en même temps il accablait ce général de reproches, pour avoir con-

clu un armistice qui posait un terme si prompt à ses succès. Clairfait ne put résister à cette ingratitude; il donna sa démission. Il fut remplacé par un jeune prince d'une santé faible et d'une ame héroïque; c'était l'archiduc Charles. Son armée et celle que commandait le feld-maréchal comte de Wurmser sur le Haut-Rhin s'étaient plus que doublées à la faveur de l'armistice.

Le directoire avait eu la même vigilance. Il lui suffisait d'effrayer par quelques lois les réquisionnaires déserteurs pour remettre ses armées dans un état imposant. Au récit des merveilles de l'armée d'Italie, celles du Rhin et de Sambre-et-Meuse s'indignaient de leur inaction, des revers que six mois auparavant elles avaient éprouvés; n'en recherchaient

pas les causes, en demandaient la vengeance. Le directeur Carnot, aidé du même conseil de guerre qui, dans la campagne de 1795, avait développé des plans très-étendus, en concevait de plus vastes encore, et s'étudiait à mettre en harmonie les mouvemens des quatre armées, que séparaient les plus hautes montagnes de l'Europe, de grands fleuves, et plus de trois cents lieues de distance. Celle du général Jourdan campait dans le Hunsruck : on l'estimait forte de cent vingt-cinq mille combattans. Elle était appuyée par celle du Nord, commandée par le général Bournonville, dont la destination principale était de surveiller la ligne de neutralité du roi de Prusse. L'armée du Rhin était sous les ordres du général Moreau, qui

déjà avait rétabli la discipline dont Pichegru avait relâché tous les ressorts. Jourdan et Moreau devaient prendre l'offensive en même temps et passer le Rhin sur différens points. Leurs attaques combinées eurent tant d'impétuosité et de succès, que les Autrichiens abandonnèrent tout le pays dont la victoire de Clairfait les avait mis en possession, et n'eurent plus de ressource que de se retrancher à Altenkirchen. Ils y furent forcés par le général de division Colland, qui leur fit, au pas de charge, quatre mille prisonniers. L'archiduc Charles et Wurmser se retirèrent sur la rive droite du Rhin. Dans les derniers jours de prairial, toute l'armée du général Jourdan avait passé le fleuve, à l'exception de quarante mille hommes réservés pour le blo-

cus de Mayence. Le général Moreau, qui s'était proposé de passer le Rhin, à Kell, ne pouvait y parvenir qu'en cachant son projet aux Autrichiens, qui, maîtres de Kell, en avaient coupé le pont, et se tenaient en force sur l'autre rive. Il attaque les Autrichiens sur différens points : il fait des marches et des contre-marches ; il donne à l'ennemi, par des transfuges, des avis qui le trompent. Il feint de détacher de son armée dix mille hommes qui se rendent en Italie. Tous les préparatifs du passage s'exécutent dans Strasbourg, dont les portes sont fermées. Le général Desaix, chargé de cette glorieuse entreprise, la veille du jour où il devait l'exécuter, se trouvait encore à Manheim occupé à parlementer avec les Autrichiens, qui,

déjà effrayés, redemandaient l'armistice ; et Moreau se servait de cette négociation comme d'un voile à ses projets. Tout est prêt : les troupes sont rassemblées sur le rivage. C'est à qui sera admis à l'honneur de s'embarquer sur un petit nombre de bateaux qui vont attaquer les îles du Rhin, toute bordées de retranchemens. La nuit et le silence favorisaient cette entreprise ; mais la vue du fleuve était effrayante : une crue d'eau inopinée menaçait de submersion les bateaux qui portaient deux mille cinq cents Français. Les îles sont abordées, attaquées, emportées à la baïonnette. Les Autrichiens, à peine arrachés au sommeil, n'ont pas le temps de couper les ponts parlesquelscesîlescommuniquaient entre elles et avec le rivage. Bientôt

Desaix se présente devant le fort de Kell, et s'en rend maître en moins de trois heures. Toute l'armée a passé sur la rive droite. On s'empare d'Offembourg et de Rastadt. Les Autrichiens sont poursuivis jusque dans la vallée de la Kintzig. Le maréchal Wurmser parvient enfin à rallier ses troupes. Il occupe une belle position à Renchen. Le général Moreau vient lui livrer bataille, le force à la retraite, lui fait douze cents prisonniers, lui enlève dix pièces de canon, s'empare de Fribourg et de tout le Brisgaw. Le général Jourdan obtient des succès non moins rapides: déjà il a passé la Lahn, le Mein; il est entré dans Francfort. Les Français répètent, avec une heureuse audace, ce que dans la fameuse campagne de 1794 ils firent avec tant

de succès. On les avait vus alors, emportés par la victoire de Fleurus, poursuivre l'armée fugitive, sans s'inquiéter des quatre forteresses de Condé, de Valenciennes, du Quesnoi et de Landrecies, devant lesquelles ils ne laissaient que des corps d'observation. Maintenant ils se portaient sur le Danube, sans craindre des forteresses placées sur le Rhin et au-deçà de ce fleuve, Manheim, Mayence, Philisbourg et Ehrenbreistein. L'art de la guerre était changé, agrandi. Les places les plus fortes tombaient par des coups de canon qui se tiraient à quatre-vingts lieues de distance. Rien n'était plus souple ni plus mobile que ces grandes masses qui composaient les armées françaises : elles se divisaient suivant les grands desseins qu'elles avaient à

accomplir, s'éloignaient et se rapprochaient avec une égale rapidité. Ainsi un corps de l'armée de Jourdan bloquait Mayence pendant que ce général pénétrait dans la Franconie et s'approchait de la Bohême; les divisions de l'armée du général Moreau étaient répandues dans la forêt noire, sur le lac de Constance, au pied des montagnes du Tyrol. L'avantage de sa position centrale était de former le lien de trois armées victorieuses. Par le Danube, il communiquait avec le général Jourdan, maître d'une autre partie du cours de ce fleuve. On le vit tout près de s'emparer des sources de l'Adige, pendant que Bonaparte livrait des combats si glorieux sur l'Adige même.

A défaut du génie qui combine de tels plans, les généraux autrichiens

veillèrent à profiter de tous les défauts d'exécution qu'ils purent y apercevoir. Ils considérèrent les montagnes du Tyrol comme une chaîne de forteresses où devait être attaché à la fois le salut de l'Allemagne et de l'Italie. Nous avons vu avec quelle audace et quelle activité Wurmser s'y porta. L'armée autrichienne qui faisait face à Moreau, moins affaiblie par trois défaites que par le départ de vingt-cinq mille de ses meilleurs combattans qui avaient suivi Wurmser en Italie, tint, sous la conduite de l'archiduc Charles, une défensive habile et courageuse. Elle disputa toujours le terrain qu'elle était obligée de céder : résignée à des revers, elle savait s'affranchir de l'ignominie et des suites fatales d'une déroute.

Pendant que son arrière-garde contenait encore, à la faveur de ses retranchemens, l'avant-garde des Français, l'archiduc Charles faisait élever ailleurs d'autres retranchemens pour le combat du lendemain. Le général Wartensleben se défendait avec la même vigueur et la même prudence contre le général Jourdan. Bientôt l'Archiduc reçut des renforts, et il attendit le moment d'en profiter; il passait souvent de l'une à l'autre des armées autrichiennes pour connaître mieux les forces de Jourdan et de Moreau, résolu d'accabler celui dont la marche moins bien réglée lui offrirait plus d'avantages. Cependant Wurmser ne revenait point vers lui. D'un autre côté, la coalition venait d'éprouver deux défections, que ses

longs revers lui rendaient plus sensibles. Le duc de Würtemberg, le margrave de Bade et l'électeur de Bavière s'étaient trouvés heureux d'acheter la paix de la république française en se soumettant à de fortes contributions.

Voici le moment où la fortune va se déclarer contre les Français en Allemagne. Il y eut des fautes commises. Le coup-d'œil d'un militaire distingué pourrait seul les discerner avec justesse, encore faudrait-il qu'il s'exerçât long-temps sur des renseignemens topographiques et sur des détails de guerre dans lesquels je ne pourrais m'engager sans imprudence. Je ferai seulement observer que de graves inconvéniens étaient attachés au vaste plan de campagne qui avait ouvert cette

expédition. Le général Moreau, par les ordres qu'il avait reçus, se trouva perdre un des avantages de sa position centrale. Une de ses divisions, commandée par le général Ferino, fit des efforts longs et infructueux pour s'ouvrir les passages du Tyrol. Le général Moreau, forcé de l'appuyer, appuyait moins le général Jourdan. Le premier marchait sur Munich, tandis que l'autre, maître de toute la Franconie, marchait sur Ratisbonne : c'était encore trop de distance pour pouvoir se concerter et se secourir avec promptitude. D'ailleurs les Autrichiens recueillaient les fruits de la retraite habile qu'ils avaient suivie devant les deux armées françaises. Ils n'avaient point encore engagé de bataille décisive.

Le 7 fructidor, l'archiduc Charles se présente devant l'armée de Jourdan. Elle occupait un trop vaste terrain ; sa droite, commandée par le général Bernadotte, était presque isolée, et pouvait l'être encore plus des autres corps. Elle est attaquée à Teming par des forces très-supérieures. On se bat pendant deux jours avec une égale fureur et avec des succès balancés. Bernadotte, qui ne peut plus tenir dans la plaine, se défend sur la crête des rochers. Il est accablé par des forces qui s'accroissent sans cesse, et ne reçoit point tous les secours attendus. Après trois jours de bataille, il cède enfin ; il se retire le long des rochers vers Bamberg. On dit que dans cette terrible action il périt près de vingt mille combattans des deux côtés.

Toute l'armée de Jourdan se replie : elle expie alors les excès commis dans les campagnes allemandes ; plus de salut pour les soldats qui s'écartent. Elle rejoignit la rive droite du Mein, dont elle se couvrit. L'archiduc Charles vint l'attaquer dans les environs de Wurtzbourg, et remporta une victoire complète. Les divisions françaises qui étaient campées sur les deux bords du Rhin se mirent en marche pour protéger la retraite du général Jourdan. Dans un des combats qu'elles soutinrent, le général Marceau perdit la vie. On se plaisait à comparer ses modestes vertus à celles des héros de l'antiquité. L'armée de Jourdan arriva à Dusseldorf.

La position de l'armée de Moreau

dans de telles circonstances parut désespérée ; elle était découverte sur sa gauche par la disparition de l'armée de Sambre et Meuse : tous les corps autrichiens répandus dans le Tyrol allaient en descendre pour l'investir par sa droite. Devant elle, elle avait une armée sur laquelle, même dans le cours de ses conquêtes, elle n'avait pas remporté un avantage décisif. Elle n'avait plus de communication avec les corps qu'elle avait laissés sur la rive droite du Rhin pour défendre Kell et contenir Philisbourg. Elle ne comptait pas cinquante mille combattans : elle était enfermée par soixante mille Autrichiens. On espérait à peine revoir en France quelques débris d'une armée naguères si florissante. Jusque-là les Français ne s'étaient pas encore

bien guéris d'un préjugé qui offensait et qui bornait leur gloire militaire. Ils se croyaient incapables de résister aux revers, surtout lorsqu'ils n'avaient pas pour ranimer leur courage la vue de leur patrie. C'était vraiment un acte d'humilité nationale que d'avoir tant célébré la retraite de Prague, conduite par le maréchal de Belle-Isle, et dans laquelle il perdit plus des deux tiers de son armée. La retraite du général Moreau répandit un éclat plus légitime et plus durable sur les armes françaises. Elle dura vingt-sept jours, et ne fut accompagnée que de victoires. Il prit d'abord une position concentrée, qui parut d'une telle force aux Autrichiens, qu'ils n'osèrent même tenter de l'y attaquer. Il est digne de remarque, que cette position est

à peu de chose près celle où le général Mack, dans des jours d'une gloire si récente pour nous, crut pouvoir se maintenir contre tous les efforts de la grande armée, et fut amené à une si honteuse capitulation. En effet, le général Moreau était, comme lui, protégé par la rivière de l'Iller. Sa droite s'appuyait sur le lac de Constance, et sa gauche sur la ville et les hauteurs d'Ulm. En quittant cette position, Moreau se porta sur Biberach. Il se voyait plus à découvert et serré de plus près. Les deux armées ennemies qui l'inquiétaient le plus, étaient celle du général Latour, qu'il avait devant lui, et celle du général Nauendorf, qui avec une extrême diligence se portait vers les défilés de la Forêt-Noire pour les lui fermer. Il était perdu, si ces généraux, le

resserrant toujours, parvenaient à unir leurs mouvemens. Il faut vaincre l'un des deux pour le repousser à une longue distance. Le général Moreau fond avec impétuosité sur le général Latour : il le déconcerte ; il l'accable par des attaques combinées qu'exécutent avec succès les généraux Desaix et S.-Cyr. Ce fut une journée d'ignominie pour les Autrichiens. Le général Latour ne fut redevable du salut d'une partie de son armée qu'au retard de quelques ordres du général Moreau, et qu'au dévouement des émigrés français, qui couvrirent en foule de leurs corps un champ de bataille qu'eux seuls avaient disputé. Il s'enfuit par Biberach vers l'Inn, laissant quatre mille prisonniers, la plus grande partie de son artillerie et de ses équi-

pages à l'armée dont l'entière destruction était promise au cabinet de Vienne. A l'aide de quelques autres combats qui le dégagèrent également sur ses ailes, Moreau osa pénétrer dans la vallée d'enfer, nom qui caractérise l'effroi qu'elle inspire aux voyageurs, et que de grands militaires, le maréchal de Villars lui-même, ont confirmé. Toute l'armée, et, ce que l'on comprend moins encore, tous ses bagages y passent. Les plus grands obstacles étaient déjà franchis. Mais l'archiduc Charles accourt avec des forces nouvelles : il s'indigne contre ses lieutenans, et se flatte encore de réparer leurs fautes. Il engage en peu de jours deux actions dont le but est de fermer aux Français la route d'Huningue. Sous ses ordres, le général Latour cherche

à laver la honte de la journée de Biberach. Les émigrés français, qui se regardent depuis ce même jour comme l'élite de l'armée autrichienne, s'acharnent contre leurs glorieux compatriotes. Vains efforts! l'armée française ne cède que les postes qui ne lui sont point nécessaires. Le général Ferino se maintient contre des forces triples des siennes, à Kaudern et à Heil, qui laissent libre la retraite sur Huningue. L'armée se porte vers la tête du pont, et le 5 brumaire, à la vue des ennemis, que la terreur et le respect tiennent immobiles, elle passe majestueusement le Rhin.

Bientôt l'Archiduc se présente avec toute son armée devant Kehl. Nous avons vu ce fort emporté dans une matinée par une poignée de Français qui s'étaient élancés de

l'autre rive du Rhin. Ils y avaient construit à la hâte quelques ouvrages de terre : gênés par un corps de troupes que l'Archiduc avait laissé pour en faire le blocus, ils n'avaient pu que faiblement étendre leurs lignes de fortifications. Mais ils étaient maîtres du pont de Strasbourg ; ils pouvaient à leur gré renouveler la garnison de Kehl. Ils avaient élevé des redoutes sur les îles du Rhin, qui leur avaient à eux-mêmes facilité cette conquête. L'Archiduc semblait rougir d'avoir recours aux travaux d'un siége pour une telle bicoque. Il s'y détermine après un inutile bombardement. Aux efforts qu'il fait, vous diriez qu'il s'agit de Mayence, de Luxembourg, ou de Mantoue. Le général Desaix, chargé de la défense du fort, renverse, dans des sorties

victorieuses, des ouvrages mal commencés, les couvre des cadavres des ennemis. Le pont de Strasbourg est enfin rompu. On le répare. Il tombe en éclats une seconde fois. Moreau ne peut plus donner les mêmes secours au fort assiégé. La seconde parallèle est déjà achevée. Desaix se défend encore : il ne veut rendre qu'un monceau de cendres. Le 21 nivose, après soixante-quinze jours de tranchée ouverte, l'archiduc Charles se rend maître d'une chétive bourgade devant laquelle il a perdu quinze mille hommes. Le général Desaix conserva, par une capitulation digne d'une telle défense, toute son artillerie, et il repassa le Rhin avec sa garnison, tambour battant, mèche allumée et drapeaux déployés. La même capitulation eut lieu pour l'a-

bandon de la tête du pont d'Huningue. L'autriche demanda un nouvel armistice sur le Rhin. Il lui fut accordé ; mais la possession de la rive gauche du fleuve laissée aux Français était encore une belle récompense des puissans efforts de l'armée du Rhin et de celle de Sambre et Meuse.

Ainsi finissait la campagne la plus brillante qui eût encore signalé les armées françaises. La république, par cet élan de courage, humiliait quatorze siècles de monarchie. La campagne de 1794 pouvait seul entrer en parallèle avec celle de 1796 ; mais, dans la première, le courage des combattans perdait de son prix quand on songeait à leur innombrable multitude ; ce n'était point seulement la puissance du génie, c'était celle du crime qui avait disposé leurs

moyens de triomphe. La sombre discipline des camps se ressentait de la terreur qui régnait dans les villes; l'échafaud était placé trop près du champ de la victoire. Dailleurs, si le plan qui dirigea les armées avait de l'étendue, on en dut plutôt le succès à une inconcevable opiniâtreté qu'à une exécution précise et savante. Le sang français coula par torrens dans cette année; on avait rendu la mort trop désirable. En 1796, il fallait suppléer par toutes les combinaisons de l'art militaire aux avantages qu'on avait dus auparavant à la supériorité du nombre (la désertion à l'intérieur, encore plus que les batailles, avait diminué les armées de moitié.) Les soldats se plaisaient aux manœuvres, et en dédaignant ce vain luxe d'évolutions qui avait été si inutile, dans le

commencement de la guerre, aux Autrichiens et aux Prussiens, ils saisissaient avec une extrême vivacité toutes celles que demandait la nature du terrain, et le caractère même des ennemis. Les généraux, et surtout le vainqueur de l'Italie, avaient déjà donné à la France la meilleure infanterie de l'univers; les soldats français étonnaient autant par les prodiges de leur patience que par ceux de leur bravoure. La franchise et la gaîté régnaient dans des camps d'où les discussions politiques avaient été bannies; l'amour de la patrie y avait toute la ferveur et toute la soumission d'un culte.

Quel glorieux début pour le directoire, qui paraissait présider à de si grands mouvemens! pouvait-il s'offrir d'une manière plus imposante à

l'Europe? Dans une année, toute la rive gauche du Rhin avait été reconquise, à l'exception de deux forteresses; l'Allemagne avait été envahie, avait alimenté nos armées, avait payé des contributions. La ligue germanique avait été dissoute par la soumission de ses princes les plus puissans; le Piémont avait cédé toutes ses forteresses à la France; la Lombardie, la république de Gênes suivaient ses lois. Les états de l'Eglise, le roi de Naples avaient imploré, reçu et payé le pardon de la république française. La Toscane, Parme et Plaisance, traités avec moins de rigueur, promettaient plus de fidélité. Mantoue répondait de toute l'Italie, et formait un point d'appui pour une expédition qui allait menacer la capitale de l'Autriche. Le roi de Prusse,

frappé de l'éclat de nos triomphes, ne laissait éclater aucun signe d'inquiétude ni de jalousie. La cour d'Espagne, en s'unissant par un traité d'alliance avec la république française, s'était engagée à des efforts plus actifs et plus désintéressés que n'en avait jamais osé demander la dynastie qui lui était attachée par le sang. Sa marine, encore puissante, rendait quelque force aux débris de la nôtre.

Dejà le directoire avait mis à profit cette utile diversion contre l'Angleterre. Exclu de l'empire de la mer, il avait osé la faire traverser à une armée intrépide qui, sous le commandement du général Hoche, allait venger dans l'Irlande tous les fléaux de la Vendée. Le directoire, si terrible à ce qui existait en France

de catholique zélés, avait ranimé les espérances des catholiques irlandais, et dirigeait des soulèvemens qui avaient déjà pris le caractère de l'insurrection la plus redoutable. Les maîtres de l'Océan ne purent arrêter, ne parvinrent pas même à rencontrer une escadre composée de vingt-deux vaisseaux de ligne, d'un grand nombre de frégates et de bâtimens de transport qui conduisaient en Irlande Hoche et quinze mille soldats. Elle était sortie du port de Brest le 25 frimaire an 7. Elle avait été portée en peu de jours dans la baie de Bantry. Mais les vents, jusque-là favorables, se déclarent tout à coup contre cette audacieuse entreprise. Pendant un mois une mer orageuse disperse les vaisseaux, et lorsqu'ils se sont ralliés, les dis-

perse encore, les chasse dans la baie de Bantry, et les en repousse. Les marins ne pouvaient naviguer qu'au travers des écueils. On vit souvent les généraux, et même les soldats, s'indigner contre les chefs de l'armée navale, et, l'épée à la main, leur commander de les jeter sur un rivage d'où les Irlandais eux-mêmes les appelaient, et où quelques milliers de Français avaient pu débarquer. Mais la tempête s'élevait plus furieuse et justifiait la prudence des marins. Il fallut céder enfin à des vents si contraires. Séparés les uns des autres, les vaisseaux retournent vers la rade de Brest, et, malgré leur dispersion, chacun d'eux y rentre successivement. Cette expédition, dans laquelle on n'eut pas à regretter la perte d'un seul bâtiment,

devint une source d'inquiétude pour les Anglais, honteux de n'avoir dû qu'aux tempêtes le salut de l'Irlande.

Ce ne fut pas-là le plus grand danger que les Anglais coururent dans cette année. Les troubles de l'Irlande causèrent beaucoup moins d'alarme à Londres que la nouvelle d'une révolte qui avait éclaté à la fois à bord des trois plus belles escadres de l'Angleterre. Elle n'avait pour prétexte qu'une demande formée par tous les matelots, d'une augmentation de solde. Mais leur fureur éclatant à la fois par le meurtre de plusieurs de leurs chefs, par les plus violentes invectives contre les ministres, et même contre le roi, enfin par la menace inouïe de conduire leurs vaisseaux dans les ports de la

France, portaient le caractère effrayant d'une frénésie révolutionnaire. La populace de Londres était elle-même agitée de passions sombres, qui faisaient craindre, non des mouvemens séditieux, mais une véritable insurrection. La banque retardait ses paiemens; les villes manufacturières faisaient entendre des cris de souffrance, et même de révolte. Un esprit public exercé depuis plus d'un siècle à une méditation forte, à des calculs positifs, à l'art de calmer les passions par les vues de l'intérêt même, en moins de trois mois conjura cet orage. L'ascendant de Pitt créa l'espèce de dictature que demandaient des circonstances si difficiles. L'opposition parlementaire se ralentit du moment où celle du peuple prit de la violence. Les

vieux marins, et surtout l'amiral Howe, émurent, par l'autorité de leurs anciennes victoires et de leurs cheveux blancs, les matelots mutinés, qui furent bientôt amenés à livrer les chefs de la sédition. Les troubles de l'Irlande furent réprimés. Ce malheureux pays reçut à la fois des châtimens sévères et de flatteuses espérances pour l'avenir.

Le gouvernement anglais, à peine délivré de ses alarmes domestiques, fit jouer auprès du cabinet de Vienne tous les ressorts de sa politique, pour l'engager à soutenir une guerre qui, chaque année, lui enlevait quelques-unes de ses provinces. Il s'attacha surtout à lui rendre quelque espoir, par des négociations qu'il ouvrit avec la France sur un plan très-artificieux. Il envoya deux

fois le lord Malmesbury auprès du directoire, avec le titre d'ambassadeur. La première mission de cet homme d'état fut si courte, eut si peu de succès et de dignité, qu'on crut à Paris qu'il n'avait eu d'autre objet que de venir prendre des renseignemens sur l'état des partis, et sur le mouvement de nos flottes. Cependant le lord Malmesbury avait parlé de compensations. Il avait mis en balance les conquêtes que les Anglais avaient faites dans les colonies avec celles qui avaient reculé si loin nos limites sur le continent. Il offrait et demandait des restitutions de part et d'autre. Cette proposition, qui devait paraître dérisoire au gouvernement français, séduisit le cabinet de Vienne par une feinte magnanimité.

Malgré deux armistices successivement accordés à l'Autriche, et malgré quelques apparences de négociations avec l'Angleterre, le désir de la paix n'était sincère chez aucune des trois puissances belligérantes. L'Angleterre ne pouvait consentir à laisser dans la possession de la France les provinces belgiques; elle craignait surtout la prodigieuse activité que les Français avaient due à leur révolution même: manqueraient-ils de l'appliquer à la renaissance de leur commerce et de leur marine, si la paix le leur permettait? L'Autriche, qui, au dix-septième siècle, avait soutenu pendant trente ans une guerre presque toujours désastreuse, plutôt que de souscrire à un traité humiliant, pouvait-elle à la fois se voir chassée de la rive

gauche du Rhin et de l'Italie? Le directoire de la république française craignait pour sa domination, encore mal affermie, le retour des armées, celui des généraux, et surtout celui de Bonaparte : il craignait les lois douces qui suivent la paix, et qui lui paraissaient insuffisantes pour contenir les nombreux ennemis de la république. Mais il y avait en Europe un homme fortement ému du désir de la paix : c'était Bonaparte. Seul entre d'illustres généraux il était resté triomphant à la fin de la plus glorieuse campagne. Il avait acquis une suprématie militaire qui devait subordonner à tous ses mouvemens ceux des autres généraux, et les plans même du directoire. Le nombre des traités qu'il avait donnés à signer au directoire

égalait celui des souverains de l'Italie : il voulait la paix. Il marcha sur Vienne.

Rien ne put le détourner de ce projet, ni Rome, dont il avait éprouvé trois fois la perfidie, ni Naples, ni même Venise, qui lui faisaient craindre des soulèvemens et des prises d'armes plus redoutables. Je ne le suivrai point dans la rapide expédition qu'après la prise de Mantoue il fit dans la Romagne. On eût dit qu'il ne s'était approché de la capitale du monde chrétien que pour montrer une modération plus magnanime, en s'arrêtant. Le général d'une république où l'on venait de faire une révolte impétueuse contre le catholicisme tint une conduite bien opposée à celle de Charles-Quint, cet inflexible persécuteur

des ennemis de l'église, qui saccagea Rome et fit le pape prisonnier. Bonaparte s'éloigna de cette ville, où deux jours de marche pouvaient le conduire, et maintint Pie VI sur le trône pontifical. Il montra, à son retour, de l'intérêt à la petite république de Saint-Marin, qui n'a qu'un seul titre de recommandation, c'est qu'elle n'a jamais rien fourni à l'histoire. Il visita les champs qu'avait cultivés Virgile, dans le village aujourd'hui nommé *Pétiole*, et qu'avait protégés Auguste. Il fit des libéralités aux habitans de ce hameau.

L'armée d'Italie avait reçu le seul renfort imposant qui se fût joint à elle depuis le cour de ses conquêtes. Le général Bernadotte venait d'arriver avec une partie de

l'armée de Sambre et Meuse : l'armistice du Rhin avait permis ce grand mouvement. Les Autrichiens l'avaient imité. L'Archiduc Charles venait de former une cinquième armée autrichienne en Italie avec l'élite des troupes qu'il avait opposées aux généraux Jourdan et Moreau, et avec des levées faites à la hâte dans tous les états héréditaires. Moreau était toujours à la tête de l'armée du Rhin. Hoche avait remplacé Jourdan à l'armée de Sambre et Meuse. L'armistice du Rhin allait être rompu. Bonaparte commence les opérations avant que ces deux généraux soient en mesure de faire des diversions favorables à ses projets.

Les Français supportaient les ri-

gueurs de l'hiver dans le nord de l'Italie. Il leur tardait de franchir des monts, des fleuves et des torrens que cette saison fait paraître impraticables. Au commencement du mois de mars, tout s'ébranle. Des divisions se dirigent vers le Tyrol. Le corps de l'armée se dispose à passer, sous le feu des ennemis, la Piave et le Tagliamento. Voici une longue succession de combats, qui tous les jours s'engagent à de longues distances. L'armée française exécute, en se battant, presqu'à chaque pas, sur des monts chargés de neige, et sur des rivières débordées, des marches telles qu'on pourrait les demander à une armée qui n'aurait à vaincre aucun de ces obstacles. Un des faits d'armes qui m'ont paru ex-

citer le plus l'admiration des militaires, c'est le passage du Tagliamento. Si les Français n'y éprouvèrent point une résistance aussi terrible qu'aux fameux passages de l'Adda et de l'Adige, ils le dûrent à la précision inouïe de leurs mouvemens, qui ne permit pas à l'archiduc Charles de profiter d'une seule faute ni d'un seul moment d'hésitation :
« On se canonna long-temps. Sous
« la protection de plusieurs pièces
« d'artillerie, et en face des redoutes
« que les ennemis avaient placées
« sur l'autre rive, le général Ber-
« nadotte et le général Guyeux de-
« vaient, avec leurs divisions, pas-
« ser le Tagliamento. Le général
« Murat et le général Duphot se cou-
« vrent de gloire, et se montrent les
« premiers sur la rive opposée. Toute

« la ligne s'ébranle, chaque colonne
« par échelons, avec des escadrons
« de troupes à cheval en arrière,
« dans les intervalles. En vain la ca-
« valerie ennemie veut-elle essayer
« d'arrêter plusieurs fois l'infanterie
« française en volant plusieurs fois
« pour la charger, elle est inébran-
« lable, soutenue avec vigueur par
« sa propre cavalerie, qui protége
« les flancs de chaque colonne. La
« rivière est passée, l'ennemi est en
« déroute. La division Serrurier ar-
« rive pour augmenter le désordre
« de l'armée autrichienne, qui aban-
« donne, outre un grand nombre
« de prisonniers, une partie de son
« artillerie et de ses bagages. »

Les villes de Palma-Nova, d'Udine, et tout le territoire vénitien, furent le prix de cette grande jour-

née. Point de retard, celui qui porte dans son ame la pensée de la paix sait que l'Autriche bravera les malheurs de la guerre tant qu'elle ne la verra point portée dans ses états. La conquête de Gradisca suffira pour ouvrir aux Français la province de Goritz, la Carniole et le chemin de la Carinthie. Trois mille Autrichiens défendent cette ville. Bernadotte s'est mis en marche pour la bloquer. Serrurier suit une route plus difficile pour gagner les hauteurs qui la dominent. Bonaparte a si bien concerté leurs mouvemens, ils les exécutent avec une telle ardeur, que déjà Bernadotte dirige des pièces de canon contre les portes de la ville, lorsque les assiégés aperçoivent sur les hauteurs la division Serrurier. Plus de résistance et plus de retraite,

Gradisca est soumise ; trois mille Autrichiens sont faits prisonniers.

Le 2 germinal, l'armée française entrait dans Goritz. Le 5, elle s'emparait des hauteurs de Trieste et des mines de mercure d'Ydria, magnifique butin abandonné aux vainqueurs.

L'Archiduc avait en vain espéré pouvoir suivre devant Bonaparte cette retraite lente et méthodique que dans la campagne précédente il avait opposée aux progrès des deux armées du Rhin et de Sambre et Meuse. Bonaparte avait tellement connu l'art de rendre sa grande armée flexible sur tous les points, qu'une division autrichienne ne pouvait être un moment retardée dans sa marche par le seul obstacle des lieux, sans se trouver serrée entre

deux divisions françaises. Ainsi cinq mille hommes, trente pièces de canon et quatre cents chariots portant les bagages de l'armée autrichienne, après avoir été vivement poursuivis par le général Guyeux à travers les Alpes noriques, furent pris auprès de Chiusa par le général Massena. On avançait sur Clagenfurt. Une colonne ennemie était sortie de cette ville pour venir au secours de celle qui venait d'être interceptée; elle subit le même sort.

L'archiduc Charles fut tellement déconcerté, qu'il ne défendit ni les bords de la Save, ni ceux de la Drave. Une seule ressource lui restait : il la saisit en général habile; c'était de menacer les derrières de l'armée française, en fortifiant le corps d'armée du général Laudon,

qui défendait le Tyrol contre le général Joubert. Il eut le courage de tirer de son armée fugitive de nombreux bataillons qui marchèrent vers le Tyrol. Laudon venait également de recevoir des renforts de l'armée du Rhin. Il crut alors pouvoir reprendre l'offensive sur le général Joubert, qui, avec douze mille hommes, dans la saison la plus rigoureuse et sur des montagnes escarpées, s'était emparé, après une suite de combats glorieux, de Botzen, de Clausen, de Brixen. Bonaparte a pressenti le péril de Joubert et les desseins de Laudon, qui aspire à couper à la grande armée ses communications avec l'Italie. Déjà il a fait filer des secours sur le Tyrol: il en dispose d'autres qui prendront cette route suivant le besoin. Pour

lui, chaque jour est marqué d'un succès. Il recueille les tributs des riches provinces de la Styrie et de la Carinthie. Son quartier-général est à Clagenfurt; sept ou huit jours de marche et de combats le porteront jusque sous les murs de Vienne.

Ce fut alors qu'éclata le secret de cette expédition que Bonaparte avait ardemment précipitée, sans attendre les autres armées de la république. Ce secret était d'arracher la paix à deux gouvernemens, dont l'un ne pouvait se lasser de conquêtes, dont l'autre ne pouvait se résigner à des pertes, à des sacrifices qui avilissaient sa longue et glorieuse existence. Il s'agissait de triompher, au nom de l'humanité, de l'obstination du directoire, de

celle du cabinet de Vienne, et de triompher encore mieux des fraudes et du sang-froid barbare du cabinet de Saint-James.

Le 11 germinal (31 mars 1797), Bonaparte écrivit en ces termes au prince Charles.

« Monsieur le général en chef,

« Les braves militaires font la guerre et désirent la paix. Celle-ci ne dure-t-elle pas depuis six ans? Avons-nous assez tué de monde, et fait assez de maux à la triste humanité? Elle réclame de tous côtés. L'Europe, qui avait pris les armes contre la république française, les a posées. Votre nation reste seule, et cependant le sang va couler plus que jamais. Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres: quelle qu'en soit l'issue, nous aurons

perdu de part et d'autre quelques milliers d'hommes de plus, et il faudra bien que l'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses.

« Le directoire exécutif de la république française avait fait connaître à sa majesté l'empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples. L'intervention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre? et faut-il, pour les intérêts ou les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entre-égorger? Vous, M. le général en chef, qui par votre naissance approchez du trône, et qui êtes au-dessus de toutes les petites passions qui agitent les ministres et les gouvernemens, êtes-

vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière et de vrai sauveur de l'Allemagne ? Ne croyez pas, M. le général en chef, que j'entende par-là qu'il ne vous soit pas possible de la sauver par la force des armes ; mais, dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, M. le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus heureux de la couronne civique, que je croirai avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. Je vous prie de croire, M. le général en chef, aux sentimens d'estime et de considération avec lesquels je suis, etc. ».

Voici la réponse que fit l'Archiduc :

« Monsieur le général,

« Assurément, tout en faisant la guerre et en suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je desire ainsi que vous la paix pour le bonheur des peuples et de l'humanité.

« Comme néanmoins, dans le poste qui m'est confié, il ne m'appartient pas de scruter ni de terminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne suis muni de la part de S. M. l'empereur d'aucun plein pouvoir pour traiter, vous trouverez naturel, M. le général, que je n'entre avec vous là-dessus en aucune négociation, et que j'attende des ordres supérieurs pour cet objet d'une aussi haute importance, et qui n'est pas foncièrement de mon ressort.

« Quelles que soient, au reste, les chances futures de la guerre, ou les espérances de la paix, je vous prie d'être bien persuadé, M. le général, de mon estime et d'une considération distinguée ».

Cette réponse condamnait Bonaparte à vaincre encore une fois avant de voir ses vœux accomplis. Il porte encore plus de vivacité et de sûreté dans ses opérations militaires. Massena, qui commande son avant-garde, se place, avec son intrépidité accoutumée, entre l'armée autrichienne et un corps qui, sous les ordres du général Spork, cherche à se réunir à l'Archiduc. Il attaque, il culbute l'arrière-garde qui lui est opposée, tandis que le général de division Guyeux poursuit de montagne en montagne le corps du général Spork,

et le chasse à une plus longue distance de l'Archiduc. On entre dans Neumarck : on s'empare de trois postes importans sur la rivière de Muerch. L'Archiduc n'a point osé défendre les bords de cette rivière. On s'avance jusqu'à Léoben : on est à trente lieues de Vienne. Tous les courriers qu'envoie l'Archiduc dans cette capitale y portent la terreur. La cour fuit, la famille impériale va se disperser. Les volontaires, que le péril a rassemblés, sont découragés par une suite de malheurs qui portent le caractère de la fatalité. La Hongrie, épuisée par de continuels efforts, n'a plus rien qu'une retraite à offrir au maître qu'elle chérit. Mais quels transports de joie s'élèvent dans Vienne, tout à l'heure si éperdue! un courrier de l'Archiduc aurait-il

enfin apporté la nouvelle d'une victoire ? Non, mais il vient annoncer que Bonaparte offre la paix, qu'il en exprime le vœu avec empressement, avec des ménagemens généreux pour le malheur de ses ennemis, et qu'enfin il rassure d'avance contre une paix humiliante. Tout a changé de face ; avec la sérénité renaît l'orgueil. Les hommes d'état vont entrer sur la scène, et ils se flattent que leur art va réparer les revers et les fautes des guerriers.

Le 19 germinal an 5 (8 avril 1797), Bonaparte reçoit dans son camp, à Fuldenbourg, les généraux autrichiens Bellegarde et Meerfeld : ils demandent une suspension d'armes. Elle est accordée pour dix jours, et, le 15 avril, des préliminaires de paix sont signés auprès de Léoben.

Les deux armées, auxquelles cette importante négociation faisait poser les armes, ignoraient ou ne savaient qu'incomplètement des événemens militaires dont l'Allemagne et l'Italie étaient le théâtre. Les armées de Sambre et Meuse, et celle du Rhin, sous le commandement des généraux Hoche et Moreau, venaient de remporter des victoires qui ouvraient cette nouvelle campagne sous des auspices encore plus brillans que la précédente. L'armistice avait été rompu ; Hoche avait passé le Rhin presque sans obstacle. Pressés dans la Styrie par Bonaparte, les Autrichiens avaient dégarni depuis un mois leurs armées du Rhin. Le général Verneck avait cherché à réparer l'affaiblissement de la sienne en couvrant les bords escarpés de la

Lahn, de retranchemens que les Français eux-mêmes admiraient comme des chefs-d'œuvre de l'art et trouvaient dignes de leur valeur. Hoche, après avoir passé le Rhin à Neuwied, combine ses mouvemens avec ceux de la gauche de manière à reculer toutes les forces de l'ennemi dans la position retranchée, où il ne craint point de l'attaquer à découvert; et pour achever le déploiement de ses forces, il engage un combat d'artillerie très-inégal. Le général Debelle fait approcher jusqu'à cent pas des redoutes frisées, palissadées et garnies de canons, trente pièces d'artillerie légère, reçoit, sans s'ébranler, un terrible feu à mitraille, et tire si vivement et si juste, qu'il démonte les pièces des ennemis, brise les palissades, ouvre les re-

doutes aux grenadiers, et même à la cavalerie.

A Strasbourg, Moreau ose, avec les plus faibles moyens, avec vingt-six bateaux, tenter en plein jour le passage du fleuve. On lutte corps à corps : c'est de vive force qu'on atteint le rivage et qu'on y gagne du terrain pied à pied. Les braves généraux qui conduisent les colonnes, Duhesme et Dessaigne, sont blessés. Desaix, qui défendit si glorieusement Kehl, y rentre par les mêmes barrières qu'il fut forcé d'abandonner à l'ennemi.

La nouvelle des préliminaires de paix signés à Léoben vient arrêter les progrès des deux armées. L'humanité eut à gémir de ce que cette nouvelle ne vint pas plus tôt arracher aux Français l'occasion de remporter

des victoires qui n'étaient plus nécessaires.

Des événemens moins prospères qui s'étaient passés en Italie pendant que se traitait, et même après que fut conclue la convention de Léoben, appelaient le génie réparateur de Bonaparte. Ils eurent une grande influence sur un traité de paix qui fut postérieur de cinq mois à la signature des préliminaires. Expliquons comment Venise en devint le gage, et comment cette république expia une neutralité qu'elle avait fini par rendre perfide.

En laissant occuper son territoire par trois armées autrichiennes, le sénat de Venise s'était exposé à toutes les représailles des vainqueurs. Il avait dédaigné ses propres troupes, qui en effet étaient assez mépri-

sables, suivant le témoignage de l'histoire des trois derniers siècles, mais qui enfin auraient pu être portées au nombre de cinquante mille hommes. Il n'avait armé que quinze mille Esclavons. Depuis que Bonaparte s'était emparé de toute la Terre-Ferme, cette milice était rassemblée autour des Lagunes, et paraissait n'avoir d'autre objet que de défendre la capitale. A mesure que les Français s'éloignaient, par leurs conquêtes en Allemagne, du territoire de Venise, le sénat, qui ne calculait que la témérité de leur entreprise, s'habitua à croire à leur défaite, et conçut la pensée de leur fermer le retour en l'Italie. Un soulèvement général des provinces vénitiennes contre les Français avait été commandé, non avec les formes directes

de l'autorité, mais avec les précautions d'un complot. Bientôt le tocsin retentit dans toutes les campagnes. Quarante mille paysans prirent des armes que le fanatisme avait bénies. Ils s'élancent, tout est prêt pour des vêpres siciliennes. Mais dans Vicence, dans Padoue, dans Bergame, des hordes d'assassins reculent devant des poignées de soldats; leurs fureurs ne peuvent s'assouvir que sur ceux qui marchent dans la campagne. Ils trouvent à Vérone un champ plus libre pour le massacre. Les Français y sont surpris, frappés avant de s'être ralliés sous leurs chefs. Les meurtriers entrent dans les hôpitaux; et le guerrier blessé, celui qui vient de recevoir les douloureux secours de l'art, celui qui n'attend plus qu'une mort paisible, meurt sous cent coups de

poignards, de haches et de piques.

De quelle horreur fut saisi Bonaparte en apprenant la mort et les tourmens de ses braves! Il se confie, pour la vengeance, au général Augereau, qu'il a laissé dans la république lombarde, et qui, à la nouvelle de ces assassinats, arrive comme la foudre devant Vérone, toute teinte du sang français. Les assassins, soutenus de troupes esclavonnes, lui refusent les portes, garnissent d'artillerie les fortifications de la ville, osent en sortir sous la protection du canon, fondent sur la troupe peu nombreuse, mais aguerrie, que commande Augereau. Il les disperse et les taille en pièces, et la fortune de Bonaparte veut que ce nouvel exploit de son lieutenant soit remporté dans le moment même où le général Laudon,

après avoir réparé ses longues défaites dans le Tyrol, après avoir repris Botzen, Trente, Roveredo, Rivoli, maître du cours de l'Adige, allait se présenter devant Vérone. De nouveaux combats étaient attendus. Augereau d'un côté, Joubert de l'autre, se préparaient à repousser Laudon. La convention de Léoben vint arrêter cette nouvelle et inutile effusion de sang.

L'effet de l'armistice fut fatal aux nobles Vénitiens, et peut-être même les conditions secrètes des préliminaires avaient-elles réglé leur destinée, telle que le traité de Campo-Formio la déclara. Ce qui porte à le croire, c'est l'extrême facilité avec laquelle l'Autriche souscrivit, à Léoben, à l'abandon de la Lombardie, de la Belgique, et consentit à laisser à la France la rive gauche du Rhin.

Les défaites d'une puissance aussi guerrière ne suffisent pas pour expliquer d'aussi grands sacrifices. Un dédommagement était donc demandé et promis. La république de Venise allait apprendre à quoi exposait une alliance secrète, une sourde complicité avec l'une des trois puissances qui venaient d'anéantir la république de Pologne.

l'Autriche vit donc sans s'émouvoir, ou plutôt avec joie, la vengeance des Français se porter sur Venise. Tous les signes précurseurs d'un grand bouleversement politique avaient déjà précédé la marche du général Augereau. Les nobles de la Terre-Ferme avaient fait rentrer dans le devoir les paysans révoltés, et bientôt les avaient associés à leurs ressentimens contre d'impérieux pa-

triciens qui les avaient fait vieillir eux et leurs ancêtres dans la plus humiliante oppression. A Venise, mêmes cris de révolte. Le doge, le grand conseil, les trois inquisiteurs d'état arrêtaient des citoyens dont bientôt la sédition brisait les fers; ils ne faisaient plus qu'un usage incertain d'une autorité chancelante. L'esprit d'insurrection avait gagné jusqu'aux matelots, et pouvaient, d'un moment à l'autre, livrer la flotte de la république à la France. Les nobles ne virent plus d'autre moyen de modérer une révolution inévitable, que de l'accepter et de la diriger eux-mêmes, si on le leur permettait. Le grand conseil abdiqua son autorité, et déclara que l'ancienne forme démocratique serait rétablie dans la république de Venise comme elle

existait avant la révolution de 1796. Le peuple de Venise se livra à la joie, reçut les Français, adopta leurs maximes, imita les formes de leur gouvernement. Bonaparte, qui prévoyait un sacrifice douloureux, garda le silence et n'entra point dans Venise. La destinée devait lui permettre un jour de rendre l'indépendance nationale, et une existence affranchie de troubles et de servitude à un peuple qui pendant long-temps avait rivalisé avec la splendeur des anciennes républiques.

Bonaparte se servit des forces navales de Venise pour soumettre les îles qu'elle possédait dans l'Adriatique. Tout le merveilleux de ses campagnes s'accroissait encore par les noms de Corcyre, d'Ithaque et de Cythère, ses dernières conquêtes. L'île de Cor-

fou donnait, et par sa fertilité, et par la beauté de son port, de nouveaux moyens à Bonaparte d'accomplir de vastes projets sur la Méditerranée.

Voici le traité de Campo-Formio, qui fut conclu le 6 octobre 1797.

Sa majesté l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, voulant consolider la paix dont les bases ont été posées par les préliminaires signés au château d'Eckenwald, près de Léoben, en Styrie, le 18 avril 1797, ou 20 germinal an 3 de la république française, une et indivisible, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa majesté l'empereur et roi, le sieur D. Martius Mastrili, noble-patricien napolitain, marquis de Gallo, chevalier de l'ordre de Saint-Janvier, gentilhomme de

la chambre de sa majesté le roi des Deux-Siciles, et son ambassadeur extraordinaire à la cour de Vienne ; le sieur Louis de Cobentzel, comte du saint-empire romain, grand'croix de l'ordre royal de Saint-Etienne, chambellan, conseiller d'état intime actuel de sa majesté impériale et royale apostolique, et son ambassadeur extraordinaire près sa majesté impériale de toutes les Russies ; le sieur Maximilien comte de Meerfeldt, chevalier de l'ordre teutonique et de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan et général-major de cavalerie dans les armées de sadite majesté l'empereur et roi, et le sieur Ignace, baron de Degelmann, ministre plénipotentiaire de sadite majesté près la république helvétique ; et la république française, Bonaparte, général en chef de l'armée française en Italie ; lesquels, après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans :

Art. I.er Il y aura, à l'avenir et pour toujours, une paix solide et invariable entre sa majesté l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, ses héritiers et successeurs, et la république française. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elle et leurs états une parfaite intelligence, sans permettre dorénavant que, de part ni d'autre, on commette aucune sorte d'hostilités par terre ou par mer pour quelque cause ou quelque prétexte que ce puisse être, et on évitera soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement établie. Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

II. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties con-

tractantes feront lever tout séquestre mis sur les biens, droits et revenus des particuliers résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y sont réunis, ainsi que des établissemens publics qui y sont situés : elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers et établissemens publics, et à payer ou rembourser toutes rentes constituées à leur profit sur chacune d'elles.

Le présent article est déclaré commun à la république cisalpine.

III. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce, pour elle et ses successeurs, en faveur de la république française, à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces de la Belgique, connues sous le nom de *Pays-Bas autrichiens*. La république française possédera ce pays à perpétuité, en toute souveraineté et pro-

priété, et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

IV. Toutes les dettes hypothéquées avant la guerre sur le sol des pays énoncés dans les articles précédens, et dont les contrats seront revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la république française. Les plénipotentiaires de sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, en remettront l'état le plus tôt possible au plénipotentiaire de la république française, et avant l'échange des ratifications, afin que, lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs ou additionnels au présent article, et les signer.

V. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent à ce que la république française possède en toute souveraineté les îles ci-devant vénitiennes du Levant, savoir; Corfou, Zante, Céphalo-

nie, Sainte-Maur, Cerigo, et autres îles en dépendantes, ainsi que Butrinto, Larta, Voniza, et en général tous les établissemens ci-devant vénitiens en Albanie, qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

VI. La république française consent à ce que sa majesté l'empereur et roi possède en toute souveraineté et propriété les pays ci-dessous désignés, savoir : l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les Lagunes et les pays compris entre les états héréditaires de sa majesté l'empereur et roi, la mer Adriatique, et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de Gardola, traversera le lac de Garda jusqu'à la Cise ; de là une ligne militaire jusqu'à San-Giacomo, offrant un avantage égal aux deux parties, laquelle sera désignée par des officiers du génie nommés de part et d'autre avant l'échange des ratifica-

tions du présent traité. La ligne de limite passera ensuite l'Adige à San-Giacomo, suivra la ligne gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du canal blanc, y compris la partie de Porto-Legnano qui se trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du canal blanc, la rive gauche du Tartaro, la rive gauche du canal dit *la Polisella* jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du grand Pô jusqu'à la mer.

VII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité, pour elle, ses successeurs et ayant cause, en faveur de la république cisalpine, à tous les droits et titres provenans de ces droits, que sadite majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possedait avant la guerre, et qui font maintenant partie de la république cisal-

pine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

VIII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, reconnait la république cisalpine comme puissance indépendante.

Cette république comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, le Bergamasque, le Bressan, le Crémasque, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des états ci-devant vénitiens à l'ouest et au sud de la ligne désignée dans l'article VI pour la frontière des états de sa majesté l'empereur en Italie; le Modenais, la principauté de Massa et Carrara, et les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.

IX. Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il sera accordé à tous les habitans et propriétaires quelconques main-levée du séquestre mis

sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu entre sa majesté impériale et royale et la république française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens ou personnes. Ceux qui, à l'avenir, voudront cesser d'habiter lesdits pays, seront tenus d'en faire la déclaration trois mois après la publication du traité de paix définitif, ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens, meubles, immeubles, ou en disposer à leur volonté.

X. Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, porteront à ceux auxquels ils demeureront les dettes hypothéquées sur leur sol.

XI. La navigation de la partie des rivières et canaux servant de limites entre les possessions de sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et celles de la république cisalpine, sera libre, sans que l'une ni l'autre puissance puisse y éta-

blir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre ; ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnano.

XII. Toutes ventes ou aliénations faites, tous engagemens contractés, soit par les villes ou par les gouvernemens ou autorités civiles et administratives des pays ci-devant vénitiens, pour l'entretien des armées allemandes et françaises, jusqu'à la date du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

XIII. Les titres domaniaux et archives des différens pays cédés ou échangés par le présent traité seront remis, dans l'espace de trois mois à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité, leur seront fidèlement remis.

Les papiers militaires et registres pris, dans la guerre actuelle, aux états-majors des armées respectives seront pareillement rendus.

XIV. Les deux parties contractantes, également animées du désir d'écarter tout ce qui pourrait nuire à la bonne intelligence heureusement établie entre elles, s'engagent de la manière la plus solennelle à contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs états respectifs.

XV. Il sera conclu incessamment un traité de commerce établi sur des bases équitables, et telles qu'elles assurent à sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et à la république française, des avantages égaux à ceux dont jouissent tous les états respectifs, les nations les plus favorisées.

En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront ré-

tablies dans l'état où elles étaient avant la guerre.

XVI. Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées autrichiennes et françaises ne pourra être poursuivi ni recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques ou actions civiles, militaires et commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

XVII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, ne pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans chacun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six bâtimens armés en guerre, appartenant à chacune des puissances belligérantes.

XVIII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en

Italie, le Brisgaw, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénais.

XIX. Les biens fonciers et personnels non aliénés de leurs altesses royales l'archiduc Charles et l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la république française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans.

Il en sera de même des biens fonciers et personnels de son altesse royale l'archiduc Ferdinand dans le territoire de la république cisalpine.

XX. Il sera tenu à Rastadt un congrès uniquement composé des plénipotentiaires de l'empire germanique, et de ceux de la république française, pour la pacification entre ces deux puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité, ou plus tôt, s'il est possible.

XXI. Tous les prisonniers de guerre

faits de part et d'autre, et les ôtages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auraient pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

XXII. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui ont eu lieu dans les états respectifs des puissances contractantes, cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

XXIII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, conserveront entre elles le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que ce qui a été constamment observé avant la guerre.

Sadite majesté et la république cisalpine auront entre elles le même cérémonial d'étiquette que celui qui était d'usage entre sadite majesté et la république de Venise.

XXIV. Le présent traité de paix est déclaré commun à la république batave.

XXV. Le présent traité sera ratifié par sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, dans l'espace de trente jours, à dater d'aujourd'hui, ou plus tôt, si faire se peut, et les actes de ratification, en due forme, seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, près d'Udine, le 17 octobre 1797, où 26 vendémiaire an VI de la république française, une et indivisible.

Signé, BONAPARTE; *le marquis* DE GALLO; LOUIS, *comte* DE COBENTZEL; *le comte* DE MEERFELDT, *général-major; le baron* DE DEGELMANN.

FIN DU SECOND LIVRE ET DU TOME PREMIER.

